

# RAPPORT

---

# DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO

Trente-cinquième session (session extraordinaire)  
Rome, 18-21 novembre 2008

---



**CONSEIL**  
**(jusqu'au 31 décembre 2008)**

*Président indépendant du Conseil: Mohammed Saeid Noori Naeini*

Afrique du Sud <sup>2</sup>	États-Unis d'Amérique <sup>3</sup>	Niger <sup>3</sup>
Allemagne <sup>2</sup>	Fédération de Russie <sup>3</sup>	Pakistan <sup>1</sup>
Arabie saoudite <sup>1</sup>	France <sup>1</sup>	Panama <sup>2</sup>
Australie <sup>1</sup>	Gabon <sup>2</sup>	République de Corée <sup>2</sup>
Bangladesh <sup>2</sup>	Inde <sup>1</sup>	République de Moldova <sup>2</sup>
Belgique <sup>3</sup>	Indonésie <sup>1</sup>	Royaume-Uni <sup>1</sup>
Bolivie <sup>3</sup>	Iran (République islamique d') <sup>2</sup>	Sénégal <sup>3</sup>
Brésil <sup>3</sup>	Italie <sup>1</sup>	Soudan <sup>3</sup>
Canada <sup>3</sup>	Japon <sup>2</sup>	Suède <sup>1</sup>
Chili <sup>2</sup>	Kenya <sup>3</sup>	Thaïlande <sup>2</sup>
Chine <sup>2</sup>	Koweït <sup>3</sup>	Trinité-et-Tobago <sup>3</sup>
Congo <sup>3</sup>	Liban <sup>1</sup>	Turquie <sup>3</sup>
Côte d'Ivoire <sup>1</sup>	Madagascar <sup>1</sup>	Ukraine <sup>2</sup>
Cuba <sup>3</sup>	Malaisie <sup>2</sup>	Uruguay <sup>2</sup>
Égypte <sup>1</sup>	Maroc <sup>3</sup>	Zambie <sup>1</sup>
El Salvador <sup>1</sup>	Mexique <sup>3</sup>	
Éthiopie <sup>2</sup>	Nigéria <sup>1</sup>	

<sup>1</sup> Mandat expirant le 31 décembre 2008.

<sup>2</sup> Mandat expirant à la fin de la trente-sixième session de la Conférence (novembre 2009).

<sup>3</sup> Mandat expirant le 31 décembre 2010.

**CONSEIL**  
**(à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009)**

*Président indépendant du Conseil: Mohammed Saeid Noori Naeini*

Afghanistan <sup>3</sup>	Éthiopie <sup>1</sup>	Norvège <sup>3</sup>
Afrique du Sud <sup>1</sup>	Fédération de Russie <sup>2</sup>	Pakistan <sup>3</sup>
Allemagne <sup>1</sup>	France <sup>3</sup>	Panama <sup>1</sup>
Arabie saoudite <sup>3</sup>	Gabon <sup>1</sup>	République de Corée <sup>1</sup>
Australie <sup>3</sup>	Ghana <sup>3</sup>	République de Moldova <sup>1</sup>
Bangladesh <sup>1</sup>	Inde <sup>3</sup>	République-Unie de Tanzanie <sup>3</sup>
Belgique <sup>2</sup>	Indonésie <sup>3</sup>	Royaume-Uni <sup>3</sup>
Bolivie <sup>2</sup>	Iran (République islamique d') <sup>1</sup>	Sénégal <sup>2</sup>
Brésil <sup>2</sup>	Italie <sup>3</sup>	Soudan <sup>2</sup>
Canada <sup>2</sup>	Japon <sup>1</sup>	Thaïlande <sup>1</sup>
Chili <sup>1</sup>	Kenya <sup>2</sup>	Trinité-et-Tobago <sup>2</sup>
Chine <sup>1</sup>	Koweït <sup>2</sup>	Turquie <sup>2</sup>
Congo <sup>2</sup>	Malaisie <sup>1</sup>	Ukraine <sup>1</sup>
Cuba <sup>2</sup>	Maroc <sup>2</sup>	Uruguay <sup>1</sup>
Égypte <sup>3</sup>	Mauritanie <sup>3</sup>	Zimbabwe <sup>3</sup>
El Salvador <sup>3</sup>	Mexique <sup>2</sup>	
États-Unis d'Amérique <sup>2</sup>	Niger <sup>2</sup>	

<sup>1</sup> Mandat expirant à la fin de la trente-sixième session de la Conférence (novembre 2009).

<sup>2</sup> Mandat expirant le 31 décembre 2010.

<sup>3</sup> Mandat expirant à la fin de la trente-septième session de la Conférence (2011).

# **RAPPORT**

---

# **DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO**

**Trente-cinquième session (session extraordinaire)  
Rome, 18-21 novembre 2008**

---

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'implique de la part de la FAO aucune approbation ou recommandation desdits produits, de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

ISBN 978-92-5-206089-6

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur.

Les demandes d'autorisation devront être adressées au:

Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications  
Division de l'information

FAO

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome (Italie)

ou, par courrier électronique à:

copyright@fao.org

© FAO 2008

---

## Table des matières

---

	Paragrapes
INTRODUCTION	1 - 12
ÉLECTION DU PRÉSIDENTS ET DES VICE-PRÉSIDENTS	1 - 2
CONSTITUTION DU BUREAU ET DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS	3
HOMMAGE À MIRIAM MAKEBA	4
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	5
ADOPTION DU CALENDRIER ET ORGANISATION DE LA SESSION	6 - 11
<i>Droit de réponse</i>	7
<i>Comptes rendus in extenso</i>	8
<i>Vérification des pouvoirs</i>	9
<i>Organisations intergouvernementales et organisations internationales non gouvernementales</i>	10
<i>Mouvement de libération</i>	11
ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	12
SUIVI DE L'ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE DE LA FAO	13 - 19
EXAMEN DU RAPPORT DU COMITÉ DE LA CONFÉRENCE CHARGÉ DU SUIVI DE L'ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE DE LA FAO – PLAN D'ACTION IMMÉDIATE ( <b>Résolution 1/2008</b> )	13 - 19
<i>Déclaration d'un Représentant des associations du personnel de la FAO</i>	19
AUTRES QUESTIONS DE FOND	20 - 28
LE SUIVI DE LA CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE: CONTRIBUTION DE LA FAO À LA PRÉPARATION ET À LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE GLOBAL D'ACTION	20 - 23
QUESTIONS BUDGÉTAIRES	24 - 26
QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES	27
DATE ET LIEU DE LA TRENTE-SIXIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE	28

**ANNEXES**

- A**     Ordre du jour de la trente-cinquième session (session extraordinaire) de la Conférence
- B**     Liste des délégués et observateurs
- C**     Liste des documents
- D**     Allocution du Directeur général
- E**     Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO

## INTRODUCTION

### ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS<sup>1</sup>

1. La Conférence a élu M. Mauri Pekkarinen (Finlande) Président de la trente-cinquième session (session extraordinaire) de la Conférence.

2. La Conférence a élu les trois Vice-Présidents de la Conférence:

Guillermo Salazar (Panama)

El Zubair Bashir Taha (Soudan)

Lee Brudvig (États-Unis d'Amérique)

### CONSTITUTION DU BUREAU ET DE LA COMMISSION DE VÉRIFICATION DES POUVOIRS<sup>2</sup>

3. La Conférence a élu:

- les sept membres du Bureau

Brésil

France

Canada

Jordanie

Chine

Nouvelle-Zélande

Éthiopie

- les neuf membres de la Commission de vérification des pouvoirs:

Angola

Hongrie

Oman

Estonie

Malaisie

Qatar

États-Unis d'Amérique

Mexique

Saint-Marin

### HOMMAGE À MIRIAM MAKEBA<sup>3</sup>

4. Le Directeur général a communiqué un bref message à la mémoire de Miriam Makeba, chanteuse très appréciée et Ambassadrice de bonne volonté de la FAO, décédée le 10 novembre 2008. Après avoir observé une minute de silence, la Conférence a visionné une brève vidéo en hommage à Mme Makeba.

---

<sup>1</sup> C 2008/2; C 2008/PV/1; C 2008/PV/7.

<sup>2</sup> C 2008/2; C 2008/PV/1; C 2008/PV/7.

<sup>3</sup> C 2008/PV/1; C 2008/PV/7.

### ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR<sup>4</sup>

5. La Conférence a adopté son ordre du jour, reproduit à l'*Annexe A* au présent rapport.

### ADOPTION DU CALENDRIER ET ORGANISATION DE LA SESSION<sup>5</sup>

6. La Conférence a adopté les dispositions relatives à l'organisation de la session et le calendrier, ainsi que l'avait proposé le Bureau.

#### *Droit de réponse*

7. La Conférence a confirmé la décision prise à ses sessions précédentes: si un Membre souhaitait répondre à des critiques relatives aux politiques de son gouvernement, il devait le faire de préférence l'après-midi du jour pendant lequel lesdites critiques avaient été formulées, après que tous ceux qui souhaitaient participer au débat avaient eu la possibilité de prendre la parole.

#### *Comptes rendus in extenso*

8. Comme le prévoit l'Article XVIII-1 du Règlement général de l'Organisation, il a été établi un compte rendu *in extenso* de toutes les séances plénières de la Conférence. La Conférence a approuvé la recommandation du Bureau d'insérer dans les comptes rendus les déclarations qui, faute de temps, n'avaient pu être prononcées, en tenant compte des conditions stipulées par le Bureau.

#### *Vérification des pouvoirs<sup>6</sup>*

9. Les pouvoirs des délégations de 155 Membres ont été reconnus valides.

#### *Organisations intergouvernementales et organisations internationales non gouvernementales<sup>7</sup>*

10. La Conférence a examiné la liste des organisations intergouvernementales et des organisations internationales non gouvernementales auxquelles le Directeur général avait adressé une invitation provisoire à la session et elle a confirmé lesdites invitations provisoires.

#### *Mouvement de libération*

11. La Conférence a confirmé l'invitation adressée par le Directeur général à l'Organisation de libération de la Palestine.

### ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL<sup>8</sup>

12. Le Directeur général a prononcé une allocution à la Conférence, dont le texte est reproduit à l'*Annexe D* au présent rapport.

---

<sup>4</sup> C 2008/1; C 2008/LIM/1; C 2008/PV/2; C 2008/PV/7.

<sup>5</sup> C 2008/2; C 2008/6; C 2008/INF/1; C 2008/INF/4; C 2008/PV/2; C 2008/PV/7.

<sup>6</sup> C 2008/LIM/4.

<sup>7</sup> C 2008/6.

<sup>8</sup> C 2008/INF/5; C 2008/PV/2; C 2008/PV/7.

## **SUIVI DE L'ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE DE LA FAO**

### **EXAMEN DU RAPPORT DU COMITÉ DE LA CONFÉRENCE CHARGÉ DU SUIVI DE L'ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE DE LA FAO – PLAN D'ACTION IMMÉDIATE<sup>9</sup>**

13. La Conférence s'est félicitée des travaux de grande envergure réalisés en très peu de temps par le Comité de la Conférence chargé du suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO (CoC-EEI), ainsi que par son Président, les Vice-Présidents, d'autres membres et les représentants des pays porte-parole dans les groupes de travail, comme indiqué à l'Annexe 5 du rapport du CoC-EEI. Les Membres, le Directeur général, la Direction et le Secrétariat du CoC-EEI ont tous, par leur contribution et leur dévouement, joué un rôle important dans l'élaboration du Plan d'action immédiate, qui prévoit une réforme dans la croissance.

14. La Conférence a souligné que le Plan d'action devait être mis en oeuvre dans un monde où sévissaient plusieurs crises interdépendantes: hausse des prix des aliments et de l'énergie, volatilité sur les marchés des produits de base et forte instabilité des institutions financières. Ces crises, qui se traduisaient par un accroissement de la faim et de la pauvreté, rendaient encore plus difficile la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement à l'échelle mondiale. La contribution de la FAO est plus nécessaire que jamais et le renouveau de la FAO n'en est que plus urgent. Après l'application intégrale du Plan d'action immédiate, la FAO sera mieux en mesure d'aider à accroître la production agricole de manière durable et de renforcer la contribution d'ensemble de l'agriculture au développement et aux moyens d'existence, en contribuant à assurer des approvisionnements alimentaires durables pour tous.

15. Lors de la première année du Plan d'action immédiate, en 2009, il s'agira à la fois de mettre en oeuvre de toute urgence le Plan mais aussi de mener une série d'actions supposant une collaboration étroite entre les Membres et la Direction. La Conférence a déclaré attendre avec intérêt, pour sa prochaine session, le nouveau Cadre stratégique, le Plan à moyen terme et le Programme de travail et budget ainsi que des propositions sur la composition du Conseil et la représentation des régions, sans parler de l'achèvement des réformes dans le domaine administratif et organisationnel et la gestion des ressources humaines. Il était essentiel de définir des priorités de fond, dans un cadre de référence axé sur les résultats et, dans cette optique, de nombreux Membres ont indiqué leurs priorités.

16. La Conférence a également souligné la nécessité de contribuer rapidement au Fonds fiduciaire pour la mise en oeuvre du Plan d'action immédiate en 2009 (paragraphe 3 de la Résolution 1/2008) et des Membres provenant de plusieurs régions ont annoncé leur intention d'y apporter leur contribution.

17. Les Membres ont rappelé les éléments du Plan d'action immédiate qui étaient, à leur avis, essentiels pour renforcer la FAO et la rendre plus efficiente et efficace dans le rôle qu'elle doit jouer dans le système multilatéral, notamment en collaboration avec les autres organismes de Rome s'occupant d'alimentation. Il convient de bâtir une architecture cohérente pour répondre aux besoins et faire en sorte que tous les pays et les institutions, y compris les acteurs non gouvernementaux, jouent un rôle et que tous les pays en retirent des avantages, selon leurs besoins. Le rôle d'une FAO réformée dans cet effort reste absolument essentiel, alors que le monde s'attaque à des défis sans cesse renouvelés dans un esprit de multilatéralisme et d'effort conjoint.

18. La Conférence a donc adopté la Résolution ci-après:

---

<sup>9</sup> C 2008/4; C 2008/INF/7; C 2008/LIM/3; C 2008/PV/2; C 2008/PV/3; C 2008/PV/4; C 2008/PV/5; C 2008/PV/7.

## RÉSOLUTION 1/2008

### Adoption du Plan d'action immédiate (PAI) pour le renouveau de la FAO (2009-11)

#### LA CONFÉRENCE:

**Réaffirmant** le mandat mondial unique de la FAO dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture et l'engagement constant des États Membres en faveur de la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement; réaffirmant la contribution que la FAO doit apporter en la matière, ainsi qu'à la résolution de problèmes tels que: la réduction de la faim et de la pauvreté, l'expansion de la production agricole et vivrière, la hausse des prix des produits alimentaires, le changement climatique, les effets de la crise financière actuelle sur les investissements dans l'agriculture et les défis et opportunités liés aux bioénergies,

**Réaffirmant**, dans ce contexte, la nécessité d'une **réforme dans la croissance** pour la FAO,

**Se félicitant** du rapport du Comité de la Conférence chargé du suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO (CoC-EEI) incluant le Plan d'action immédiate (PAI) qui constitue une base solide et réaliste pour que la FAO améliore sensiblement sa pertinence globale, son efficacité et son efficience au service de tous ses membres,

**Reconnaissant** la participation active de tous les membres et le soutien indéfectible du Directeur général et de la Direction de la FAO lors de ce processus et **soulignant** la nécessité d'un même esprit de partenariat pour l'application et l'achèvement de la réforme:

- 1) **DÉCIDE d'approuver**, en vue de son exécution, le Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO (2009-11), y compris son annexe, partie intégrante de la présente résolution, qui est reproduite à l'Annexe E;
- 2) **DÉCIDE que des amendements aux Textes fondamentaux devraient lui être présentés**, pour approbation à sa trente-sixième session en 2009, pour permettre la mise en œuvre des dispositions du Plan d'action immédiate et, ayant pris note du rapport présenté par le Comité des questions constitutionnelles et juridiques à sa quatre-vingt-troisième session (septembre 2008), décide en outre que, dans l'attente de ces amendements:
  - a) les comités techniques du Conseil feront rapport à la Conférence sur les questions de politiques et de réglementation et au Conseil sur les questions relatives au Programme et au budget; et
  - b) le Cadre stratégique, le Plan à moyen terme et le Programme de travail et budget 2010-11 seront élaborés comme indiqué dans le Plan d'action immédiate, sans qu'il soit nécessaire de préparer un Sommaire du Programme de travail et budget;
- 3) **DÉCIDE** que des ressources extrabudgétaires seront nécessaires pour la mise en œuvre du Plan d'action immédiate en 2009, étant entendu que les financements requis pour 2010-2011 seront examinés en même temps que le Programme de travail et budget, **EXHORTE** en conséquence **tous les États Membres** à fournir des ressources extrabudgétaires, pour un montant fixé provisoirement à 21,8 millions d'USD pour 2009, à un fonds fiduciaire spécial établi à cet effet. Par souci de transparence, les comptes du fonds fiduciaire seront rendus publics et le Conseil en assurera le contrôle avec l'aide du Comité financier;
- 4) **DÉCIDE d'établir un Comité de la Conférence (CoC-EEI)** de durée limitée pour l'année 2009, au titre de l'article VI de l'Acte constitutif de la FAO, chargé de donner suite à l'Évaluation externe indépendante de la FAO de manière continue, en achevant le travail en cours

dans le cadre du Plan d'action immédiate. Le Comité terminera son rapport sur les amendements à apporter aux Textes fondamentaux en juin 2009<sup>10</sup> et achèvera son rapport final au plus tard en septembre 2009, pour soumission à la Conférence en novembre 2009;

5) Ce Comité sera ouvert à la participation de l'ensemble des États Membres de l'Organisation. Il s'efforcera de travailler dans la transparence et l'unité et décidera collectivement des recommandations finales à adresser à la Conférence, en cherchant dans toute la mesure possible à prendre des décisions par consensus. Le Comité de la Conférence s'acquittera de sa tâche avec le soutien direct des groupes de travail et en bénéficiant des avis du Conseil, du Comité du Programme, du Comité financier et du Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ), s'il y a lieu, sans préjudice du fait que ces comités relèvent du Conseil ou de leurs fonctions statutaires. La Direction de la FAO devrait, selon toute attente, apporter son soutien en amont au Comité de la Conférence et participer pleinement à ses réunions et à celles de ses groupes de travail, en fournissant en temps utile des documents pour examen;

a) Les fonctions du Comité, sans préjudice des fonctions statutaires du Conseil et de ses comités permanents, seront de:

i) recommander à la Conférence en 2009:

1) le nouveau Cadre stratégique, le Plan à moyen terme 2010-13 et le Programme de travail et budget 2010-11, proposés par la Direction sur la base du nouveau cadre intégré fondé sur les résultats;

2) tout changement jugé souhaitable concernant la composition du Conseil (nombre de membres et représentation régionale);

3) la poursuite des réformes des systèmes, du changement de culture et de la restructuration organisationnelle, notamment:

a) la suite dynamique que la Direction doit donner aux rapports de l'Examen détaillé, y compris les actions rapides;

b) l'établissement et l'examen du rapport sur l'étude relative à un cadre d'évaluation et de gestion des risques de l'Organisation;

c) des plans de renforcement de l'efficacité des bureaux décentralisés;

d) des propositions détaillées de renforcement de la gestion des ressources humaines.

ii) recommander à la Conférence en 2009 les changements à apporter aux Textes fondamentaux comme prévu dans le Plan d'action immédiate, en assurant la supervision générale du processus de révision des Textes fondamentaux et en donnant des orientations à ce sujet. Ce travail sera exécuté sur la base des recommandations du Comité des questions constitutionnelles et juridiques, qui seront communiquées directement au Comité, et sera examiné par le Conseil, s'il y a lieu;

iii) analyser le concept de réforme dans la croissance et présenter des propositions à la Conférence de 2009.

---

<sup>10</sup> Afin que les propositions d'amendements à l'Acte constitutif soient communiquées aux Membres 120 jours avant la session de la Conférence, comme indiqué au paragraphe 4 de l'Article XX de l'Acte constitutif.

b) Le Comité de la Conférence:

- i) établira trois Groupes de travail qui lui présenteront des éléments pour examen sur les points suivants:
  - 1) le Cadre stratégique, le Plan à moyen terme 2010-13 et le Programme de travail et budget 2010-11;
  - 2) les amendements aux Textes fondamentaux proposés et tout changement jugé souhaitable concernant la composition (nombre de membres et représentation régionale) du Conseil; et
  - 3) la réforme des systèmes, le changement de culture et la restructuration organisationnelle.
- ii) pourra éventuellement établir d'autres groupes de travail de durée limitée en tant que de besoin; et
- iii) se dotera d'un Bureau composé du Président et des Vice-Présidents du Comité de la Conférence, d'un représentant des États membres par région et des présidents et vice-présidents des groupes de travail participant en qualité d'observateurs ayant le droit de parole. Ce bureau traitera exclusivement des questions administratives et organisationnelles.

c) Les modalités de fonctionnement du Comité de la Conférence seront les suivantes: les groupes de travail seront composés d'un président et d'un vice-président (ou de deux coprésidents) nommés par le Comité de la Conférence et seront ouverts à tous les membres qui pourront participer pleinement aux débats, avec droit de parole. Trois représentants d'États membres par région, au maximum, seront désignés comme porte-parole de leur région dans chacun des groupes de travail. Les réunions du Bureau seront ouvertes à des observateurs de l'ensemble des États Membres de la FAO sans droit de parole. Les travaux du Comité de la Conférence se dérouleront dans toutes les langues de l'Organisation. Les réunions du Comité de la Conférence, de ses groupes de travail ou de son Bureau n'auront pas lieu simultanément, ni parallèlement, à d'autres réunions importantes des organisations du système des Nations Unies ayant leur siège à Rome, de manière à permettre une participation aussi complète que possible des membres. Le président du Comité de la Conférence et son Bureau ainsi que les présidents des groupes de travail veilleront à ce que des aide-mémoire soient mis à la disposition des membres après chaque session;

6) **DÉCIDE de nommer les personnes suivantes membres du Bureau du Comité de la Conférence (CoC-EEI):** M. Mohammad Saeid Noori-Naeini, Président et Mme Agnes van Ardenne-van der Hoeven et M. Wilfred Joseph Ngirwa, Vice-Présidents du Comité.

7) **DÉCIDE que le Conseil** suivra l'avancement global de la mise en œuvre du Plan d'action immédiate et fera rapport à la Conférence à sa trente-sixième session en 2009 et à sa trente-septième session en 2011. Il recevra de la Direction des rapports trimestriels réguliers sur l'état d'avancement de la mise en œuvre, pour examen et avis. Le Conseil sera assisté dans cette tâche de suivi, pendant toute l'année 2009, par le Comité de la Conférence (CoC-EEI). Il recevra aussi des contributions du Comité du Programme, du Comité financier et du Comité des questions constitutionnelles et juridiques dans les domaines de compétence respectifs de ces organes qui pourront, en toute souplesse, convoquer des sessions supplémentaires, le cas échéant.

(Adoptée le 19 novembre 2008)

*Déclaration d'un Représentant des associations du personnel de la FAO*

19. La Secrétaire générale de l'Union du personnel des services généraux (UGSS) a fait une déclaration au nom des trois associations du personnel, en se concentrant principalement sur la réforme de la FAO et le processus de changement. Elle a indiqué que le personnel était profondément attaché au changement et a souligné la nécessité de disposer de suffisamment de temps et de ressources pour la mise en œuvre de la réforme.

## **AUTRES QUESTIONS DE FOND**

### **LE SUIVI DE LA CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE: CONTRIBUTION DE LA FAO À LA PRÉPARATION ET À LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE GLOBAL D'ACTION<sup>11</sup>**

20. La Conférence a rappelé la mise en place de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, présidée par le Secrétaire général de l'ONU et dont le Directeur général de la FAO est Vice-Président. Elle s'est félicitée de l'apport significatif de la FAO aux travaux de l'Équipe spéciale de haut niveau et à la préparation du Cadre global d'action (CGA).

21. La Conférence a pris acte du rôle central que jouait la FAO dans la facilitation de la mise en œuvre du Cadre global d'action, en particulier pour la réalisation des objectifs liés à l'accroissement de la production vivrière des petits agriculteurs. Elle a noté la nécessité de trouver à l'avenir un équilibre entre réforme, appui technique, mobilisation de ressources et plaidoyer politique.

22. La Conférence a souligné que sous l'effet de la crise alimentaire, le nombre de personnes sous-alimentées était passé à 923 millions. La flambée des prix des denrées alimentaires avait cessé, mais la situation alimentaire restait fragile. La Conférence a donc recommandé que la crise alimentaire continue à retenir toute l'attention de la communauté internationale. La Conférence s'est félicitée de la proposition formulée par le Directeur général dans son allocution, visant à mettre en place un Groupe d'experts de haut niveau de la sécurité alimentaire et elle a demandé au Secrétariat de préparer le mandat du Groupe d'experts, en consultation avec les États Membres, pour qu'il puisse être créé en 2009. Elle a également invité le Secrétariat à fournir les informations nécessaires et à préparer toute étude dont on aurait besoin pour l'examen et le débat avec les membres au sujet des autres propositions figurant dans l'allocution du Directeur général, notamment un éventuel sommet sur la sécurité alimentaire en 2009.

23. Pour ce qui est de la suite donnée à la Conférence de haut niveau tenue en juin au Siège de la FAO, la Conférence a déploré que seuls 10 pour cent des 22 milliards d'USD annoncés à ce moment-là aient été engagés. Elle s'est félicitée de l'usage fait par la FAO de 103 millions d'USD en tant que catalyseur afin de préparer le terrain pour des programmes plus vastes et plus complets au niveau des pays, mais elle a demandé instamment à la communauté internationale des donateurs d'assurer sans tarder des financements plus importants, pour s'attaquer aux problèmes structurels dont souffre l'agriculture dans les pays en développement.

---

<sup>11</sup> C 2008/5; C 2008/PV/6; C 2008/PV/7.

### **QUESTIONS BUDGÉTAIRES<sup>12</sup>**

24. La Conférence a rappelé qu'elle avait décidé, en 2007, de reporter à sa session de 2008 l'examen de la question de la reconstitution du Compte de réserve spécial.
25. La Conférence a noté qu'au 30 septembre 2008, le solde du Compte de réserve spécial s'établissait à 30 millions d'USD et elle pris acte de la recommandation du Comité financier selon laquelle les propositions de reconstitution des réserves seraient formulées dans le cadre du Programme de travail et budget pour l'exercice 2010-11 et les exercices suivants.
26. La Conférence a approuvé cette approche et a noté que des propositions de reconstitution du Compte de réserve spécial seraient présentées à la Conférence de 2009, dans le cadre de l'examen du Programme de travail et budget 2010-11.

### **QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES**

27. Aucune question constitutionnelle et juridique n'a été soulevée.

### **DATE ET LIEU DE LA TRENTE-SIXIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE**

28. La Conférence a décidé que sa trente-sixième session se tiendrait à Rome du 14 au 21 novembre 2009.

---

<sup>12</sup> C 2008/3; C 2008/PV/6; C 2008/PV/7.

---

**ANNEXE A****ORDRE DU JOUR DE LA TRENTE-CINQUIÈME SESSION (SESSION EXTRAORDINAIRE) DE LA CONFÉRENCE**

---

**INTRODUCTION**

1. Élection du Président et des Vice-Présidents
2. Constitution du Bureau et de la Commission de vérification des pouvoirs
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Adoption du calendrier et organisation de la session
5. Allocution du Directeur général

**SUIVI DE L'ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE DE LA FAO**

6. Examen du rapport du Comité de la Conférence chargé du suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO – Plan d'action immédiate

**AUTRES QUESTIONS DE FOND**

7. Suivi de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: contribution de la FAO à la préparation et à la mise en œuvre du Cadre global d'action
8. Questions budgétaires
9. Questions constitutionnelles et juridiques
10. Date et lieu de la trente-sixième session de la Conférence
11. Questions diverses



المرفق باء  
附录 B  
APPENDIX B  
ANNEXE B  
ПРИЛОЖЕНИЕ В  
APÉNDICE B

---

قائمة المندوبين والمراقبين

代表和观察员名单

**LIST OF DELEGATES AND OBSERVERS**

**LISTE DES DÉLÉGUÉS ET OBSERVATEURS**

**ПЕРЕЧЕНЬ ДЕЛЕГАТОВ И НАБЛЮДАТЕЛЕЙ**

**LISTA DE DELEGADOS Y OBSERVADORES**

---

الرئيس

主席

Chairperson

Président

Председатель

Presidente

: Mauri PEKKARINEN (Finland)

نواب الرئيس

副主席

Vice-Chairpersons

Vice-présidents

Заместители Председателя

Vicepresidentes

: Guillermo SALAZAR (Panama)

: El Zubair BASHIR TAHA (Sudan)

طه بشير الزبيري (السودان)

: Lee A. BRUDVIG (United States of America)



الأعضاء  
 成员国  
 MEMBERS  
 MEMBRES  
 ЧЛЕНЫ  
 MIEMBROS

**AFGHANISTAN - AFGANISTÁN**

Delegate

Musa M. MAROOFI  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Rome

Alternate(s)

Abdul Razak AYAZI  
 Agriculture Attaché  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

Mrs Fatima ZAHER  
 First Secretary  
 Embassy of the Islamic Republic of  
 Afghanistan  
 Rome

**ALBANIA - ALBANIE**

Delegate

Llesh KOLA  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Rome

Alternate(s)

Ms Vera CARA  
 First Secretary  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

**ALGERIA - ALGÉRIE - ARGELIA -**

رئازجلا

Délégué

Sid Ahmed FERROUKHI  
 Secrétaire général  
 Ministère de l'agriculture et du  
 développement rural  
 Alger

مندوب

سعید أحمد فروخي  
 الأمين العام  
 وزارة الفلاحة والتنمية الريفية  
 الجزائر

Suppléant(s)

Rachid MARIF  
 Ambassadeur  
 Représentant permanent auprès de la FAO  
 Rome

مناوب (مناوبون)

رشيد معرف  
 السفير  
 والممثل الدائم لدى المنظمة  
 روما

Abderrahman HAMIDAoui

Ministre plénipotentiaire

Représentant permanent adjoint auprès de  
 la FAO  
 Rome

عبدالرحمان حميد اوي  
 الوزير المفوض  
 والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
 روما

Kamel FELIACHI  
Directeur  
Institut National de la Recherche  
Agronomique d'Algerie  
Alger

كامل فيلياشي  
مدير  
المعهد القومي للأبحاث الزراعية  
الجزائر

Faiza YAKER  
Chef de bureau  
Direction de la Programmation des  
Investissements et des Études économiques  
Ministère de l'agriculture et du  
développement rural  
Alger

ميلي فايزه ياكور  
رئيس المكتب  
إدارة برمجة الاستثمارات والدراسات  
الاقتصادية  
وزارة الفلاحة والتنمية الريفية  
الجزائر

Youcef KICHA  
Secrétaire diplomatique  
Ministère des affaires étrangères  
Alger

يوسف كيشا  
سكرتير دبلوماسي  
وزارة الشؤون الخارجية  
الجزائر

#### ANDORRA - ANDORRE

Délégué  
Vicenç MATEU ZAMORA  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Rome

#### ANGOLA

Délégué  
Manuel Pedro PACAVIRA  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Rome

Suppléant(s)  
Kiala Kia MATEVA  
Conseiller  
Représentant permanent adjoint auprès de  
la FAO  
Rome

Carlos Alberto AMARAL  
Conseiller  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

Manuel DE ALMEIDA MATEUS DIAS  
Consultant du Ministre de l'Agriculture  
Ministère de l'agriculture  
Luanda

Mme Maria Celestina PACAVIRA  
Assistante pour les affaires internationales  
Ambassade de la République d'Angola  
Rome

#### ANTIGUA AND BARBUDA – ANTIGUA-ET-BARBUDA – ANTIGUA Y BARBUDA

#### ARGENTINA - ARGENTINE

Delegado  
Ruben Dario PATROUILLEAU  
Subsecretario de Agroindustria y Mercados  
Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca  
y Alimentos  
Buenos Aires

Suplente(s)  
Sra. María Del Carmen SQUEFF  
Consejero  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

Agustín ZIMMERMANN  
Tercer Secretario  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

**ARMENIA – ARMÉNIE - АРМЕНИЯ**

## Delegate

Aramayis GRIGORYAN  
Minister for Agriculture  
Yerevan

## Делегат

Арамаис ГРИГОРЯН  
Министр сельского хозяйства  
Ереван

## Alternate(s)

Zohrab V. MALEK  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

## Заместитель (ли)

Зураб В. МАЛЕК  
Посол  
Постоянный представитель при ФАО  
Рим

**AUSTRALIA - AUSTRALIE**

## Delegate

Tony BURKE  
Minister for Agriculture, Fisheries and  
Forestry  
Canberra

## Alternate(s)

Ms Amanda VANSTONE  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Ms Kirsten ANDREWS  
Chief of Staff  
Office of the Minister for Agriculture,  
Fisheries and Forestry  
Department of Agriculture, Fisheries and  
Forestry  
Canberra

Stephen HUNTER  
Deputy Secretary  
Department of Agriculture, Fisheries and  
Forestry  
Canberra

Craig BURNS  
Executive Manager  
International Division, Trade and Market  
Access Division  
Department of Agriculture, Fisheries and  
Forestry  
Canberra

Ms Sara COWAN  
General Manager  
Multilateral Trade Branch  
Department of Agriculture, Fisheries and  
Forestry  
Canberra

Ms Fiona BARTLETT  
Counsellor (Agricultural Affairs)  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Ms Paula WATT  
Deputy Head of Mission  
Embassy of Australia  
Rome

Paul GIVEN  
Consul  
Embassy of Australia  
Rome

Ms Lee HOLLOWAY  
Second Secretary  
Embassy of Australia  
Rome

Paul GARWOOD  
Political Officer  
Embassy of Australia  
Rome

Ms Emily COLLINS  
Assistant to the Counsellor (Agriculture)  
Embassy of Australia  
Rome

Ms Anne GILES  
Chargé d'Affaires  
Embassy of Australia  
Rome

**AUSTRIA - AUTRICHE**

## Delegate

Josef PRÖLL  
Federal Minister for Agriculture, Forestry,  
Environment and Water Management  
Vienna

## Alternate(s)

Ms Hedwig WÖGERBAUER  
Director  
Head of Division for FAO, OECD, Food  
Aid and Economic Provision Affairs  
Federal Ministry of Agriculture, Forestry,  
Environment and Water Management  
Vienna

Ms Edith KLAUSER  
Head of Department  
Agriculture and Nutrition  
Ministry of Agriculture, Forestry  
Environment and Water Management  
Vienna

Ms Natalie FEISTRITZER  
Counsellor (Agricultural Affairs)  
Permanent Representative to FAO  
Rome

**AZERBAIJAN - AZERBAÏDJAN -  
АЗЕРБАЙДЖАН - AZERBAIJÁN**

## Delegate

Ismat Dursun Ogly ABASOV  
Minister for Agriculture  
Baku

## Делегат

Исма́т Ду́рсун О́глы А́БАСОВ  
Министр сельского хозяйства  
Баку

## Alternate(s)

Emil Zulfgar oglu KARIMOV  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

## Заместитель (ли)

Эми́ль Зу́льфга́р о́глы КАРИМОВ  
Посол  
Постоянный представитель при ФАО  
Рим

Anar ISMAYIL  
Third Secretary  
Embassy of the Republic of Azerbaijan  
Rome

Анар ИЗМАИЛ  
Третий секретарь  
Посольство Республики Азербайджан  
Рим

Mammad ZULFUGAROV  
Attaché  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Маммад ЗУЛЬФУГАРОВ  
Атташе  
Заместитель Постоянного представителя  
при ФАО  
Рим

**BAHAMAS**

## Delegate

Lawrence S. CARTWRIGHT  
Minister for Agriculture and Marine  
Resources  
Nassau

## Alternate(s)

Creswell STURRUP  
Permanent Secretary  
Ministry of Agriculture and Marine  
Resources  
Nassau

Michael BRAYNEN  
Director  
Department of Marine Resources  
(Fisheries)  
Ministry of Agriculture and Marine  
Resources  
Nassau

Simeon PINDER  
Director of Agriculture  
Ministry of Agriculture and Marine  
Resources  
Nassau

**BAHRAIN - BAHREÏN - BAHREIN -**

نيرحبالا

Delegate

Mohammad BIN ABDULWAHAB AL  
KHALIFA  
Assistant Under-Secretary for Land and  
Water  
Ministry of Municipalities and Agriculture  
Affairs  
Manama

مندوب

محمد بن عبد الوهاب خليفة آل خليفة  
مساعد وكيل وزارة الأراضي والمياه  
وزارة شؤون البلديات والزراعة  
المنامة

Alternate(s)

Khalil Ebrahim AL DERAZI  
Director  
Extension and Agriculture Relations  
Directorate  
Ministry of Municipalities and Agriculture  
Affairs  
Manama

(مناوبون)

خليل ابراهيم الدرزي

مدير  
إدارة الإرشاد والعلاقات الزراعية  
وزارة شؤون البلديات والزراعة  
المنامة

Abdul Aziz Mohamed ABDULKARIM  
Acting Director of Plant Wealth Directorate  
Ministry of Municipalities and Agriculture  
Affairs  
Manama

عبد العزيز محمد عبد الكريم  
المدير بالوكالة لإدارة الثروة النباتية  
وزارة شؤون البلديات والزراعة  
المنامة

**BANGLADESH**

Delegate

Chowdhury SAJJADUL KARIM  
Adviser for Agriculture  
Dhaka

Alternate(s)

Masud Bin MOMEN  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Badrul AREFIN  
Deputy Secretary  
Personal Secretary to the Adviser  
Ministry of Agriculture  
Dhaka

Ms Sultana AFROZ  
Economic Counsellor  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

**BARBADOS - BARBADE**

Delegate

Haynesley BENN  
Minister for Agriculture and Rural  
Development  
Bridgetown

Alternate(s)

Barton CLARKE  
Chief Agricultural Officer  
Ministry of Agriculture and Rural  
Development  
Bridgetown

**BELARUS - BÉLARUS – БЕЛАРУСЬ - BELARÚS**

Delegate

Mrs Nadezhda KOTKOVETS  
First Deputy Minister for Agriculture and  
Food  
Ministry of Agriculture and Food  
Minsk

Делегат

Г-жа Надежда КОТКОВЕЦ  
Первый заместитель Министра  
сельского хозяйства и продовольствия  
Министерство сельского хозяйства и  
продовольствия  
Минск

Alternate(s) Aleksi SKRIPKO Ambassador Permanent Representative to FAO Rome	Carlos LIETAR Attaché Service public fédéral affaires étrangères Commerce extérieur et coopération au développement Bruxelles
Заместитель (ли) Алексей СКРИПКО Посол Постоянный представитель при ФАО Рим	<b>BELIZE - BELICE</b>
Dmitry MIRONCHIK Deputy Permanent Representative to FAO Rome	<b>BENIN - BÉNIN</b>
Дмитрий МИРОНЧИК Заместитель Постоянного представителя при ФАО Рим	<b>BHUTAN - BHOUTAN - BHUTÁN</b>
Ms Viktoria PARKHOTIK Third Secretary Embassy of the Republic of Belarus Rome	Delegate Chencho NORBU Director Department of Agriculture Ministry of Agriculture Thimphu
Г-жа Виктория ПАРХОТИК Третий секретарь Посольство Республики Беларусь Рим	Alternate(s) Tenzin CHOPHEL Chief Planning Officer Policy and Planning Division Ministry of Agriculture Thimphu
<b>BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA</b>	<b>BOLIVIA - BOLIVIE</b>
Délégué Jan DE BOCK Ambassadeur Représentant permanent auprès de la FAO Rome	Delegado Esteban Elmer CATARINA MAMANI Embajador Representante Permanente ante la FAO Roma
Suppléant(s) Mme Martine VAN DOOREN Ministre Conseiller Représentant permanent adjoint auprès de la FAO Rome	Suplente(s) Juan Sebastián CAMACHO CANEDO Segundo Secretario Representante Permanente Alterno ante la FAO Roma
Hugo VERBIST Conseiller Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome	Oscar Bailón Javier RIVERO ECHEVERRIA Segundo Secretario Embajada de la República de Bolivia Rome

**BOSNIA AND HERZEGOVINA -  
BOSNIE-HERZÉGOVINE –  
BOSNIA Y HERZEGOVINA**

**BOTSWANA**

Delegate

Micus Chiwasanee CHIMBOMBI  
Deputy Permanent Secretary  
Ministry of Agriculture  
Gaborone

**BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL**

Delegate

José Antônio Marcondes DE CARVALHO  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Alternate(s)

Renato MOSCA  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

Saulo Arantes CEOLIN  
Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Elter Nehemias Santos BARBOSA  
Third Secretary  
General Coordination of International  
Actions for Fight against Hunger  
Ministry of External Relations  
Brasilia

**BULGARIA - BULGARIE**

Delegate

Krassimir KOSTOV  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Representative to FAO  
Rome

**BURKINA FASO**

**BURUNDI**

Délégué

Léopold NDAYISABA  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Rome

Suppléant(s)

Emile BUTOYI  
Deuxième Conseiller  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

**CAMBODIA - CAMBODGE - CAMBOYA**

**CAMEROON - CAMEROUN -  
CAMERÚN**

Délégué

Jean NKUÉTE  
Vice-Premier Ministre,  
Ministre de l'agriculture et du  
développement rural  
Yaoundé

Suppléant(s)

Michael TABONG KIMA  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Rome

James ASUTAKANG TABETAH  
Chargé de mission  
Services du Premier Ministre  
Yaoundé

Moungui MÉDI

Deuxième Conseiller  
Représentant permanent adjoint auprès de  
la FAO  
Rome

Njounou Rabelais YANKAM  
Conseiller Technique  
Ministère de l'agriculture et du  
développement rural  
Yaoundé

Patrick MVONDO NNA  
 Directeur des études, des programmes et de  
 la coopération  
 Ministère de l'agriculture et du  
 développement rural  
 Yaoundé

Emil TELEU NGANDEU  
 Chef de Division des études, des  
 programmes et de la coopération  
 Ministère de l'agriculture et du  
 développement rural  
 Yaoundé

Philippe MOUMIE  
 Secrétaire permanent  
 Comité de gestion de l'assistance  
 FAO/PAM  
 Yaoundé

#### **CANADA - CANADÁ**

##### Delegate

Alexander HIMELFARB  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Rome

##### Alternate(s)

Paul MURPHY  
 Executive Director  
 Global Analysis and Institutions  
 Agriculture and Agri-Food Canada  
 Ottawa

James MELANSON  
 Counsellor  
 Deputy Permanent Representative to FAO  
 Rome

Kent VACHON  
 Counsellor  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

Marco VALICENTI  
 Counsellor  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

Ms Stephanie HARRIS-LALONDE  
 Senior Policy Advisor  
 United Nations and Commonwealth Affairs  
 Division  
 Foreign Affairs and International Trade  
 Canada

Ms Rachel ARCHER  
 Multilateral Affairs Officer  
 Global Institutions  
 Programs and Multilateral Affairs  
 Agriculture and Agri-Food Canada  
 Ottawa

#### **CAPE VERDE - CAP-VERT – CABO VERDE**

##### Délégué

José Maria VEIGA  
 Ministre de l'environnement, du  
 développement rural et des ressources  
 marines  
 Praia

##### Suppléant(s)

José Eduardo DANTAS FERREIRA  
 BARBOSA  
 Ambassadeur  
 Représentant permanent auprès de la FAO  
 Rome

Mme Maria Goretti SANTOS LIMA  
 Conseiller  
 Représentant permanent adjoint auprès de  
 la FAO  
 Rome

Clarimundo PINA GONÇALVES  
 Directeur général de la planification, du  
 budget et de la gestion  
 Ministère de l'environnement, du  
 développement rural et des ressources  
 marines  
 Praia

**CENTRAL AFRICAN REPUBLIC -  
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE -  
REPÚBLICA CENTROAFRICANA**

**CHAD - TCHAD**

Délégué

Mbaïlaou NAÏMBAYE LOSSIMIAN  
Ministre de l'agriculture  
N'Djaména

Suppléant(s)

Djitaingar DJIBANGAR  
Directeur général de la production agricole  
et de la formation  
Ministère de l'agriculture  
N'Djaména

Kadjonga TCHOUADANG  
Directeur général du génie rural  
Ministère de l'agriculture  
N'Djaména

Ibet OUTHMAN ISSA  
Directeur général  
Institut Tchadien de Recherche  
Agronomique  
Ministère de l'agriculture  
N'Djaména

Ali DJALBORD DIARD  
Conseiller  
Développement rural de la République  
Ministère de l'agriculture  
N'Djaména

**CHILE - CHILI**

Delegado

Doña Marigen HORNKOHL VENEGAS  
Ministro de Agricultura  
Santiago

Suplente(s)

Cristian BARROS  
Embajador (Designado)  
Embajada de Chile  
Roma

Konrad PAULSEN RIVAS  
Ministro Consejero  
Encargado de Negocios, a.i.  
Representante Permanente Adjunto ante la  
FAO  
Roma

Julio FIOLE  
Consejero  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

Victor VENEGAS  
Asesor del Ministro de Agricultura  
Ministerio de Agricultura  
Santiago

Sergio INSUNZA  
Asesor  
Embajada de Chile  
Roma

Elias IBAÑEZ  
Embajada de Chile  
Roma

Michel LEPORATI  
Asesor  
Ministerio de Agricultura  
Santiago

**CHINA - CHINE - 中国**

Delegate

MA YOUXIANG  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Representative to FAO  
Rome

代表

马有祥  
常驻粮农组织代表  
全权公使  
罗马

## Alternate(s)

Ms YAO XIANGJUN  
Deputy Director-General  
Department of International Cooperation  
Ministry of Agriculture  
Beijing

## 副代表

姚向君（女士）  
农业部  
国际合作司  
副司长  
北京

HU YAN'AN  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

胡延安  
常驻粮农组织代表处  
参赞  
罗马

LUO MING  
Division Director  
Department of International Cooperation  
Ministry of Agriculture  
Beijing

罗鸣  
农业部  
国际合作司  
处长  
北京

Ms MENG JIANJUN  
Division Director  
Department of Finance  
Ministry of Agriculture  
Beijing

孟建军（女士）  
农业部  
财务司  
处长  
北京

LIU YAOGONG  
Division Director  
Department of Administration and Policy  
Ministry of Finance  
Beijing

刘尧功  
财政部  
行政政法司  
处长  
北京

ZHAO LIJUN  
Project Officer  
Department of International Cooperation  
Ministry of Agriculture  
Beijing

赵立军  
农业部  
国际合作司  
项目官员  
北京

NIE CHUANG  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

聂闯  
常驻粮农组织代表处  
一秘  
罗马

Ms ZHANG MING  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

张明（女士）  
常驻粮农组织代表处  
二秘  
罗马

PANG YULIANG  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

庞玉良  
常驻粮农组织代表处  
三秘  
罗马

DING RUIQIANG  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

丁瑞强  
常驻粮农组织代表处  
三秘  
罗马

#### COLOMBIA - COLOMBIE

Delegado  
Sabas PRETELT DE LA VEGA  
Embajador  
Representante Permanente ante la FAO  
Roma

Suplente(s)  
Francisco José COY GRANADOS  
Ministro Plenipotenciario  
Representante Permanente Adjunto ante la  
FAO  
Roma

Sra. Beatriz CALVO VILLEGAS  
Primer Secretario  
Representante Permanente Adjunto ante la  
FAO  
Roma

Sra. Moníca DIMATÉ  
Primer Secretario  
Representante Permanente Adjunto ante la  
FAO  
Roma

Andrea LONDOÑO OSORIO  
Consejero  
Representante Permanente Adjunto ante la  
FAO  
Roma

#### COMOROS - COMORES - COMORAS - جزر القمر

#### CONGO

Délégué  
Henri DJOMBO  
Ministre de l'économie forestière  
Brazzaville

Suppléant(s)  
Mamadou DEKAMO KAMARA  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Rome

Sylvain BAYALAMA  
Ministre Conseiller  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

Jacques OSSISSOU  
Conseiller économique  
Ambassade du Congo  
Rome

Emile ESSEMA  
Deuxième Conseiller  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

Guy Jean-Claude OKOULATSONGO  
Premier Secrétaire  
Ambassade du Congo  
Rome

Regis KOMBA  
Attaché de cabinet  
Ambassade du Congo  
Rome

**COOK ISLANDS - ÎLES COOK - ISLAS COOK****COSTA RICA**

## Delegado

Luis PARIS CHAVERRI  
Embajador  
Representante Permanente ante la FAO  
Roma

## Suplente(s)

Jorge REVOLLO  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Adjunto ante la FAO  
Roma

Sra. Greta PREDELLA  
Asistente  
Representación Permanente de Costa Rica  
Roma

**CÔTE D'IVOIRE**

## Délégué

Bi Bah ZORO  
Ambassadeur de Côte d'Ivoire en Italie  
Rome

## Suppléant(s)

Aboubakar BAKAYOKO  
Conseiller  
Représentant permanent adjoint auprès de la FAO  
Rome

Mme Dienebou TOURÉ CONDE  
Directeur général des productions et de la diversification agricole  
Ministère de l'agriculture  
Abidjan

Kracou Agnini Barthelemy KPANGNI  
Sous-directeur  
Ministère de l'agriculture  
Abidjan

**CROATIA - CROATIE - CROACIA**

## Delegate

Tomislav VIDOSEVIC  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

## Alternate(s)

Ms Marina DEUR  
Head of Unit for Multilateral Cooperation  
Ministry of Agriculture, Fisheries and Rural Development  
Zagreb

Ms Marija KAPITANOVIC'  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Rome

**CUBA**

## Delegado

Enrique MORET ECHEVERRÍA  
Embajador  
Representante Permanente ante la FAO  
Roma

## Suplente(s)

José QUINTERO GÓMEZ  
Funcionario  
Ministerio para la Inversión Extranjera y la Colaboración Económica  
La Habana

**CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE**

## Delegate

Panikos POUROS  
Permanent Secretary  
Ministry of Agriculture, Natural Resources and Environment  
Nicosia

## Alternate(s)

George F. POULIDES  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Haris ZANNETIS  
 First Agricultural, Natural Resources and  
 Environment Officer  
 Ministry of Agriculture, Natural Resources  
 and Environment  
 Nicosia

Ms Christina PITTA  
 Agricultural Attaché  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

**CZECH REPUBLIC –  
 RÉPUBLIQUE TCHÈQUE –  
 REPÚBLICA CHECA**

Delegate

Ivo HLAVÁČ  
 First Deputy Minister for Agriculture  
 Ministry of Agriculture  
 Prague

Alternate(s)

Mrs Daniela MOYZESOVÁ  
 Counsellor  
 Permanent Representative to FAO  
 Rome

Mrs Daniela BENES SPALKOVÁ  
 Director-General of External Relations  
 Section  
 Ministry of Agriculture  
 Prague

Juraj KOUDELKA  
 Development Cooperation and  
 Humanitarian Aid Department  
 Ministry of Foreign Affairs  
 Prague

Mrs Andrea PONDELICKOVÁ  
 Second Secretary  
 Embassy of the Czech Republic  
 Rome

Ms Katerina TOMASOVÁ  
 Trade and International Cooperation  
 Department  
 Ministry of Agriculture  
 Prague

Ms Martina KROUPOVÁ  
 Trade and International Cooperation  
 Department  
 Ministry of Agriculture  
 Prague

Libor KUDLACEK  
 Counsellor  
 Ministry of Agriculture  
 Prague

**DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC  
 OF KOREA –  
 RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
 DÉMOCRATIQUE DE CORÉE -  
 REPÚBLICA POPULAR  
 DEMOCRÁTICA DE COREA**

Delegate

HAN Tae Song  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Rome

Alternate(s)

KIM Sik  
 Counsellor  
 Deputy Permanent Representative to FAO  
 Rome

RI Song Chol  
 Second Secretary  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

**DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE  
 CONGO –  
 RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU  
 CONGO –  
 REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DEL  
 CONGO**

Délégué

Albert TSHISELEKA FELHA  
 Ambassadeur  
 Représentant permanent auprès de la FAO  
 Rome

## Suppléant(s)

Innocent Mokosa MANDENDE  
Ministre Conseiller  
Représentant permanent adjoint auprès de  
la FAO  
Rome

**DENMARK - DANEMARK -  
DINAMARCA**

## Delegate

Gunnar ORTMANN  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

## Alternate(s)

Henrik KRØLL  
Head of Department  
Ministry of Food, Agriculture and Fisheries  
Copenhagen

Søren SKAFTE  
Minister  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

Ms Jeanineke DAHL KRISTENSEN  
Minister Counsellor  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

Finn Norman CHRISTENSEN  
Senior Counsellor  
Ministry of Foreign Affairs  
Copenhagen

Egill BOCCANERA  
Attaché FAO, Food, Agriculture and  
Fisheries  
Royal Danish Embassy  
Rome

Ms Christina WIX WAGNER  
Attaché Multilateral Organizations  
Royal Danish Embassy  
Rome

**DJIBOUTI - يتوبى ج**

## Délégué

Abdoulkader Kamil MOHAMED  
Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de  
la mer, chargé des ressources hydrauliques  
Djibouti

مندوب

عبد القادر كامل محمد  
وزير الزراعة، والتربية الحيوانية والصيد  
البحري  
والمسؤول عن الموارد المائية  
جيبوتي

## Suppléant(s)

Djama Mahamoud DOUALEH  
Secrétaire général  
Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de  
la mer, chargé des ressources hydrauliques  
Djibouti

مناوب (مناوبون)

دجاما محمد دوله  
أمين عام وزارة الزراعة،  
والتربية الحيوانية والصيد البحري  
والمسؤول عن الموارد المائية  
والممثل الدائم لدى المنظمة  
بروكسيل

Awes AWES ABUKAR  
Conseiller  
Ambassade de la République de Djibouti  
Rome

عويس عويس أبوكار  
المستشار  
سفارة جمهورية جيبوتي  
روما

**DOMINICA - DOMINIQUE**

## Delegate

Matthew J. WALTER  
Minister for Agriculture, Fisheries and  
Forestry  
Roseau

**DOMINICAN REPUBLIC -  
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE -  
REPÚBLICA DOMINICANA**

Delegado

Mario ARVELO CAAMAÑO  
Embajador  
Representante Permanente ante la FAO  
Roma

Suplente(s)

Sra. Yanina GRATEREAUX  
Ministra Consejera  
Representante Permanente Alterna ante la  
FAO  
Roma

Héctor Manuel MARTÍNEZ  
FERNÁNDEZ  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

**ECUADOR - ÉQUATEUR**

Delegado

Sra. Geoconda M. GALÁN CASTELO  
Embajador  
Representante Permanente ante la FAO  
Roma

Suplente(s)

Sra. Mónica MARTÍNEZ MEDUIÑO  
Consejero  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

David VACA  
Tercer Secretario  
Embajada de la República del Ecuador  
Roma

**EGYPT - ÉGYPTE - EGIPTO - رصم**

Delegate

Mohamed Ashraf GAMAL ELDIN  
RASHED  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

مندوب

محمد أشرف جمال الدين رشيد  
السفير  
والممثل الدائم لدى المنظمة  
روما

Alternate(s)

Abdel Aziz Mohamed ABDEL AZIZ  
HOSNI  
Agricultural Counsellor  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

مناوب (مناوبون)

عبد العزيز محمد عبد العزيز حسني  
المستشار الزراعي  
نائب الممثل الدائم لدى المنظمة  
روما

Alaa EL DIN WAGIH ROUSHDY  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

علاء الدين وجيه رشدي  
المستشار  
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

Yasser SOROUR  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

ياسر سرور  
سكرتير أول  
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

**EL SALVADOR**

## Delegado

José Roberto ANDINO SALAZAR  
Embajador  
Representante Permanente ante la FAO  
Roma

## Suplente(s)

Sra. María Eulalia JIMÉNEZ DE MOCHI  
ONORI  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Adjunto ante la  
FAO  
Roma

**EQUATORIAL GUINEA –  
GUINÉE ÉQUATORIALE –  
GUINEA ECUATORIAL**
**ERITREA - ÉRYTHRÉE**

## Delegate

Zemedede Tekle WOLDETATIOS  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

## Alternate(s)

Yohannes TENSUE  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

**ESTONIA - ESTONIE**

## Delegate

Peeter SEESTRAND  
Deputy Secretary-General for Foreign  
Affairs and Development  
Ministry of Agriculture  
Tallinn

## Alternate(s)

Ruve SANK  
Minister Counsellor  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Ms Kai KASENURM

Chief Specialist  
European Union and Foreign Affairs  
Department  
Ministry of Agriculture  
Tallinn

Ms Kristi MATT

Head of the Foreign Affairs Bureau  
Ministry of Agriculture  
Tallinn

**ETHIOPIA - ÉTHIOPIE - ETIOPIÁ**

## Delegate

Abreha Ghebrai ASEFFA  
Minister Plenipotentiary  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

## Alternate(s)

Beide MELAKU  
Counsellor  
Embassy of the Federal Democratic  
Republic of Ethiopia  
Rome

**EUROPEAN COMMUNITY (MEMBER  
ORGANIZATION) –  
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
(ORGANISATION MEMBRE) -  
COMUNIDAD EUROPEA  
(ORGANIZACIÓN MIEMBRO)**

## Délégué

Luis RITTO  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Rome

## Suppléant(s)

Renaud-François MOULINER  
Premier Conseiller  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

Mme Soline DE VILLARD

Conseiller  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

Thierry NÈGRE  
Conseiller  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

Mme Belinda BERGAMASCHI  
Attaché Assistant  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

Mme Sylvia FANTOLI  
Attaché Assistant  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

Mme Lidia SALVATORE  
Délégation de la Commission européenne  
auprès du Saint-Siège, de l'Ordre Souverain  
de Malte et des Organisations des Nations  
Unies  
Rome

Mlle Mila VISSER  
Délégation de la Commission européenne  
auprès du Saint-Siège, de l'Ordre Souverain  
de Malte et des Organisations des Nations  
Unies  
Rome

Giulio ANGELINI  
Assistant Attaché  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

Daniel CONTEL  
Administrateur  
"Gestion durable des ressources naturelles"  
Direction Générale de Développement et  
relations avec les États d'Afrique, des  
Caraïbes et du Pacifique  
Bruxelles

Simone PIERI  
Administrateur  
"Nations Unies, Bureau des traités"  
Direction Générale des relations extérieures  
Bruxelles

Javier ALCAZAR-SIRVENT  
Administrateur principal "ACP et Afrique  
du Sud, FAO, Aide alimentaire"  
Direction Générale agriculture et  
développement rural  
Bruxelles

#### **FIJI - FIDJI**

Delegate  
Richard BEYER  
Permanent Secretary  
Ministry of Agriculture and Primary  
Industry  
Suva

#### **FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA**

Delegate  
Mauri PEKKARINEN  
Minister for Economic Affairs  
Helsinki

Alternate(s)  
Veli-Pekka TALVELA  
Director-General  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Helsinki

Ms Riikka LAATU  
Minister Counsellor  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Henri BACKMAN  
Counsellor  
Ministry of Employment and Economy  
Helsinki

Ms Anna SANTALA  
Senior Officer  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Helsinki

Ismo KOLEHMAINEN  
Counsellor  
Ministry for Foreign Affairs  
Helsinki

Ms Inka RÄSÄNEN  
Programme Assistant  
Embassy of Finland  
Rome

**FRANCE - FRANCIA**

## Délégué

Mme Mireille GUIGAZ  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Rome

## Suppléant(s)

Jean-Jacques SOULA  
Conseiller scientifique  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

Mme Christine TON NU  
Conseiller  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

Yann ROUSSEAU  
Représentation permanente de la France  
auprès de la FAO  
Rome

Philippe VINÇON  
Direction générale des politiques  
économiques, européennes et  
internationales  
Ministère de l'agriculture et de la pêche  
Paris

Mme Isabelle OUILLON  
Ministère de l'agriculture et de la pêche  
Paris

Daniel MERKEZ  
La direction des Nations unies et des  
organisations internationales (NUOI)  
Ministère des affaires étrangères  
Paris

Jacques TEYSSIER D'ORFEUIL  
Secrétaire général  
Comité interministériel de l'agriculture et  
de l'alimentation  
Secrétariat général aux affaires  
européennes  
Paris

Alain JOYANDET  
Secrétaire d'État chargé de la Coopération  
et de la Francophonie  
Ministère des affaires étrangères et  
européennes  
Paris

François GIOVALUCCHI  
Conseiller  
Ministère des affaires étrangères et  
européennes  
Paris

Mme Véronique ALBERT  
Conseillère  
Ministère des affaires étrangères et  
européennes  
Paris

Mme Guyonne de MONTJOU  
Conseillère presse  
Ministère des affaires étrangères et  
européennes  
Paris

Jean-Pierre SABSOUB  
Administrateur  
Secrétariat Général du Conseil de l'Union  
européenne  
Bruxelles

Mme Maria José SANTANA  
Secrétariat Général du Conseil de l'Union  
européenne  
Bruxelles

**GABON - GABÓN**

## Délégué

Paul BIYOGHE MBA  
Ministre de l'agriculture, de l'élevage et du  
développement rural  
Libreville

## Suppléant(s)

Patrice YEMBA  
Secrétaire général permanent de la  
Commission nationale FAO  
Ministère de l'agriculture, de l'élevage et du  
développement rural  
Libreville

Serge Stéphane MOUANGA-MABIKA  
Conseiller du Ministre de l'agriculture, de  
l'élevage et du développement rural  
Libreville

Mme Ivone ALVES DIAS DA GRAÇA  
Premier Conseiller  
Représentant permanent adjoint auprès de  
la FAO  
Rome

Louis Stanislas CHARICAUTH  
Conseiller  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

### **GAMBIA - GAMBIE**

### **GEORGIA - GÉORGIE**

### **GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA**

#### Delegate

Hans-Heinrich WREDE  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Hanns-Christoph EIDEN  
Deputy Director-General  
Federal Ministry of Consumer Protection,  
Food and Agriculture  
Berlin  
Head of Visiting Delegation

#### Alternate(s)

Ms Swantje HELBING  
First Counsellor  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

Ms Astrid JAKOBS DE PÁDUA  
Head of Division  
Federal Ministry of Food, Agriculture and  
Consumer Protection  
Berlin

Heiner THOFERN  
Head of Division  
Federal Ministry of Food, Agriculture and  
Consumer Protection  
Berlin

Niklas SCHULZE ICKING  
Deputy Head of Division  
Federal Ministry of Food, Agriculture and  
Consumer Protection  
Berlin

Eckart HEIN  
Advisor  
Federal Ministry of Food, Agriculture and  
Consumer Protection  
Berlin

Heike KUHN  
First Counsellor  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Ms Monica SCHUSTER  
Permanent Representation to FAO and the  
other International Organizations  
Rome

Ms Alexandra THÜRKOW  
Permanent Representation to FAO and the  
other International Organizations  
Rome

### **GHANA**

#### Delegate

Ms Adelaide BOATENG-SIRIBOE  
Minister Counsellor  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

#### Alternate(s)

Aikins ABROKWA  
First Secretary  
Alternate Permanent Representaive to FAO  
Rome

**GREECE - GRÈCE - GRECIA**

## Delegate

Charalambos ROCANAS  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

## Alternate(s)

Emmanuel MANOUSSAKIS  
Minister Plenipotentiary (Agricultural  
Affairs)  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Mrs Helene ZORBALA  
Minister Plenipotentiary  
Deputy Director-General of International  
Development Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs  
Athens

Kostantinos VIZIOTIS  
Officer  
Ministry of Agriculture and Rural  
Development  
Athens

**GRENADA - GRENADE - GRANADA**

## Delegate

Michael D. LETT  
Minister for Agriculture, Lands, Forestry  
and Fisheries, Public Utilities and Energy  
St George's

**GUATEMALA**

## Delegado

Edgar GRISOLÍA SOLANO  
Viceministro de Seguridad Alimentaria y  
Nutricional  
Ciudad de Guatemala

## Suplente(s)

Francisco Eduardo BONIFAZ  
RODRÍGUEZ  
Embajador  
Representante Permanente ante la FAO  
Roma

Sra. Ileana RIVERA DE ANGOTTI  
Ministro Consejero

Representante Permanente Adjunto ante la  
FAO  
Roma

Sra. María Isabel NOLCK BERGER  
Primer Secretario y Cónsul

Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

Agostino PIZZO

Agregado

Representación Permanente de Guatemala  
Roma

**GUINEA - GUINÉE**

## Délégué

Mahmoud CAMARA  
Ministre de l'agriculture  
Conakry

## Suppléant(s)

El-Hadj Thierno Mamadou Cellou  
DIALLO  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Rome

Mohamed DIOUMESSI

Conseiller technique

Ministère de l'agriculture

Conakry

Abdoulaye TRAORÉ

Conseiller économique

Représentant permanent adjoint auprès de  
la FAO

Rome

**GUINEA-BISSAU - GUINÉE-BISSAU****GUYANA**

## Delegate

Patrick GOMES

Ambassador

Permanent Representative to FAO

Brussels

**HAITI - HAÏTI - HAITÍ**

## Délégué

Yvon SIMÉON  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Rome

## Suppléant(s)

François MAUROIS  
Directeur du Cabinet du Ministre de  
l'agriculture  
Ministère de l'agriculture, des ressources  
naturelles et du développement rural  
Port-au-Prince

Jean Robert Jean NOEL  
Membre du cabinet du Ministre de  
l'agriculture  
Ministère de l'agriculture, des ressources  
naturelles et du développement rural  
Port-au-Prince

Emmanuel CHARLES  
Ministre Conseiller  
Représentant permanent adjoint auprès de  
la FAO  
Rome

Carl Benny RAYMOND  
Conseiller  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

Mme Marie-Laurence DURAND  
Premier Secrétaire  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

**HONDURAS**

## Delegado

Sra. Mayra REINA DE TITTA  
Consejero  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

## Suplente(s)

Giampaolo RIZZO ALVARADO  
Ministro Consejero  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

**HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA**

## Delegate

Zoltán GÖGÖS  
Senior State Secretary  
Budapest

## Alternate(s)

Miklos MERÉNYI  
Ambassador  
Embassy of the Republic of Hungary  
Rome

Balázs HAMAR  
Secretary General  
Hungarian National Committee for FAO  
Ministry of Agriculture and Rural  
Development  
Budapest

Ms Tünde HUNYADKÜRTI  
Head of the Secretary of the Senior State  
Secretary  
Ministry of Agriculture and Rural  
Development  
Budapest

**ICELAND - ISLANDE - ISLANDIA****INDIA - INDE**

## Delegate

Tharavanat NANDA KUMAR  
Secretary  
Ministry of Agriculture  
New Delhi

## Alternate(s)

Shri Arif SHAHID KHAN  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Sanjay Vikram SINGH  
Director  
Department of Agriculture and Cooperation  
Ministry of Agriculture  
New Delhi

Ramalingam PARASURAM  
Minister (Agriculture)  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Harpal SINGH  
Assistant  
Embassy of India  
Rome

#### INDONESIA - INDONÉSIE

##### Delegate

Achmad SURYANA  
Deputy Minister  
Head of the Agency for Food Security  
Ministry of Agriculture  
Jakarta

##### Alternate(s)

Asianto SINAMBELA  
Director for Trade, Industry, Investment  
and Intellectual Property Rights  
Ministry of Foreign Affairs  
Jakarta

Ms Pamela FADHILAH  
Deputy Director for Cooperation with UN  
Agencies for Food and Agriculture  
International Cooperation Bureau  
Ministry of Agriculture  
Jakarta

Purnomo Ahmad CHANDRA  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Bambang POERWOWIBOWO  
Head Subdivision of Programme  
Cooperation  
Agency for Food Security  
Ministry of Agriculture  
Jakarta

Hartyo HARKOMOYO  
Third Secretary  
Embassy of the Republic of Indonesia  
Rome

Adhi KAWIDASTRA  
Embassy of the Republic of Indonesia  
Rome

Erizal SODIKIN  
Agriculture Attaché  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

#### IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) – IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') - IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)

##### Delegate

Javad Shakhs TAVAKOLIAN  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

##### Alternate(s)

Seyed Morteza ZAREI  
Attaché  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Ali Reza MOHAJER  
Attaché  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

#### IRAQ - قارعلدا

##### Delegate

Mahdi AL-KAISEY  
Deputy Minister for Agriculture  
Ministry of Agriculture  
Baghdad

مندوب  
مهدي القيسي  
نائب وزير الزراعة  
وزارة الزراعة  
بغداد

## Alternate(s)

Kutaiba HASSAN  
General Director  
Ministry of Agriculture  
Baghdad

مناوب (مناوبون)  
قتيبة حسن  
المدير العام  
وزارة الزراعة  
بغداد

Hassan JANABI  
Chairman of the National Committee on  
Wetlands  
General Secretariat of the Council of  
Ministers  
Ministry of Agriculture  
Baghdad

حسن جنابي  
رئيس الهيئة الوطنية للأراضي الرطبة  
والسكرتير العام للمجلس الوزاري  
وزارة الزراعة  
بغداد

Ghazi FAIQ HAGI KHALIFA  
General Director  
Expert  
Ministry of Agriculture  
Region of Kurdistan

غازي فائق حاجي خليفة  
مدير عام  
خبير  
بوزارة الزراعة  
اقليم كردستان

Anwer IBRAHIM  
Director-General of Planning  
Ministry of Agriculture  
Baghdad

أنور ابراهيم  
مدير عام التخطيط  
وزارة الزراعة  
بغداد

**IRELAND - IRLANDE - IRLANDA**

## Delegate

Trevor SARGENT  
Minister of State  
Department of Agriculture, Fisheries and  
Food  
Dublin

## Alternate(s)

Sean O'HUIGINN  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Kevin SMYTH  
Chief Economist  
Department of Agriculture, Fisheries and  
Food  
Dublin

Jarlath O'CONNOR  
First Secretary (Agriculture)  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

Ms Siobhán DOWLING  
Higher Executive Officer  
Department of Agriculture, Fisheries and  
Food  
Dublin

Stiofán NUTTY  
Adviser to to Minister Sargent  
Department of Agriculture, Fisheries and  
Food  
Dublin

**ISRAEL - ISRAËL**

## Delegate

Haim DIVON  
Head of the Center for International  
Cooperation  
Deputy Director-General  
Ministry of Foreign Affairs  
Tel Aviv

<p>Alternate(s) Gideon MEIR Ambassador Permanent Representative to FAO Rome</p> <p>Arie REGEV Director of Foreign Relations Ministry of Agriculture and Rural Development Tel Aviv</p> <p>Ms Gila LIVNAT-ROSINER Counsellor Deputy Permanent Representative to FAO Rome</p> <p>Ms Giovanna Elisabetta LA ROCCA Administrative Officer Permanent Representation to FAO Embassy of the State of Israel Rome</p>	<p>Mme Rita Giuliana MANNELLA Conseiller Représentant permanent adjoint auprès de la FAO Rome</p> <p>Mme Sabrina SANTAROSSA Premier Secrétaire Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome</p> <p>Mme Silvia RUSCA Attaché Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome</p> <p>Mme Anna FIORE Attaché Représentant permanent suppléant auprès de la FAO Rome</p>
<b>ITALY - ITALIE - ITALIA</b>	
<p>Délégué Luca ZAIA Ministre pour les politiques agricoles, alimentaires et forestières Rome</p> <p>Suppléant(s) Pietro SEBASTIANI Ambassadeur Représentant permanent auprès de la FAO Rome</p> <p>Renzo Mario ROSSO Ministère des affaires étrangères Rome</p> <p>Giorgio STARACE Ministère pour les politiques agricoles, alimentaires et forestières Rome</p> <p>Paolo DUCCI Ministère des affaires étrangères Rome</p>	<p>Mme Ilaria SAVELLA Représentation permanente de l'Italie auprès de la FAO Rome</p> <p>Roberto CAPONE Ministère pour les politiques agricoles, alimentaires et forestières Rome</p> <p>Mme Marina CALVINO Ministère pour les politiques agricoles, alimentaires et forestières Rome</p> <p>Mme Jessyama FORLINI Ministère pour les politiques agricoles, alimentaires et forestières Rome</p> <p>Fabio GAZZABIN Ministère pour les politiques agricoles, alimentaires et forestières Rome</p> <p>Giampiero BELTOTTO Ministère pour les politiques agricoles, alimentaires et forestières Rome</p>

Arturo SEMERARI  
Ministère pour les politiques agricoles,  
alimentaires et forestières  
Rome

Alessandro ROMANO  
Ministère pour les politiques agricoles,  
alimentaires et forestières  
Rome

Mme Chiara SCHIROSI  
Ministère pour les politiques agricoles,  
alimentaires et forestières  
Rome

Mme Francesca COZZARINI  
Ministère des affaires étrangères  
Rome

Mme Elena GAINO  
Ministère des affaires étrangères  
Rome

Mme Maria RIZZO  
Ministère des affaires étrangères  
Rome

Mme Maria CELIMA  
Ministère des affaires étrangères  
Rome

Mme Claudia ERAMO  
Ministère des affaires étrangères  
Rome

Francesco CANTONE  
Ministère des affaires étrangères  
Rome

Stefano TALIANI  
Ministère des affaires étrangères  
Rome

Carolina UMMARINO  
Ministère des affaires étrangères  
Rome

## **JAMAICA - JAMAÏQUE**

Delegate  
William J.C. HUTCHINSON  
Minister of State  
Ministry of Agriculture  
Kingston

Alternate(s)  
Mrs Zuleikha BUDHAN  
Principal Director  
Planning, Policy and Development  
Division  
Ministry of Agriculture  
Kingston

## **JAPAN - JAPON - JAPÓN**

Delegate  
Hidenori MURAKAMI  
Vice-Minister for International Affairs  
Ministry of Agriculture, Forestry and  
Fisheries  
Tokyo

Alternate(s)  
Hiroyasu ANDO  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Masahiko SUNEYA  
Director  
International Cooperation Division  
Minister's Secretariat  
Ministry of Agriculture, Forestry and  
Fisheries  
Tokyo

Ichiro TSURUSAKI  
Deputy Director  
International Cooperation Division  
Minister's Secretariat  
Ministry of Agriculture, Forestry and  
Fisheries  
Tokyo

Toru GOMI  
Deputy-Director  
Economic Security Division  
Economic Affairs Bureau  
Ministry of Foreign Affairs  
Tokyo

Yukihiro UMESHITA  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Ms Hitomi SATO  
Subsection Chief  
International Cooperation Division  
Minister's Secretariat  
Ministry of Agriculture, Forestry and  
Fisheries  
Tokyo

Shuichiro KIDA  
Subsection Chief  
International Cooperation Division  
Minister's Secretariat  
Ministry of Agriculture, Forestry and  
Fisheries  
Tokyo

Ms Keiko YOSHIMORI  
Embassy of Japan  
Rome

Ms Miyuki IWAMOTO  
Embassy of Japan  
Rome

**JORDAN - JORDANIE - JORDANIA -**  
نردال

Delegate  
Princess Wijdan Fawaz Muhanna AL-  
HASHEMI  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

مندوب  
سمو الأميرة وجدان فواز مهني الهاشمي  
السفير  
والممثل الدائم لدى المنظمة  
روما

Alternate(s)  
Ibrahim ABU ATILEH  
Agricultural Attaché  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

مناوب (مناوبون)  
ابراهيم أبو عتيله  
الملحق الزراعي  
نائب الممثل الدائم لدى المنظمة  
روما

Ms Salma F.A.K. AL Taweel  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

الآنسة سلمى الطويل  
السكرتير الثالث  
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

Firas KHOURI  
Counsellor  
Embassy of the Hashemite Kingdom of  
Jordan  
Rome

فiras خوري  
المستشار  
سفارة المملكة الأردنية الهاشمية  
روما

**KAZAKHSTAN – KAZAJSTÁN -**  
**KAZAXCTAH**

Delegate  
Almaz N. KHAMZAYEV  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Делегат  
Алмаз Н. ХАМЗАЕВ  
Посол  
Постоянный представитель при ФАО  
Рим

<p>Alternate(s) Yerbolat SEMBAYEV Counsellor Alternate Permanent Representative to FAO Rome</p>	<p>Robinson K. GAITA Director of Irrigation, Drainage and Water Ministry of Water and Irrigation Nairobi</p>
<p>Заместитель (ли) Ерболат СЕМБАЕВ Советник Заместитель Постоянного представителя при ФАО Рим</p>	<p>Mrs Jacinta NGWIRI Agricultural Attaché Alternate Permanent Representative to FAO Rome</p>
<p>Banyrzhan ASKAROV Third Secretary Alternate Permanent Representative to FAO Rome</p>	<p>Samuel C. YEGON Deputy Director Ministry of Agriculture Nairobi</p>
<p>Баниржан АСКАРОВ Третий секретарь Заместитель Постоянного представителя при ФАО Рим</p>	<p><b>KIRIBATI</b></p> <p><b>KUWAIT - KOWEÏT - تيوكلا</b></p> <p>Delegate Jasem Mohammad HABIB AL-BADER Chairman and Director General of the Public Authority for Agriculture Affairs and Fish Kuwait City</p>
<p><b>KENYA</b></p> <p>Delegate Gideon MUSYOKA NDAMBUKI Assistant Minister Ministry of Agriculture Nairobi</p>	<p>مندوب جاسم محمد حبيب البدر الرئيس والمدير العام الهيئة العامة لشؤون الزراعة والثروة السمكية مدينة الكويت</p>
<p>Alternate(s) Mrs Ann Belinda NYIKULI Ambassador Permanent Representative to FAO Rome</p>	<p>Alternate(s) Mrs Lamya Ahmed AL-SAQQAF Counsellor Permanent Representative to FAO Rome</p>
<p>Mrs Beatrice W. KINGORI Deputy Director of Agriculture Ministry of Agriculture Nairobi</p>	<p>مناوب (مناوبون) السيدة لمياء أحمد السقاف المستشار والممثل الدائم لدى المنظمة روما</p>
<p>Paul NYANWAYA ANYUMBA Deputy Secretary Ministry of Fisheries Development Nairobi</p>	

Faisal Yousef AL-SADIQQI  
Deputy Director-General  
Fish Resources Department  
Public Authority for Agriculture and Fish  
Resources  
Kuwait City

فيصل يوسف الصديقي  
نائب المدير العام  
إدارة الثروة السمكية  
الهيئة العامة لشؤون الزراعة والثروة  
السمكية  
مدينة الكويت

Ms Henadi GHLOOM ABDELRAHMAN  
Deputy Director-General for Finance and  
Administrative Affairs  
Public Authority for Agriculture and Fish  
Resources  
Kuwait City

السيدة هنادي غلوم عبد الرحمن  
نائب المدير العام  
إدارة الشؤون المالية والإدارية  
الهيئة العامة لشؤون الزراعة والثروة  
السمكية  
مدينة الكويت

Shaker MOHAMMAD AWAD  
Director of Public Relations  
Public Authority for Agriculture and Fish  
Resources  
Kuwait City

شاكراً محمد عواد  
مدير العلاقات العامة  
الهيئة العامة لشؤون الزراعة والثروة  
السمكية  
مدينة الكويت

Hamad AL-DERBAS  
Head of Coordination Department  
Public Authority for Agriculture and Fish  
Resources  
Kuwait City

حمد الدرباس  
رئيس إدارة التنسيق  
الهيئة العامة لشؤون الزراعة والثروة  
السمكية  
مدينة الكويت

Ms Mona AL-OTMAN  
Head of Fishery Department  
Public Authority for Agriculture and Fish  
Resources  
Kuwait City

السيدة منى آل عثمان  
رئيس إدارة مصايد الأسماك  
الهيئة العامة لشؤون الزراعة والثروة  
السمكية  
مدينة الكويت

Faisal AL-HASAWI  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

فيصل الحساوي  
السكرتير الثاني  
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

Ms Manar SABAH AL-SABAH  
Attaché  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

منار صباح آل صباح  
الملحق  
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

Ms Norma CALABRESE  
Permanent Representation of the State of  
Kuwait to FAO  
Rome

السيدة نورما كلابريزي  
الممثلة الدائمة لدولة الكويت لدى المنظمة  
روما

Ilham NAJIM  
Permanent Representation of the State of  
Kuwait to FAO  
Rome

السيدة الهام نجم  
الممثلة الدائمة لدولة الكويت لدى المنظمة  
روما

Said STELI  
Permanent Representation of the State of  
Kuwait to FAO  
Rome

سعيد ستلي  
الممثلة الدائمة لدولة الكويت لدى المنظمة  
روما

Ms Fatemah Fahad EBRAHIM  
Diplomatic Attaché  
Embassy of the State of Qatar  
Rome

السيدة فاطمة فهد ابراهيم  
ملحق دبلوماسي  
سفارة دولة الكويت  
روما

**KYRGYZSTAN - KIRGHIZISTAN -  
КЫРГЫЗСТАН - KIRGUISTÁN**

**LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC  
REPUBLIC –  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
POPULAIRE LAO –  
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA  
POPULAR LAO**

**LATVIA - LETTONIE – ЛАТВИЯ -  
LETONIA**

Delegate  
Arvids OZOLS  
Deputy State Secretary  
Ministry of Agriculture  
Riga

Делегат  
Арвидс ОЗОЛС  
Заместитель государственного секретаря  
Министерства земледелия  
Рига

Alternate(s)  
Ainars NABELS-SNEIDERS  
Head of Foreign Relations Division  
Ministry of Agriculture  
Riga

Заместитель (ли)  
Айнарс НАБЕЛС-ШЕЙДЕРС  
Руководитель Отдела международных  
отношений Министерства земледелия  
Рига

Juris ZINARS  
Deputy Director Food Department  
Ministry of Agriculture  
Riga

Юрис ЗИНАРС  
Заместитель Директора департамента  
продовольствия  
Министерства земледелия  
Рига

**LEBANON - LIBAN - LÍBANO - نانبل**

Délégué  
Adel CORTAS  
Ancien Ministre de l'agriculture  
Beyrouth

مندوب  
عادل قرطاس  
وزير الزراعة سابقا  
بيروت

**LESOTHO**

Delegate  
Lesole MOKOMA  
Minister for Agriculture and Food Security  
Maseru

Alternate(s)  
Jonas Sponkie MALEWA  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Ms Mathoriso MOLUMELI  
Chief Economic Planner  
Ministry of Agriculture and Food  
Maseru

Ms Senate Barbara MASUPHA  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Ms Mamosala S. SHALE  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Mohale SEKOTO  
Principal Secretary  
Ministry of Agriculture and Food Security  
Maseru

## LIBERIA - LIBÉRIA

LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA -  
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE -  
JAMAHIRIJA ÁRABE LIBIA -  
الجمهورية العربية الليبية

### Delegate

Abu Baker Al-Mabrouk AL-MANSOURI  
Secretary of the General People's  
Committee for Agriculture, Animal Wealth  
and Marine Resources  
Tripoli

مندوب  
أبو بكر المبروك المنصوري  
أمين اللجنة الشعبية العامة  
للزراعة والثروة الحيوانية والبحرية  
طرابلس

### Alternate(s)

Abdalla Abdulrahman ZAIED  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

مناوب (مناوبون)  
عبدالله عبد الرحمن زايد  
السفير  
والممثل الدائم لدى المنظمة  
روما

Ali Ahmed ARHOMA  
Director-General of the National  
Programme for Cultivating 100000  
Hectares  
General People's Committee for  
Agriculture, Animal Wealth and Marine  
Resources  
Tripoli

على أحمد أرحومة  
مدير عام البرنامج الوطني لزراعة 100 ألف  
هكتار  
اللجنة الشعبية العامة للزراعة والثروة  
الحيوانية والبحرية  
طرابلس

AL Hadi Almahdi AL-ZANATI  
Coordinator of the Sector Food Security  
Programme  
General People's Committee for  
Agriculture, Animal Wealth and Marine  
Resources  
Tripoli

الهادي المهدي الزناتي  
منسق قطاع برنامج الأمن الغذائي  
اللجنة الشعبية العامة للزراعة والثروة  
الحيوانية والبحرية  
طرابلس

Talal Ali MARAI  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

طلال علي ماراي  
المستشار  
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

Mahmoud Alsadek SAWAN  
Third Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

محمود الصادق صوان  
السكرتير الثالث  
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

Otman S. EL-DAWKHI  
Secretariat  
General People's Committee for Foreign  
Liaison and International Cooperation  
Tripoli

عثمان الدوخي  
أمانة  
اللجنة الشعبية العامة للعلاقات الخارجية  
والتعاون الدولي  
طرابلس

## LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA

Delegate  
Sarunas ADOMAVICIUS  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

## Alternate(s)

Ms Snieguole ANDRUSKAITE  
 MIKALIUNIENE  
 Chief Specialist  
 European Union Affairs and International  
 Relations Department  
 Ministry of Agriculture  
 Vilnius

Ms Regina GIRDVAINYTÉ  
 Attache (Agricultural Affairs)  
 Deputy Permanent Representative to FAO  
 Rome

**LUXEMBOURG - LUXEMBURGO**

## Délégué

Jean-Louis WOLZFELD  
 Ambassadeur  
 Représentant permanent auprès de la FAO  
 Rome

## Suppléant(s)

Frank BIEVER  
 Premier Secrétaire  
 Représentant permanent adjoint auprès de  
 la FAO  
 Rome

**MADAGASCAR**

## Délégué

Jean-Pierre RAZAFY-ANDRIAMIHAINGO  
 Ambassadeur  
 Représentant permanent auprès de la FAO  
 Rome

## Suppléant(s)

Monsieur MONJA  
 Conseiller  
 Représentant permanent adjoint auprès de  
 la FAO  
 Rome

**MALAWI**

## Delegate

Frank T. MWENIFUMBO  
 Deputy Minister of Agriculture and Food  
 Security  
 Lilongwe

## Alternate(s)

Mrs Rose Stella PHIRI  
 Deputy Secretary  
 Ministry of Agriculture and Food Security  
 Lilongwe

Mrs Ivy SUSUWELE  
 Secretary  
 Ministry of Agriculture and Food Security  
 Lilongwe

**MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA**

## Delegate

Datuk Rohani ABDUL KARIM  
 Deputy Minister of Agriculture and Agro-  
 Based Industry  
 Putrajaya

## Alternate(s)

Dato' Mohd Mokhtar ISMAIL  
 Secretary General  
 Ministry of Agriculture and Agro-Based  
 Industry  
 Putrajaya

Ariffin TAWANG  
 Deputy Director-General  
 Malaysian Agricultural Research and  
 Development Institute (MARDI)  
 Putrajaya

Yeoh GIM BEE  
 Under-Secretary  
 Ministry of Agriculture and Agro-based  
 Industry  
 Putrajaya

Mohammad Azhar Bin MAZLAN  
 Chargé d'Affaires a.i.  
 Counsellor  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

Johari BIN RAMLI  
 Agricultural Attaché  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

Azhar MOHD ISA  
Assistant Agricultural Attaché  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Ms Zuraini HARUN  
Assistant Secretary  
Ministry of Agriculture and Agro-Based  
Industry  
Putrajaya

Ahmad Shahrani AHMAD FAUZI  
Private Secretary to the Deputy Minister  
Ministry of Agriculture and Agro-Based  
Industry  
Putrajaya

#### MALDIVES - MALDIVAS

#### MALI - MALÍ

Délégué  
Tiémoko SANGARÉ  
Ministre de l'agriculture  
Bamako

Suppléant(s)  
Gaoussou DRABO  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Rome

Fousseyni DIARRA  
Conseiller Technique  
Ministère de l'agriculture  
Bamako

Modibo Mahamane TOURÉ  
Conseiller  
Ministère de l'agriculture  
Bamako

Mahamane KONATÉ  
Conseiller  
Ministère de l'agriculture  
Bamako

#### MALTA - MALTE

Delegate  
Walter BALZAN  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Alternate(s)  
Ms Ritienne BONAVIA  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

#### MARSHALL ISLANDS – ÎLES MARSHALL – ISLAS MARSHALL

#### MAURITANIA - MAURITANIE -

اين ان تي روم

Délégué  
Mme Messaouda MINT BAHAM  
Ministre du développement rural  
Nouakchott

Suppléant(s)  
Abdallahi OULD KEBD  
Premier Conseiller  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

مندوب  
السيدة مسعودة منت بهام  
وزير التنمية الريفية  
نواكشوط

مندوب (مناوبون)  
عبد اللاهي ولد كبد  
المستشار الأول  
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

Limam OULD ABDAWA  
Chargé de mission  
Ministère du développement rural  
Nouakchott

ليمام ولد أباداوا  
مكلف بمهمة  
وزارة التنمية الريفية  
نواكشوط

**MAURITIUS - MAURICE - MAURICIO**

Delegate

Denis CANGY

Consul

Consulate of Mauritius

Rome

**MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO**

Delegado

Jorge Eduardo CHEN CHARPENTIER

Embajador

Representante Permanente ante la FAO

Roma

Suplente(s)

Diego Alonso SIMANCAS GUTIÉRREZ

Segundo Secretario

Representante Permanente Alterno ante la

FAO

Roma

Elías REYES BRAVO

Subdirector de Enlace con Instituciones

Internacionales Académicas y de

Investigación

Secretaría de Agricultura, Ganadería,

Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación

Ciudad de México, D.F.

José Rubén ESCAJEDA JIMÉNEZ

Miembro de la Comisión de Agricultura y

Ganadería

Cámara de Diputados

México

Héctor PADILLA GUTIÉRREZ

Presidente de la Comisión de Agricultura y

Ganadería

Cámara de Diputados

México

**MICRONESIA, FEDERATED STATES OF –  
MICRONÉSIA, ÉTATS FÉDÉRÉS DE -  
MICRONESIA, ESTADOS FEDERADOS DE****MONACO - MÓNACO**

Délégué

Philippe BLANCHI

Ambassadeur

Représentant permanent auprès de la FAO

Rome

Suppléant(s)

Jean-Philippe BERTANI

Premier Secrétaire

Ambassade de la Principauté de Monaco en

Italie

Rome

**MONGOLIA - MONGOLIE****MONTENEGRO - MONTÉNÉGRO**

Delegate

Darko USKOKOVIC

Ambassador

Permanent Representative to FAO

Rome

Alternate(s)

Ms Milica PEJOVIC

Embassy of Montenegro

Rome

**MOROCCO - MAROC - MARRUECOS -**

برغمل

Délégué

Tajeddine BADDOU

Ambassadeur

Représentant permanent auprès de la FAO

Rome

مندوب

تاج الدين بادو

السفير

والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة

روما

<p>Suppléant(s) Moha MARGHI Secrétaire général Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime Rabat</p>	<p>Mrs Laurinda Fernando Saide BANZE Second Secretary Alternate Permanent Representative to FAO Rome</p>
<p style="text-align: center;">مناوب (مناوبون) موحا مارغي الأمين العام وزير الزراعة والصيد البحري الرباط</p>	<p><b>MYANMAR</b></p> <p>Delegate U HTAY OO Minister for Agriculture and Irrigation Nay Pyi Taw</p>
<p>Mohamed AIT HMID Ministre plénipotentiaire Représentant permanent adjoint auprès de la FAO Rome</p>	<p>Alternate(s) U TIN HTUT OO Director-General Department of Agricultural Planning Ministry of Agriculture and Irrigation Nay Pyi Taw</p>
<p style="text-align: center;">محمد آيت حميد الوزير المفوض الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة روما</p>	<p>U OHN THAN Managing Director Myanmar Agriculture Service Ministry of Agriculture and Irrigation Nay Pyi Taw</p>
<p><b>MOZAMBIQUE</b></p> <p>Delegate Mrs Caterina PAJUME Deputy Minister for Agriculture Maputo</p>	<p>U THAN TUN Ambassador Permanent Representative to FAO Rome</p>
<p>Alternate(s) Mrs Carla Elisa MUCAVI Ambassador Permanent Representative to FAO Rome</p>	<p>Ms MARAN JA TAUNG Minister Counsellor Alternate Permanent Representative to FAO Rome</p>
<p>João Simão NYAIMA Chief International Cooperation Department Ministry of Agriculture Maputo</p>	<p>U KYI WIN Director Department of Agriculture Planning Ministry of Agriculture and Irrigation Nay Pyi Taw</p>
<p>Mrs Lucia LUCIANO Director Economic Department Ministry of Agriculture Maputo</p>	<p><b>NAMIBIA - NAMIBIE</b></p> <p><b>NAURU</b></p> <p><b>NEPAL - NÉPAL</b></p> <p>Delegate Jaya Prakash Prasad GUPTA Minister for Agriculture and Cooperatives Kathmandu</p>

## Alternate(s)

Madhab Kishor KARKEE  
Senior Agricultural Economist  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Kathmandu

**NETHERLANDS - PAYS-BAS –  
PAÍSES BAJOS**

## Delegate

Agnes VAN ARDENNE-VAN DER  
HOEVEN  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

## Alternate(s)

Jan DEELSTRA  
Director  
Department of International Affairs  
Ministry of Agriculture, Nature and Food  
Quality  
The Hague

Peter van der VLIET  
Deputy Director  
United Nations and International Financial  
Institutions Department  
Ministry of Foreign Affairs  
The Hague

Theo VAN BANNING  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

Mario LEEFLANG  
Policy Officer  
United Nations and International Financial  
Institutions Department  
Ministry of Foreign Affairs  
The Hague

Mrs Teddie MUFFELS  
Policy Officer  
Department of International Affairs  
Ministry of Agriculture, Nature and Food  
Quality  
The Hague

Ms Eva OSKAM  
Junior Professional Officer  
Permanent Representation of the Kingdom  
of the Netherlands to the United Nations  
Organizations for Food and Agriculture  
Rome

Ms Edmee MOOJEN  
Intern  
Permanent Representation of the Kingdom  
of the Netherlands to the United Nations  
Organizations for Food and Agriculture  
Rome

**NEW ZEALAND –  
NOUVELLE-ZÉLANDE –  
NUEVA ZELANDIA**

## Delegate

Douglas Frederick Lawrence MARKES  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

## Alternate(s)

Neil FRASER  
Manager  
International Liaison  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Wellington

Ms Catherine R. Mc GREGOR  
First Secretary  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

**NICARAGUA**

## Delegado

Sra. Mónica ROBELO RAFFONE  
Embajadora  
Representante Permanente ante la FAO  
Roma

**NIGER - NÍGER**

## Délégué

Mme Mireille Fatouma AUSSEIL  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Rome

**NIGERIA - NIGÉRIA**

## Delegate

Yaya Adisa Olaitan OLANIRAN  
Minister  
Permanent Representative to FAO  
Rome

## Alternate(s)

Ibrahim Abdu MAIRIGA  
Special Assistant to the Minister  
Federal Ministry of Agriculture and Water  
Resources  
Abuja

Oluwole A. EDUN  
Deputy Director  
Federal Ministry of Agriculture and Water  
Resources  
Abuja

Olu LOPEDE  
Assistant Director  
Federal Ministry of Agriculture and Water  
Resources  
Abuja

Ms Doris ENOBAKHARE  
Technical Advisor to the Honourable  
Minister  
Federal Ministry of Agriculture and Water  
Resources  
Abuja

Muhammed M. SADIQ  
Technical Assistant to the Honourable  
Minister  
Federal Ministry of Agriculture and Water  
Resources  
Abuja

Musibau Olumuyiwa AZEEZ  
Chief Agricultural Officer  
Federal Ministry of Agriculture and Water  
Resources  
Abuja

Abiodun WALI  
Assistant to the Permanent Representative  
Permanent Representation of the Federal  
Republic of Nigeria to FAO  
Rome

**NIUE - NIOUÉ****NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA**

## Delegate

Håkon GULBRANDSEN  
State Secretary  
Ministry of Foreign Affairs  
Oslo

## Alternate(s)

Per Harald GRUE  
Secretary General  
Ministry of Agriculture and Food  
Oslo

Arne B. HØNNINGSTAD  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Mrs Nina MOSSEBY  
Advisor  
Ministry of Agriculture and Food  
Oslo

Ms Anne Kristin HERMANSEN  
Senior Advisor  
Ministry of Foreign Affairs  
Oslo

Narve SOLHEIM  
Senior Advisor  
Ministry of Foreign Affairs  
Oslo

Ms Yngvild Våge STEIHAUG  
Advisor  
Ministry of Agriculture and Food  
Oslo

Ms Kirsten Ragna BJØRU  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

Iver FIKSDAL  
Student Assistant  
Royal Norwegian Embassy  
Rome

**OMAN - OMÁN - عُمان**

## Delegate

Khalfan AL-NAIBI  
Under Secretary  
Ministry of Agriculture  
Sultanate of Oman

مندوب  
خلفان النايبي  
وكيل وزارة الزراعة  
سلطنة عُمان

## Alternate(s)

Saud AL-BADAAI  
Director  
Minister's Office  
Ministry of Agriculture  
Sultanate of Oman

مناوب (مناوبون)  
سعود البداعي  
مدير مكتب الوزير  
وزارة الزراعة  
سلطنة عُمان

Said Nasser AL-HARTHY  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

سعيد ناصر الحارثي  
السفير  
والممثل الدائم لدى المنظمة  
روما

Habib AL-HASNI  
Director  
International Relations Department  
Ministry of Agriculture  
Sultanate of Oman

حبيب الحاسني  
مدير  
إدارة العلاقات الدولية  
وزارة الزراعة  
سلطنة عُمان

Rasmi MAHMOUD  
Technical Advisor  
Embassy of the Sultanate of Oman  
Rome

رسمي محمود  
مستشار فني  
سفارة سلطنة عُمان  
روما

**PAKISTAN - PAKISTÁN**

## Delegate

Tasnim ASLAM  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

## Alternate(s)

Aamir Ashraf KHAWAJA  
Agriculture Counsellor  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Adjmal DULLOO  
G-77 Consultant  
Rome

Dave BEVAN  
G-77 Consultant  
Rome

Ms Bernadette MUKONYORA  
G-77 Consultant  
Rome

Ms Laura KHIARI LOUBIERE  
G-77 Consultant  
Rome

Ms Caroline PINO  
G-77 Consultant  
Rome

**PALAU - PALAOS****PANAMA - PANAMÁ**

## Delegado

Guillermo SALAZAR NICOLAU  
Ministro de Desarrollo Agropecuario  
Panamá

## Suplente(s)

Jorge Luis ALEMÁN ALFARO  
Director de Cooperación Internacional  
Ministerio de Desarrollo Agropecuario  
Panamá

Horacio J. MALTEZ  
Ministro Consejero  
Representante Permanente ante la FAO  
Roma

Francisco Javier TORRES GONZÁLEZ  
Ministro Consejero  
Encargado de Negocios a.i.  
Embajada de Panama en Italia  
Roma

**PAPUA NEW GUINEA –  
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE -  
PAPUA NUEVA GUINEA**

**PARAGUAY**

Delegado  
Sra. Ana María BAIARDI QUESNEL  
Embajadora  
Representante Permanente ante la FAO

Suplente(s)  
Sra. Liz Haydee CORONEL CORREA  
Consejera  
Representante Permanente Adjunto ante la  
FAO  
Roma

Sra. Linda Margarita OVELAR  
Primera Secretaria  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

**PERU - PÉROU - PERÚ**

Delegado  
Carlos ROCA CÁCERES  
Embajador  
Representante Permanente ante la FAO  
Roma

Suplente(s)  
Félix Ricardo DENEGRI BOZA  
Ministro  
Representante Permanente Adjunto ante la  
FAO  
Roma

Manuel Antonio ÁLVAREZ ESPINAL  
Consejero  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

**PHILIPPINES - FILIPINAS**

Delegate  
Segfredo SERRANO  
Under-Secretary  
Department of Agriculture  
Quezon City

Alternate(s)  
Philippe J. LHUILLIER  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Noel D. DE LUNA  
Agricultural Attaché  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

Esteban PAGARAN  
Assistant Agricultural Attaché  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

**POLAND - POLOGNE - POLONIA**

Delegate  
Andrzej DYCHA  
Under-Secretary of State  
Ministry of Agriculture and Rural  
Development  
Warsaw

Alternate(s)  
Irena JUSZCZYK  
First Secretary  
Ministry of Foreign Affairs  
Warsaw

Mateusz KIEFERLING  
Counsellor  
Ministry of Agriculture and Rural  
Development  
Warsaw

Wojciech OSTROWSKI  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Ms Malgorzata PIOTROWSKA  
Deputy Director  
Ministry of Agriculture and Rural  
Development  
Warsaw

## PORTUGAL

Delegate  
João CRAVINHO  
Secretary of State for Foreign Affairs and  
Cooperation  
Lisbon

Alternate(s)  
Fernando NEVES  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Miguel ALMEIDA E SOUSA  
Deputy Director-General for Technical and  
Financial Matters  
Ministry of Foreign Affairs  
Lisbon

Luís COELHO DA SILVA  
Expert on FAO Matters  
Ministry of Foreign Affairs  
Lisbon

Antonio MIGUEL  
Chief of Department  
Ministry of Agriculture  
Lisbon

Antonio Duarte de Almeida PINHO  
Counsellor  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

Ms Ines ROSA  
Vice-President of IPAD  
Lisbon

## QATAR - رطق

Delegate  
Abdullah Bin Mubarak Bin Aabboud AL-  
MIDHADHI  
Minister of the Environment  
Doha

مندوب  
عبدالله بن مبارك بن عبود المعضاضي  
وزير البيئة  
الدوحة

Alternate(s)  
Soltan Saad S.K. AL-MORAIKHI  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

مناوب (مناوبون)  
سلطان بن سعد المريخي  
السفير  
والممثل الدائم لدى المنظمة  
روما

Falah Bin Nasser AL-THANI  
Ministry of Environment  
Doha

فالح بن ناصر آل ثاني  
وزارة البيئة  
الدوحة

Mubarak Nasser Mubarak AL- KHALIFA  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

مبارك ناصر مبارك آل خليفة  
سكرتير أول  
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

Ali Mohammed AL-KUBAISI  
Ministry of Environment  
Doha

على محمد الكبيسي  
وزارة البيئة  
الدوحة

Nasser Soltan AL-MORAIKHI  
Ministry of Environment  
Doha

ناصر سلطان المريخي  
وزارة البيئة  
الدوحة

Khalil Ibrahim AL-MAHMOUD  
Third Secretary  
Embassy of the State of Qatar  
Rome

خليل ابراهيم آل محمود  
السكرتير الثالث  
بسفارة دولة قطر  
روما

Mohamed Ebrahim M.Q. AL-QAYED  
Attaché (Agricultural Affairs)  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

محمد ابراهيم القائد  
خبير (الشؤون الزراعية)  
الممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

Ali Mohammed AL-NAAMA  
Ministry of Environment  
Doha

على محمد آل نعمة  
وزارة البيئة  
الدوحة

Misfer AL-HAJIRI  
Ministry of Environment  
Doha

ميسفر الهاجري  
وزارة البيئة  
الدوحة

Akeel HATOOR  
Expert  
International Organizations Affairs  
Embassy of the State of Qatar  
Rome

عقيل هاتور  
خبير  
في شؤون المنظمات الدولية  
سفارة دولة قطر  
روما

**REPUBLIC OF KOREA –  
RÉPUBLIQUE DE CORÉE –  
REPÚBLICA DE COREA**

Delegate  
KIM Jong-jin  
Director-General  
International Agricultural Bureau  
Ministry of Food, Agriculture, Forestry and  
Fisheries  
Gyeonggi-do

Alternate(s)  
KIM Nahm Su  
Director  
Multilateral Cooperation Division  
Ministry of Food, Agriculture, Forestry and  
Fisheries  
Seoul

PARK Kwang-deog  
Assistant Director  
General Division of International  
Cooperation  
Ministry of Food, Agriculture, Forestry and  
Fisheries  
Gyeonggi-do

SEO Hae-dong  
Agricultural Attaché  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

**REPUBLIC OF MOLDOVA -  
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA -  
РЕСПУБЛИКА МОЛДОВА -  
REPÚBLICA DE MOLDOVA**

Delegate  
Gheorghe RUSNAC  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Делегат  
Георгий РУСНАК  
Посол  
Постоянный представитель при ФАО  
Рим

## Alternate(s)

Mihail SORIN  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

## Заместитель (ли)

Михаил СОРИН  
Первый секретарь  
Заместитель Постоянного представителя  
при ФАО  
Рим

**ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA**

## Délégué

Razvan Victor RUSU  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Rome

## Suppléant(s)

Mme Valentina NICOLESCU  
Conseiller supérieur  
Ministère de l'agriculture et du  
développement rural  
Bucarest

Mme Monica-Patricia ARDELEANU  
Ambassade de la Roumanie en Italie  
Rome

Mme Alina Stefana CATANA  
Troisième Secrétaire  
Représentant permanent adjoint auprès de  
la FAO  
Rome

**RUSSIAN FEDERATION –  
FÉDÉRATION DE RUSSIE -  
РОССИЙСКАЯ ФЕДЕРАЦИЯ -  
FEDERACIÓN DE RUSIA**

## Delegate

Alexander V. YAKOVENKO  
Deputy Minister for Foreign Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
Moscow

## Делегат

Александр ЯКОВЕНКО  
Заместитель Министра иностранных дел  
России  
Москва

## Alternate(s)

Alexey Y. MESHKOV  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Алексей МЕШКОВ

Посол  
Постоянный представитель России при  
ФАО  
Рим

Vladimir V. KUZNETSOV

Minister Counsellor  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

Владимир КУЗНЕЦОВ

Советник Министра  
Заместитель Постоянного представителя  
России при ФАО  
Рим

Yury KOLESNIKOV

Chief of the Secretariat of Deputy Minister  
for Foreign Affairs  
Moscow

Юрий КОЛЕСНИКОВ

Начальник Отдела Секретариата  
заместителя Министра иностранных дел  
России  
Москва

Vadim N. KONDRASHOV  
Deputy Chief  
Linguistic Support Service  
Secretariat of the Minister of Foreign  
Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
Moscow

Вадим КОНДРАШОВ  
Заместитель Директора Службы  
лингвистического обеспечения  
Департамента Секретариата Министра  
Москва

Ms Irina N. EVSEEVA  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Г-жа Ирина ЕВСЕЕВА  
Советник Постоянного  
представительства России при ФАО  
Рим

Evgeny F. UTKIN  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Евгений УТКИН  
Первый секретарь Постоянного  
представительства России при ФАО  
Рим

Arsen M. VARTANYAN  
Second Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Арсен ВАРТАНЯН  
Второй секретарь Постоянного  
представительства России при ФАО  
Рим

Ms Larisa A. ARIEL  
Deputy Head of Division  
Cooperation with International  
Organizations  
Ministry of Agriculture  
Moscow

Г-жа Лариса АРИЕЛЬ  
Заместитель начальника отдела  
сотрудничества с международными  
организациями Министерства сельского  
хозяйства России  
Москва

## **RWANDA**

### **SAINT KITTS AND NEVIS – SAINT-KITTS-ET-NEVIS – SAINT KITTS Y NEVIS**

Delegate  
Elhansville Robelto HECTOR  
Minister for Agriculture, Lands,  
Cooperatives and Fisheries  
Charlestown

### **SAINT LUCIA - SAINTE-LUCIE – SANTA LUCÍA**

Delegate  
Ezechiel JOSEPH  
Minister for Agriculture, Lands, Forestry  
and Fisheries  
Castries

### **SAINT VINCENT AND THE GRENADINES – SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES SAN VICENTE Y LAS GRANADINAS**

## **SAMOA**

Delegate  
Taua Tavaga KITIONA SEUALA  
Minister for Agriculture and Fisheries  
Apia

Alternate(s)  
Asuao Kirifi POUONO  
Chief Executive Officer  
Ministry of Agriculture and Fisheries  
Apia

**SAN MARINO - SAINT-MARIN**

## Delegate

Marino RICCARDI  
Secretary of State for Land Environment,  
Agriculture and Relations with the Public  
Works State Corporation  
San Marino

## Alternate(s)

Ms Daniela ROTONDARO  
Counsellor  
Permanent Representative to FAO and  
WFP  
Rome

Vladimiro SELVA

Personal Secretary to the Secretary of State  
for Territory and Environment, Agriculture  
and Relations with the Public Works State  
Corporation  
San Marino

**SAO TOME AND PRINCIPE –  
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE –  
SANTO TOMÉ Y PRÍNCIPE**

**SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE -  
ARABIA SAUDITA – المملكة العربية  
السعودية**

## Delegate

Bandar Abdelmuhsin bin SHALHOOB  
Minister Plenipotentiary  
Permanent Representative to FAO  
Rome

مندوب  
بندر عبد المحسن بن الشلهوب  
الوزير المفوض  
الممثل الدائم لدى المنظمة  
روما

## Alternate(s)

Fahad bin Abdallah AL-HARBI  
Director-General  
External Relations and International  
Cooperation  
Ministry of Agriculture  
Riyadh

مناوب (مناوبون)  
فهد بن عبدالله الحربي  
مدير عام  
العلاقات الخارجية والتعاون الدولي  
وزارة الزراعة  
الرياض

Tareq Abdulkarim ALDRIWEESH

First Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

طارق عبد الكريم الدرويش  
السكرتير الأول  
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

**SENEGAL - SÉNÉGAL**

## Délégué

Papa Cheikh Saadibou FALL  
Ambassadeur  
Représentant permanent auprès de la FAO  
Rome

## Suppléant(s)

Adama BA  
Deuxième Conseiller  
Représentant permanent adjoint auprès de  
la FAO  
Rome

**SERBIA - SERBIE**

## Delegate

Ms Dragana VUKOVIC-LJUBOJEVIC  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

**SEYCHELLES****SIERRA LEONE - SIERRA LEONA**

## Delegate

Alie MANSARAY  
Deputy Minister  
Ministry of Agriculture, Forestry and Food  
Security  
Freetown

## Alternate(s)

Festus Abdul TARAWALIE  
Associate Representative  
Rome

**SLOVAKIA - SLOVAQUIE -  
ESLOVAQUIA**

## Delegate

Viliam TURSKÝ  
Deputy Minister  
State Secretary of the Ministry of  
Agriculture  
Bratislava

## Alternate(s)

Lubomír MICEK  
Counsellor  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Ms Zora WEBEROVÁ  
Officer  
Ministry of Agriculture  
Bratislava

Ms Barbara HELLEBRTANDTOVÁ  
National Secretary for Cooperation with  
FAO  
Ministry of Agriculture  
Bratislava

**SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA**

## Delegate

Ms Polona RIFELJ  
Under-Secretary  
Ministry of Agriculture, Forestry and Food  
Ljubljana

## Alternate(s)

Marko VERBIC  
Head of Department for International  
Relations and Development Assistance  
Ministry of Agriculture, Forestry and Food  
Ljubljana

Mrs Bojana HOCEVAR  
Advisor  
Ministry of Agriculture, Forestry and Food  
Ljubljana

Tomsic ROK  
Counsellor  
Embassy of the Republic of Slovenia  
Rome

**SOLOMON ISLANDS - ÎLES SALOMON  
ISLAS SALOMÓN****SOMALIA - SOMALIE - لاموصلا**

## Delegate

Abcir OSMAN HUSSEIN  
Chargé d'Affaires  
Embassy of Somali Republic  
Rome

مندوب  
أبشير عثمان حسين  
القائم بالأعمال  
سفارة جمهورية الصومال  
روما

## Alternate(s)

Awes Abukar AWES  
Counsellor  
Embassy of Somali Republic  
Rome

مناوب (مناوبون)  
عويس أبوكار عويس  
مستشار  
سفارة جمهورية الصومال  
روما

**SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD -  
SUDÁFRICA**

## Delegate

Lulama XINGWANA  
Minister for Agriculture and Land Affairs  
Pretoria

## Alternate(s)

Lenin MAGIGWANE SHOPE  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Ms Njabulo NDULI  
Director-General  
Ministry of Agriculture and Land Affairs  
Pretoria

Doctor MASHABANE  
Advocate: Director Humanitarian Affairs  
Department of Foreign Affairs  
Pretoria

Ms Kwena KOMAPE  
Chief Director  
Agricultural Business, Limpopo  
Agriculture  
Johannesburg

Ms Phakedi ZODWA  
Deputy Director for Food Security  
Ministry of Agriculture and Land Affairs  
Pretoria

Alfred SITHOLE  
Assistant Director for International  
Relations  
Ministry of Agriculture and Land Affairs  
Pretoria

**SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA**

## Delegado

Luis CALVO MERINO  
Embajador  
Representante Permanente ante la FAO  
Roma

## Suplente(s)

Alberto LÓPEZ GARCÍA-ASENJO  
Consejero  
Representante Permanente Adjunto ante la  
FAO  
Roma

Ángel OROZCO GÓMEZ  
Agregado  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

Sra. Amparo RAMBLA GIL  
Subdirectora General de Relaciones  
Internacionales y Asuntos Comunitarios  
Ministerio de Medio Ambiente y Medio  
Rural y Marino  
Madrid

Sra. María del Pilar VILLALBA CORTIJO  
Jefe de Área de Cooperación Agraria  
Internacional  
Ministerio de Medio Ambiente y Medio  
Rural y Marino  
Madrid

José Moisés MARTÍN CARRETERO  
Jefe del Departamento de Cooperación  
Multilateral  
Agencia Española de Cooperación  
Internacional para el Desarrollo  
Madrid

Sra. María José HERNÁNDEZ  
MENDOZA  
Técnico  
Representación Permanente de España ante  
la FAO y el PMA  
Roma

**SRI LANKA**

## Delegate

Hemantha WARNAKULASURIYA  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

## Alternate(s)

Abeyasinghe Arachchige Kulatunga  
PERERA  
Minister  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

**SUDAN - SOUDAN - SUDÁN - ن ادوسلا**

## Delegate

El Zubeir BASHIR TAHA  
Federal Minister for Agriculture and  
Forestry  
Khartoum

## مندوب

الزبير بشير طه  
الوزير الاتحادي للزراعة والغابات  
الخرطوم

## Alternate(s)

Thembayena DLAMINI  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Geneva

George M. NDLANGAMANDLA  
Director of Agriculture and Extension  
Services  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Mbabane

## Alternate(s)

Mohamed ELTAYEB ELFAKI EL NOR  
Counsellor  
Permanent Representative to FAO  
Rome

## مناوب (مناوبون)

محمد الطيب الفقي النور  
المستشار  
والممثل الدائم لدى المنظمة  
روما

Sibusiso L. MSIBI  
Counsellor

Permanent Mission of the Kingdom of  
Swaziland  
Geneva

**SWEDEN - SUÈDE - SUECIA**

## Delegate

Rolf ERIKSSON  
State Secretary  
Ministry of Agriculture  
Stockholm

Ali ALKHALEEL  
Director for Bilateral Cooperation  
Federal Ministry of Agriculture and  
Forestry  
Khartoum

## علي الخليل

مدير التعاون الثنائي  
الوزارة الاتحادية للزراعة والغابات  
الخرطوم

## Alternate(s)

Jan Anders KLUM  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

**SURINAME****SWAZILAND - SWAZILANDIA**

## Delegate

Clement N. DLAMINI  
Minister for Agriculture and Cooperatives  
Mbabane

Ms Helena SIVARD ASKVIK  
Senior Administrative Officer  
Ministry of Agriculture  
Stockholm

Ms Amalia GARCIA-THÄRN  
Minister  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

Andreas DAVELID  
Administrative Officer  
Swedish Board of Agriculture  
Stockholm

Ms Margaretha ARNESSON-CIOTTI  
Programme Officer  
Embassy of Sweden  
Rome

Pius WENNUBST  
Conseiller  
Représentant permanent adjoint auprès de  
la FAO  
Rome

Ms Susanne OLBY  
Assistant to the Ambassador to FAO  
Embassy of Sweden  
Rome

**SYRIAN ARAB REPUBLIC -  
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE -  
REPÚBLICA ÁRABE SIRIA -  
الجمهورية العربية السورية**

Ms Helené ULFSTRÖM  
Junior Officer  
Embassy of Sweden  
Rome

Delegate  
Adel SAFAR  
Minister for Agriculture and Agrarian  
Reform  
Damascus

Ms Tina LINDSTRÖM  
Senior Administrative Officer  
Ministry of Agriculture  
Stockholm

مندوب  
عادل سفر  
وزير الزراعة والاصلاح الزراعي  
دمشق

#### SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Délégué  
Manfred BÖTSCH  
Secrétaire d'État  
Directeur de l'Office fédéral de l'agriculture  
Berne

Alternate(s)  
Samir AL-KASSIR  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Suppléant(s)  
François PYTHOUD  
Responsable du Secteur agriculture durable  
internationale  
Office fédéral de l'agriculture  
Berne

مناوب (مناوبون)  
سمير القصير  
السفير  
والممثل الدائم لدى المنظمة  
روما

Mme Liliane ORTEGA  
Conseillère principale  
Programme global sécurité alimentaire  
Direction du développement et de la  
coopération  
Berne

Mhd Walid TAWIL  
Director-General  
General Commission for Scientific  
Agricultural Research  
Damascus

محمد وليد الطويل  
مدير عام  
الهيئة العامة للبحوث العلمية الزراعية  
دمشق

Hubert POFFET  
Fonctionnaire principal  
Section agriculture durable internationale  
Office fédéral de l'agriculture (OFAG)  
Berne

Rafik SALEH  
Director-General  
Arab States Centre for Dry regions  
Damascus

Hans-Jorge LEHMANN  
Ministre  
Représentant permanent de la FAO  
Rome

رفيق صالح  
المدير العام  
المركز العربي لدراسات المناطق القاحلة  
والاراضي الجافة  
دمشق

Ms Souha JAMALI  
Minister Plenipotentiary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

السيدة سها جمالي  
الوزير المفوض  
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

Bashar AKBIK  
Counsellor  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

بشار أكبيك  
المستشار  
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

Nasr Eldin OBEID  
Director  
Financial and Administrative Department  
ACSAD  
Damascus

ناصر الدين عبدي  
مدير الشؤون المالية والإدارية  
المركز العربي لدراسات المناطق القاحلة  
والأراضي الجافة  
دمشق

**TAJIKISTAN - TADJIKISTAN -  
ТАДЖИКИСТАН - TAYIKISTÁN**

**THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA**

Delegate  
Somphat KAEWPIJIT  
Deputy Minister  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Bangkok

Alternate(s)  
Jaranthada KARNASUTA  
Permanent Secretary  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Bangkok

Mrs Tritaporn KHOMAPAT  
Minister (Agriculture)  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Wimol JANTRAROTAI  
Deputy Director-General  
Department of Fisheries  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Bangkok

Somsak HUALBUTTA  
Adviser to the Minister  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Bangkok

Korkij DANCHAIVICHIT  
Secretary to the Minister  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Bangkok

Sampan POLPAK  
Director  
Bureau of Land Reform Operation  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Bangkok

Mrs Dounghatai DANVIVATHANA  
Director  
Foreign Agricultural Relations Division  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Bangkok

Chumnarn PONGSRI  
Senior Fishery Officer  
Department of Fisheries  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Bangkok

Kasem PRASUTSANGCHAN  
Senior Policy and Plan Analyst  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Bangkok

Mrs Sairak CHAILANGGAR  
Counsellor (Agriculture)  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

**THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC  
OF MACEDONIA –  
L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE  
MACÉDOINE –  
LA EX REPÚBLICA YUGOSLAVA DE  
MACEDONIA**

Delegate

Aco SPASENOVSKI  
Minister for Agriculture, Forestry and  
Water Economy  
Skopje

Alternate(s)

Mrs Magdalena DIMOVA  
First Secretary  
Chargé d'Affaires a.i.  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Mrs Valentina STOJANOVIC  
Chief of the Cabinet of the Minister  
Ministry of Agriculture, Forestry and Water  
Economy  
Skopje

Mrs Cabriela MICEVSKA  
Head of Department for International  
Cooperation and European Integration  
Ministry of Agriculture, Forestry and Water  
Economy  
Skopje

Mrs Lidija CADIKOVSKA  
Ministry of Agriculture, Forestry and Water  
Economy  
Skopje

Dejan RUNTEVSKI  
Director  
Direction for Veterinary  
Skopje

**TIMOR-LESTE**

**TOGO**

Délégué

Arokoum AKLA-ESSO N'BOW  
Directeur de l'agriculture  
Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de  
la pêche  
Lomé

**TONGA**

Delegate

S. Ngongo KIOA  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
United Kingdom

**TRINIDAD AND TOBAGO –  
TRINITÉ-ET-TOBAGO –  
TRINIDAD Y TABAGO**

Delegate

Denis FRANCIS  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Geneva

Alternate(s)

Ms Yvonne DAVIDSON  
Planning Officer  
Ministry of Agriculture, Land and Marine  
Resources  
Port of Spain

**TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ - سنوت**

Suppléant(s)

Sabré BACHTOBI  
Chargé d'Affaires a.i.  
Conseiller des affaires étrangères  
Représentant permanent suppléant auprès  
de la FAO  
Rome

مناوب (مناوبون)

صبري باشطبي  
القائم بأعمال مستشار الشؤون الخارجية  
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

Mohamed LASSOUED  
 Directeur de la coopération internationale  
 Ministère de l'agriculture et des ressources  
 hydrauliques  
 Tunis

محمد الأسود  
 مدير التعاون الدولي  
 وزارة الفلاحة والموارد المائية  
 تونس

Abdelhamid ABID  
 Conseiller  
 Chargé du dossier de Coopération de la  
 Tunisie avec les institutions multilatérales  
 établies à Rome  
 Représentant permanent suppléant auprès  
 de la FAO  
 Rome

عبد الحميد عبيد  
 المستشار  
 والمسؤول عن التعاون بين تونس  
 والمؤسسات المتعددة الأطراف التي توجد  
 مقارها في روما  
 والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
 روما

#### **TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA**

Delegate  
 Sitki Ugur ZİYAL  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Rome

Alternate(s)  
 H. Oya TUNGA  
 Counsellor  
 Embassy of Turkey  
 Rome

Fazil DUSUNCELI  
 Agricultural Counsellor  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

Ms Deniz ERDOGAN  
 First Secretary  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

#### **TURKMENISTAN - TURKMÉNISTAN - ТУРКМЕНИСТАН - TURKMENISTÁN**

#### **TUVALU**

#### **UGANDA - OUGANDA**

Delegate  
 Bright RWAMIRAMA  
 Minister of State for Animal Industry  
 Ministry of Agriculture, Animal Industry  
 and Fisheries  
 Entebbe

Alternate(s)  
 Deo K. RWABITA  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Rome

Ms Margaret Lucy KYOGIRE  
 Ministert Counsellor  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

Robert SABIITI  
 Agricultural Attaché  
 First Secretary  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

#### **UKRAINE – UCRANIA - УКРАИНА**

Delegate  
 Ms Valentina ZAVALEVSKAYA  
 Deputy Minister of Agricultural Policy  
 Ministry of Agrarian Policy  
 Kiev

Делегат  
 Г-жа Валентина ЗАВАЛЕВСКАЯ  
 Заместитель Министра  
 агропромышленной политики  
 Министерство аграрной политики  
 Киев

## Alternate(s)

Ms Yana SKIBINETSKA  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Г-жа Яна СКИБИНЕЦКАЯ  
Первый секретарь  
Заместитель Постоянного  
представительства Украины при ФАО  
Рим

**UNITED ARAB EMIRATES –  
ÉMIRATS ARABES UNIS –  
EMIRATOS ÁRABES UNIDOS – ١**  
الإمارات العربية المتحدة

## Delegate

Sultan Abdulla ALWAN  
Assistant Under-Secretary  
Ministry of Environment and Water  
Abu Dhabi

مندوب  
سلطان عبدالله علوان  
وكيل مساعد  
وزارة البيئة والمياه  
أبو ظبي

## Alternate(s)

Abdulhamid Abdulfatah KAZIM  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

مناوب (مناوبون)  
عبد الحميد عبدالفتاح كاظم  
السفير  
والممثل الدائم لدى المنظمة  
روما

Habib Hussain ABOUDI  
Director of Planning Office  
Ministry of Environment and Water  
Abu Dhabi

حبيب حسين العبودي  
مدير مكتب التخطيط  
وزارة البيئة والمياه  
أبو ظبي

Khalifa Saif AL MAZROOEI  
Counsellor  
Ministry of Foreign Affairs  
Abu Dhabi

خليفة سيف المزروعي  
المستشار  
وزارة الشؤون الخارجية  
أبو ظبي

Walid Murad DARWISH ALRAISI  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

وليد مراد درويش الرئيس  
سكرتير أول  
والممثل الدائم المناوب لدى المنظمة  
روما

Mirghani Hassan OBEID ALI  
Embassy of the United Arab Emirates  
Rome

مرغني حسن عبيد علي  
سفارة الامارات العربية المتحدة  
روما

**UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI -  
REINO UNIDO**

## Delegate

Gareth THOMAS  
Minister of State  
Department for International Development  
and  
Department for Business Enterprise and  
Regulatory Reform  
London

## Alternate(s)

James HARVEY  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Victor Charles Dunlop HEARD  
First Secretary  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

David HALLAM  
 Head of United Nations and  
 Commonwealth Department  
 Department for International Development  
 London

Richard MOBERLY  
 Team Leader  
 Renewable Natural Resources and  
 Agriculture Team and Investment Group  
 Department for International Development  
 London

Ms Elizabeth NASSKAU  
 Deputy Permanent Representative to  
 IFAD and Programme Officer  
 Permanent Representation to the UN  
 Agencies for Food and Agriculture  
 Rome

Stephen LOWE  
 First Secretary, Agricultural and  
 Environment  
 Foreign and Commonwealth Office  
 British Embassy  
 Rome

Ms Karen MAHY  
 Assistant Private Secretary to the Minister  
 of State  
 Department for International Development  
 London

Ms Nicolette CIORBA  
 Office Manager and Programme Support  
 Permanent Representation to the UN  
 Agencies for Food and Agriculture  
 Rome

Antonio TUFANO  
 Information Manager  
 Permanent Representation to the UN  
 Agencies for Food and Agriculture  
 Rome

**UNITED REPUBLIC OF TANZANIA -  
 RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE -  
 REPÚBLICA UNIDA DE TANZANÍA**

Delegate  
 Stephen Masatu WASIRA  
 Minister for Agriculture, Food Security and  
 Cooperatives  
 Dar-es-Salaam

Alternate(s)  
 Wilfred Joseph NGIRWA  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Rome

Jeremiah HAKI  
 Director of Research  
 Ministry of Agriculture, Food Security and  
 Cooperatives  
 Dar-es-Salaam

Emanuel ACHAYO  
 Director  
 Policy and Planning  
 Ministry of Agriculture, Food Security and  
 Cooperatives  
 Dar-es-Salaam

Shisanuya MEENA  
 Director  
 Research, Training and Extension  
 Department  
 Ministry of Fisheries and Livestock  
 Dar-es-Salaam

Ms Perpetua Mary Simon HINGI  
 Agricultural Attaché  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

John MNGODO  
 Director  
 Food Security Department  
 Ministry of Agriculture, Food Security and  
 Cooperatives  
 Dar-es-Salaam

Ms Esther Japhet MULYILA  
Fisheries Officer  
Ministry of Fisheries and Livestock  
Development  
Dar-es-Salaam

Mberael SAID  
Director  
Agriculture Department in Zanzibar  
Ministry of Agriculture  
Zanzibar

Joseph LUBILO  
Private Secretary to the Minister for  
Agriculture, Food Security and  
Cooperatives  
Dar-es-Salaam

Antony CHAMANGA  
Economist  
Ministry of Agriculture, Food Security and  
Cooperatives  
Dar-es-Salaam

**UNITED STATES OF AMERICA -  
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE –  
ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Delegate

Mark E. KEENUM  
Under-Secretary for Farm and Foreign  
Agricultural Services  
Department of Agriculture  
Washington, D.C.

Alternate(s)

Gaddi H. VASQUEZ  
Ambassador  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Lee A. BRUDVIG  
Minister Counsellor  
Deputy Permanent Representative to FAO  
Rome

Gerald C. ANDERSON  
Deputy Assistant Secretary  
Bureau of International Organization  
Affairs  
Department of State  
Washington, D.C.

Ms Lillian de VALCOURT-AYALA  
Public Affairs Officer  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

George DOUVELIS  
Senior Advisor  
International Organizations, Multilateral  
Negotiations and International Agreements  
Division  
Office of Negotiations and Agreements  
Foreign Agricultural Service  
Department of Agriculture  
Washington, D.C.

Chris HEGADORN  
First Secretary  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Ms Suzanne E. HEINEN  
Minister Counsellor for Agriculture  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Ms Constance JACKSON  
Associate Administrator  
Foreign Agricultural Service  
Department of Agriculture  
Washington, D.C.

Ms Erika LUEDIG  
Programme Assistant  
United States Mission to the United  
Nations Agencies for Food and Agriculture  
Rome

Kevin NATZ  
Special Assistant  
Office of the Under Secretary for Farm and  
Foreign Agricultural Services  
Department of Agriculture  
Washington, D.C.

Richard NEWBERG  
Humanitarian Affairs Attaché  
Alternate Permanent Representative to  
FAO  
Rome

Robert RIEMENSCHNEIDER  
Deputy Administrator  
Office of Negotiations and Agreements  
Foreign Agricultural Service  
Department of Agriculture  
Washington, D.C.

Ms Mary Blanca RIOS  
Project Analyst  
Office of Management, Program and  
Resources  
Bureau of International Organization  
Affairs  
Department of State  
Washington, D.C.

Ms Harriet SPANOS  
Emergency Program Specialist  
United States Agency for International  
Development  
United States Mission to the United  
Nations Agencies for Food and Agriculture  
Rome

John TUMINARO  
Foreign Affairs Officer  
Office of Economic and Development  
Affairs  
Bureau of International Organization  
Affairs  
Department of State  
Washington, D.C.

Ms Jennifer WERONSKI  
Presidential Management Fellow  
United States Mission to the United  
Nations Agencies for Food and Agriculture  
Rome

## **URUGUAY**

Delegado  
Carlos BENTANCOUR FERNÁNDEZ  
Ministro Consejero  
Representante Permanente a.i. ante la FAO  
Roma

Suplente(s)  
Sra. Gabriela CHIFFLET  
Consejera  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

José Luis RIVAS LÓPEZ  
Representante Permanente Adjunto ante la  
FAO  
Roma

## **UZBEKISTAN - OUZBÉKISTAN - ЎЗБЕКИСТАН - UZBEKISTÁN**

## **VANUATU**

## **VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF) – VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU) – VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA DE)**

Delegado  
Sra. Gladys Francisca URBANEJA  
DURÁN  
Embajadora  
Representante Permanente ante la FAO  
Roma

Suplente(s)  
Edgardo Rafael IBARRA ZÚÑIGA  
Segundo Secretario  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

Manuel Eduardo CLAROS OVIEDO  
Segundo Secretario  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

Sra. Sandy DEL VALLE RIVAS  
CARBALLO  
Segundo Secretario  
Representante Permanente Alterno ante la  
FAO  
Roma

## **VIET NAM**

Delegate  
VU VAN TAM  
Vice-Minister  
Ministry of Agriculture and Rural  
Development  
Hanoi

<p>Alternate(s)          NGUYEN VAN NAM          Ambassador Extraordinary and          Plenipotenriary          Permanent Representative to FAO          Rome</p> <p>Mrs NGUYEN THI TUYET HOA          Deputy Director-General          International Cooperation Department          Ministry of Agriculture and Rural          Development          Hanoi</p> <p>NGUYEN CHI THANH          Counsellor          Deputy Permanent Representative to FAO          Rome</p>	<p>Shaya Mohsin AL ZINDANI          Ambassador of the Republic of Yemen to          Italy          Rome</p> <p>شائع محسن الزنداني          سفير جمهورية اليمن في ايطاليا          روما</p> <p>Ahmed Yehya SABR          Director-General for Planning and          Monitoring          Ministry of Agriculture and Irrigation          Sana'a</p> <p>أحمد يحيى صابر          مدير عام التخطيط والرصد          وزارة الزراعة والرى          صنعاء</p>
---	--

**CHU VAN CHUONG**

Official  
 International Cooperation Department  
 Ministry of Agriculture and Rural  
 Development  
 Hanoi

**ZAMBIA - ZAMBIE**

Delegate  
 Lucy Mungoma MUNGOMA  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Rome

**YEMEN - YÉMEN - نميلا**

Delegate  
 Mansour Ahmed AL-HAWSHABI  
 Minister for Agriculture and Irrigation  
 Sana'a

مندوب  
 منصور أحمد الحوشبي  
 وزير الزراعة والرى  
 صنعاء

Alternate(s)  
 Trevor SICHOMBO  
 First Secretary (Economic)  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

**ZIMBABWE**

Alternate(s)  
 Abdurahman BAMATRAF  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Rome

Delegate  
 Ms Mary Margaret MUCHADA  
 Ambassador  
 Permanent Representative to FAO  
 Rome

مناوب (مناوبون)  
 عبد السلام بامطرف  
 السفير  
 والممثل الدائم لدى المنظمة  
 روما

Alternate(s)  
 Michael Muchenje NYERE  
 Minister Counsellor  
 Alternate Permanent Representative to  
 FAO  
 Rome

العضو المنتسب  
准成员  
ASSOCIATE MEMBER  
MEMBRE ASSOCIÉ  
АССОЦИИРОВАННЫЙ ЧЛЕН  
MIEMBRO ASOCIADO

**FAROE ISLANDS - ÎLES FÉROÉ (LES) - ISLAS FEROE**

Delegate

Jonhard ELIASSEN  
Head of Mission  
The Mission of the Faroes to the European Union  
Bruxelles

الكرسي الرسولي  
教廷  
HOLY SEE  
SAINT-SIÈGE  
СВЯТЕЙШИЙ ПРЕСТОЛ  
SANTA SEDE

The Right Reverend Monsignor Renato VOLANTE  
Permanent Observer to FAO  
Vatican City

Vincenzo BUONOMO  
Alternate Observer to FAO  
Vatican City

Lelio BERNARDI  
Adviser  
Vatican City

Saverio PETRILLO  
Adviser  
Vatican City

Giovanni TEDESCO  
Adviser  
Vatican City

جماعة فرسان مالطة  
马耳他自治社  
SOVEREIGN ORDER OF MALTA  
ORDRE SOUVERAIN DE MALTE  
СУВЕРЕННЫЙ МАЛЬТИЙСКИЙ ОРДЕН  
SOBERANA ORDEN DE MALTA

Giuseppe BONANNO DI LINGUAGLOSSA  
Ambassadeur  
Observateur Permanent auprès de la FAO et des Agences des Nations Unies  
Rome

Mme Claude FORTHOMME  
Conseiller  
Rome

Mme Daniela MORO  
Conseiller technique  
Rome

حركة التحرير  
解放运动  
LIBERATION MOVEMENT  
MOUVEMENT DE LIBÉRATION  
ОСВОБОДИТЕЛЬНОЕ ДВИЖЕНИЕ  
MOVIMIENTO DE LIBERACIÓN

PALESTINE - PALESTINA - نيطسلف

Hussein AL AFLAK  
Counsellor  
Embassy of Palestine  
Rome

حسين العفلق  
مستشار  
سفارة فلسطين  
روما

ممثلو الأمم المتحدة ووكالاتها المتخصصة

联合国和各专门机构的代表

**REPRESENTATIVES OF THE UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES**  
**REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES**  
**ПРЕДСТАВИТЕЛИ УЧРЕЖДЕНИЙ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ И**  
**СПЕЦИАЛИЗИРОВАННЫХ УЧРЕЖДЕНИЙ**  
**REPRESENTANTES DE NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS**

**INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY**  
**AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE**  
**ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGÍA ATÓMICA**

Qu LIANG

Director

Joint FAO/IAEA Division of Nuclear Techniques in Food and Agriculture

Vienna

**INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**FONDO INTERNACIONAL DE DESARROLLO AGRÍCOLA**

Gunilla OLLSON

Executive Director, Change and Reform

Office of the President

Rome

**UNITED NATIONS HIGH COMMISSION FOR REFUGEES**  
**HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS**  
**ALTO COMISIONADO DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LOS REFUGIADOS**

Mohammad Nisar KHAN

Senior Food Aid Coordinator

Geneva

**WORLD FOOD PROGRAMME**  
**PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL**  
**PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS**

Ms Katharina GOLLA

External Relations Officer

Division of External Relations

Rome

المراقبون من المنظمات الدولية الحكومية  
政府间组织观察员

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS  
OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES  
НАБЛЮДАТЕЛИ ОТ МЕЖПРАВИТЕЛЬСТВЕННЫХ ОРГАНИЗАЦИЙ  
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES

ARAB AUTHORITY FOR AGRICULTURAL INVESTMENT AND DEVELOPMENT  
AUTORITÉ ARABE POUR LES INVESTISSEMENTS ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLES  
ORGANISMO ÁRABE PARA INVERSIONES Y DESARROLLO AGRÍCOLAS –  
الهيئة العربية للاستثمار الزراعي والتنمية

Abdul Kareem Mohammad AL-AMRI  
President  
Khartoum

عبد الكريم محمد العمري  
الرئيس  
الخرطوم

Amir Abdalla KHALIL  
International Cooperation Advisor  
Khartoum

أمير عبدالله خليل  
مستشار التعاون الدولي  
الخرطوم

ARAB MAGHREB UNION  
UNION DU MAGHREB ARABE  
UNIÓN DEL MAGREB ÁRABE – اتحاد المغرب العربي

Ahmed SRIKAH  
Chef de département de la sécurité alimentaire  
Rabat  
Maroc

أحمد سريكاها  
رئيس إدارة الأمن الغذائي  
الرباط  
المغرب

COMMUNITY OF SAHEL-SAHARAN STATES  
COMMUNAUTÉ DES ÉTATS SAHÉLO-SAHARIENS  
COMUNIDAD DE ESTADOS SAHELO-SAHARIANOS

Nuri Ibrahim HASSAN  
Conseil du Secrétaire Général  
Tripoli  
Libya

نوري ابراهيم حسن  
مجلس الأمانة العامة  
طرابلس  
ليبيا

**INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION ON AGRICULTURE  
INSTITUT INTERAMERICAIN DE COOPÉRATION POUR L'AGRICULTURE  
INSTITUTO INTERAMERICANO DE COOPERACIÓN PARA LA AGRICULTURA**

Mrs Soraya VILLARROYA  
Head of International Relations  
Permanent Office for Europe

**LEAGUE OF ARAB STATES  
LIGUE DES ÉTATS ARABES  
LIGA DE LOS ESTADOS ÁRABES – جامعة الدول العربية**

Walid AL-GARGANI  
Head of Mission  
Arab League Observer Representative to FAO  
Rome

وليد الجرجاني  
رئيس البعثة  
الممثل المراقب لجامعة الدول العربية لدى المنظمة  
روما

Faisal SWEDAN  
Diplomatic Attaché  
Arab League Alternate Observer Representative to FAO  
Rome

فيصل سويدان  
ملحق دبلوماسي  
الممثل المراقب لجامعة الدول العربية لدى المنظمة  
روما

**المراقبون من المنظمات غير الحكومية  
非政府组织观察员**

**OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS  
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES  
НАБЛЮДАТЕЛИ ОТ НЕПРАВИТЕЛЬСТВЕННЫХ ОРГАНИЗАЦИЙ  
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES**

**ACTION AID INTERNATIONAL  
AIDE ET ACTION INTERNATIONALE  
AYUDA EN ACCIÓN INTERNACIONAL**

Ms Magdalena KROPIWNICKA  
Food and Hunger Policy Advisor  
Rome

---

Ms Livia ZOLI  
Partnership Unit Coordinator  
Rome

**ACTION GROUP ON EROSION, TECHNOLOGY AND CONCENTRATION  
GROUPE D'ACTION SUR L'ÉROSION, LA TECHNOLOGIE ET LA CONCENTRATION  
GRUPO DE ACCIÓN SOBRE EROSIÓN, TECNOLOGÍA Y CONCENTRACIÓN**

Patrick MOONEY  
Executive Director  
Ottawa  
Canada

Ms Hope SHAND  
Research Director  
Ottawa  
Canada

**COMPASSION IN WORLD FARMING (CIWF)  
PROTECTION MONDIALE DES ANIMAUX DE FERME (PMAF)**

Ms Joyce D'SILVA  
Ambassador for Compassion in World Farming  
United Kingdom

Ms Wendy SMITH  
Research Officer  
United Kingdom

**FIAN INTERNATIONAL - FOOD FIRST INFORMATION AND ACTION NETWORK**

Ms Ida-Eline ENGH  
Member of FIAN International Executive Committee  
Oslo

Flavio Luiz VALENTE  
Secretary-General  
Heidelberg  
Germany

**INTERNATIONAL ASSOCIATION OF AGRICULTURAL ECONOMISTS  
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉCONOMISTES AGRONOMIQUES  
ASOCIACIÓN INTERNACIONAL DE ECONOMISTAS AGRÍCOLAS**

Ms Margaret LOSEBY  
Permanent Representative to FAO  
Rome

---

**INTERNATIONAL ASSOCIATION OF STUDENTS IN AGRICULTURE AND RELATED SCIENCES**

Sebastian OLTMANNNS  
President  
Düsseldorf  
Germany

Ms Stephanie KLAEDTKE  
Vice-President for Partnership  
Bonn  
Germany

**INTERNATIONAL CATHOLIC RURAL ASSOCIATION  
ASSOCIATION INTERNATIONALE RURALE CATHOLIQUE  
ASOCIACIÓN INTERNACIONAL RURAL CATÓLICA**

Vincenzo CONSO  
Secretary-General  
Rome

**INTERNATIONAL COOPERATION FOR DEVELOPMENT AND SOLIDARITY  
COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA SOLIDARITÉ  
COOPERACIÓN INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO Y LA SOLIDARIDAD**

Sergio MARELLI  
Rome

Ms Alberta GUERRA  
Rome

Ms Chiara MARTINELLI  
Rome

Jesus ARISTIN  
President  
Passionists International  
Rome

**INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN  
CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES  
CONSEJO INTERNACIONAL DE MUJERES**

Ms Lydie ROSSINI VAN HISSENHOVEN  
Board Member  
Permanent Representative to FAO  
Rome

---

**INTERNATIONAL FEDERATION FOR HOME ECONOMICS  
FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR L'ÉCONOMIE FAMILIALE  
FEDERACIÓN INTERNACIONAL PARA LA ECONOMÍA FAMILIAR**

Mrs Francesca RONCHI-PROJA  
Permanent Representative to FAO  
Rome

**INTERNATIONAL FEDERATION OF AGRICULTURAL PRODUCERS  
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PRODUCTEURS AGRICOLES  
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE PRODUCTORES AGRÍCOLAS**

Ajay VASHEE  
President  
Paris

David KING  
Secretary-General  
Paris

Ms Nora OURABAH  
Senior Policy Officer  
Paris

Neil SORENSEN  
Communications Coordinator  
Paris

Nils FARNERT  
Advisor  
Paris

Maria Elisabeth GAUFFIN  
Vice-President  
Federation Swedish Farmers  
Sweden

**INTERNATIONAL FEDERATION OF ORGANIC AGRICULTURE MOVEMENTS  
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS D'AGRICULTURE  
BIOLOGIQUE  
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE LOS MOVIMIENTOS DE AGRICULTURA  
BIOLÓGICA**

Ms Cristina GRANDI  
IFOAM Liaison Officer to FAO  
Rome

---

**INTERNATIONAL FEDERATION OF WOMEN IN LEGAL CAREERS  
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES FEMMES DES CARRIÈRES JURIDIQUES  
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE MUJERES JURISTAS**

Antonietta CESCUT  
Permanent Representative to FAO  
Rome

**INTERNATIONAL NGO/CSO PLANNING COMMITTEE FOR FOOD SOVEREIGNTY  
COMITÉ INTERNATIONAL DE PLANIFICATION DES ONG/OSC POUR LA  
SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE  
COMITÉ INTERNACIONAL DE PLANIFICACION DES ONG/OSC PARA LA SOBERANÍA  
ALIMENTARIA**

Antonio ONORATI  
International Focal Point of the IPC  
c/o Centro Internazionale Crocevia  
Rome

Ms Beatriz GASCO VERDIER  
Liaison Officer  
Viterbo  
Italy

Luca BIANCHI  
Responsable financière IPC  
Rome

Sarojeni RENGAM  
Pan-Asian and Pacific  
Malaysia

Ms Elisa LEVI  
Member of International Indian Treaty Council

Josh BREM-WILSON  
Member IPC

George Dixon FERNANDEZ  
International President  
Brussels

**INTERNATIONAL RAIFFEISEN UNION  
UNION INTERNATIONALE RAIFFEISEN  
UNIÓN INTERNACIONAL RAIFFEISEN**

Gustave Ignace BIKOULA  
International Relations Department  
Rome

---

**LIAISON COMMITTEE OF DEVELOPMENT NGOS TO THE EUROPEAN UNION**

Ms Nora MC KEON  
Coordinator  
EuroAfrica  
Rome

**ROTARY INTERNATIONAL**

Marco RANDONE  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Antonio LICO  
Alternate Permanent Representative to FAO  
Rome

**VIA CAMPESINA**

Ibrahima COULIBALY  
President CNOP/MALI  
Bamako

**WOMEN'S INTERNATIONAL LEAGUE FOR PEACE AND FREEDOM  
LIGUE INTERNATIONALE DES FEMMES POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ  
LIGA INTERNACIONAL DE MUJERES PRO PAZ Y LIBERTAD**

Ms Bruna MAGNANI LOMAZZI  
Permanent Representative to FAO  
Rome

Ms Annita FISICARO  
Permanent Representative to FAO  
Geneva  
Switzerland

**WORLD ASSOCIATION FOR ANIMAL PRODUCTION  
ASSOCIATION MONDIALE DE ZOOTECHNIE  
ASOCIACIÓN MUNDAL PARA LA PRODUCCIÓN ANIMAL**

Milan ZJALIC  
Technical Advisor  
Rome



## ANNEXE C

**LISTE DES DOCUMENTS**

---

C 2008/1	Ordre du jour provisoire
C 2008/2	Organisation de la trente-cinquième session de la Conférence (session extraordinaire)
C 2008/3	Reconstitution du Compte de réserve spécial
C 2008/4	Rapport du Comité de la Conférence pour le suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO – Plan d'action immédiate
C 2008/5	Suivi de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: Contribution de la FAO à la préparation et à la mise en œuvre du Cadre global d'action
C 2008/6	Admission à la session de représentants et d'observateurs d'organisations internationales
 <b>Série C 2008/INF</b>	
C 2008/INF/1	Calendrier provisoire
C 2008/INF/2	Liste provisoire des délégués et des observateurs
C 2008/INF/3	Liste provisoire des documents
C 2008/INF/4	Déclaration relative aux compétences et aux droits de vote soumise par la Communauté européenne et ses États Membres
C 2008/INF/5	Déclaration du Directeur général
C 2008/INF/6	Situation concernant les contributions
C 2008/INF/7	Dispositions visant à donner suite en 2009 au Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO. Actions de la Direction découlant du rapport de la phase 1 de l'Examen détaillé
 <b>Série C 2008/LIM</b>	
C 2008/LIM/1	Premier rapport du Bureau
C 2008/LIM/2	Premier rapport intérimaire de la Commission de vérification des pouvoirs
C 2008/LIM/3	Adoption du Plan d'action immédiate (PAI) pour le renouveau de la FAO (2009-2011) (Projet de résolution)
C 2008/LIM/4	Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs



## ANNEXE D

**ALLOCUTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL**

*Monsieur le Président de la Conférence,*

*Monsieur le Président indépendant du Conseil,*

*Mesdames, Messieurs les Ministres,*

*Excellences,*

*Mesdames et Messieurs,*

Cette session extraordinaire de la Conférence a été convoquée pour accélérer la mise en œuvre des décisions prises par les États Membres à la suite des recommandations de l'Évaluation externe indépendante de la FAO.

***(La réforme de la FAO)***

Les États Membres, la direction et le personnel de l'Organisation partagent la vision d'un monde libéré de la faim et de la malnutrition. L'alimentation et l'agriculture doivent contribuer à améliorer le niveau de vie de tous, en particulier des plus pauvres et à assurer un développement économique durable.

Dans un contexte économique et climatique chaque jour plus difficile, la FAO doit donc s'adapter pour répondre aux attentes de ses États Membres. Nous devons pour cela construire une « nouvelle FAO ». Cela exige de notre part à tous dévouement, détermination, bonne foi, confiance réciproque et travail acharné.

La FAO a eu le privilège de bénéficier d'un examen indépendant approfondi de sa gouvernance, de ses programmes et priorités, ainsi que de ses systèmes de gestion, de son administration et de sa structure organisationnelle. Ce travail a été effectué sous la supervision des Organes directeurs et avec le financement direct des États Membres.

Comme l'indique l'Évaluation, le monde est confronté en permanence à de « *nouveaux défis que seule une organisation à vocation mondiale disposant du mandat et de l'expérience de la FAO peut relever avec autorité et en toute légitimité* ». Nous devons aujourd'hui redoubler d'efforts pour relever les défis qui sont devant nous.

Je suis reconnaissant aux pays membres pour leur engagement exceptionnel dans l'élaboration du rapport du Comité de la Conférence. Je voudrais remercier en particulier le Président du Comité de la Conférence, M. Noori-Naeini, et les Vice-Présidents, Mme Van Ardenne et M. Ngirwa. Ils ont conduit à bonne fin ce processus difficile qui a nécessité 90 réunions officielles cette année. Je voudrais saluer les efforts inlassables des présidents, co-présidents et les vice-présidents des groupes de travail. Je voudrais enfin vous remercier, vous tous, Représentants des États Membres pour tout ce travail réalisé dans la concorde. Ce que vous avez fait est unique dans l'histoire des Nations Unies et je suis fier de voir la FAO devenir ainsi une référence sur la voie de l'excellence.

Ces efforts intensifs au cours de cette année ont abouti à la préparation d'un Plan d'action immédiate (PAI). Il représente une feuille de route ambitieuse pour le renouveau de la FAO. Ce Plan a établi une vision de la FAO, de ses priorités et de ses programmes. Il définit sa gouvernance et ses systèmes administratifs. Il conduit à un changement de culture et à une restructuration organisationnelle. Le personnel de la FAO a participé de façon active à tout ce processus.

Je voudrais donc remercier toutes celles et tous ceux qui, au sein du Secrétariat, ont permis par leurs efforts et leur persévérance d'arriver à ce résultat positif.

Dès la publication du rapport de l'Évaluation, j'avais pris des mesures de mise en œuvre des recommandations relevant de mes pouvoirs. Dans la gestion administrative, des délégations d'autorité ont été faites au Siège et dans les bureaux décentralisés et des procédures ont été simplifiées. Il s'agissait aussi de dégager 22 millions d'USD de gains d'efficacité dans le Programme de travail et budget (PTB) pour 2008-09, conformément aux conclusions de la dernière Conférence. Ensuite, je me suis engagé à réduire d'un tiers en 2008, 2009 et 2010 les postes permanents de la catégorie des Directeurs, qui étaient au nombre de 120 au début de janvier 2008. Dans le cadre de la « Réforme avec croissance », l'essentiel des économies dégagées grâce à cette rationalisation sera réinvesti dans les programmes techniques. Enfin, en réponse à l'accent mis sur les aspects psychologiques, une Équipe composée de fonctionnaires de tous niveaux, au Siège et dans les régions, a été chargée de promouvoir le changement de culture.

Après cette session extraordinaire de la Conférence, il faudra engager résolument la mise en œuvre, au cours des années 2009, 2010 et 2011, du Plan d'action immédiate. Je suis certain que pendant cette période, nous serons à même de mieux cerner nos objectifs stratégiques et de mieux cibler nos priorités et programmes. J'ai la conviction que ce Plan permettra également d'améliorer la gouvernance et le contrôle par les États Membres, assurant ainsi la transparence dans le fonctionnement de l'Organisation et la compréhension mutuelle.

En outre, ce Plan d'action immédiate prévoit une véritable refonte du fonctionnement de la FAO, notamment par une réforme de ses processus financiers, une réorganisation de ses structures au Siège et dans les bureaux décentralisés. Il va nécessiter des modifications dans les liens hiérarchiques et la gestion des ressources humaines. L'année 2009 sera consacrée aux travaux préparatoires d'exécution des activités du prochain exercice biennal. En outre, le rapport final de l'Examen détaillé actuellement mené par des consultants externes doit être prêt au cours du premier semestre de 2009.

Évaluation a rappelé que l'un des principaux obstacles à la réussite de la réforme tient souvent au « *décalage entre les ressources disponibles et des objectifs trop ambitieux* ». Pour mettre en œuvre le Plan d'action immédiate, des investissements sont nécessaires dans les domaines de la gouvernance, des ressources humaines, des procédures administratives, de la gestion et de la programmation, tant dans les structures du Siège que dans les bureaux décentralisés. Les fonds nécessaires pour conduire les changements de 2009 s'élèvent à 21,8 millions d'USD. Il faut donc éviter de perdre du temps. Les différentes actions doivent pouvoir commencer dès la fin de cette Conférence. J'espère que les États Membres manifesteront leur volonté politique et leur appui ferme à cette réforme en faisant en sorte que les contributions volontaires soient disponibles le plus rapidement possible. Personne ne doit douter de l'ampleur de la tâche qui se trouve devant nous.

Un fonds fiduciaire a été établi pour recevoir les contributions extrabudgétaires indispensables à la mise en œuvre du Plan d'action immédiate en 2009.

Je voudrais vous assurer de mon engagement personnel, et de celui de tous les agents de la FAO, à conduire les changements prévus et à soutenir la « réforme dans la croissance » que vous avez décidée.

*Excellences,*

*Mesdames et Messieurs,*

Mais cette trente-cinquième session de notre Conférence se tient aussi à un moment où le monde connaît des perturbations importantes: crise financière, crise économique et crise alimentaire. Face à ces enjeux majeurs, nous devons prendre des décisions importantes pour permettre à la FAO de remplir convenablement son mandat.

*(État de l'insécurité alimentaire dans le monde)*

Ces trois dernières années ont été marquées par une augmentation rapide des cours des produits alimentaires. L'indice FAO des prix des denrées alimentaires a d'abord augmenté de 9 pour cent entre 2005 et 2006, puis de 24 pour cent l'année suivante, et enfin de 40 pour cent pendant les premiers mois de 2008. En juillet, les bonnes perspectives mondiales de production ont entraîné un tassement des prix des principales céréales. Les prix des aliments ont certes amorcé une tendance à la baisse de 14 pour cent. Mais on constate que l'indice des prix des aliments en septembre 2008 restait toujours en hausse de 51 pour cent par rapport à sa valeur en septembre 2006. Les prix des intrants ont doublé, voire triplé, et sont devenus inaccessibles aux petits producteurs agricoles.

La baisse des prix des produits alimentaires ne doit pas être interprétée comme la fin de la crise. Elle est davantage le résultat d'une baisse de la demande liée au ralentissement économique global que d'une augmentation suffisante de l'offre. Les stocks de céréales doivent en effet être reconstitués. Avec seulement 433 millions de tonnes à l'ouverture, le ratio « stocks-utilisation » de céréales est à son deuxième niveau le plus bas depuis 30 ans. En plus, le fléchissement des prix pourrait entraîner une baisse de la production alimentaire en 2009/2010, ce qui aboutirait à une autre crise alimentaire.

En réponse à des prix plus incitatifs, les pays développés, qui ont une plus forte élasticité de leur offre par rapport à la demande, ont ainsi augmenté de 11 pour cent leur production de céréales. Les pays en développement par contre n'ont enregistré qu'une croissance de 0,9 pour cent. En fait, si on ne prend pas en compte la Chine, l'Inde et le Brésil, on constate que la production de ces pays a en réalité baissé de 1,6 pour cent.

Les importations totales de produits alimentaires ont atteint 827 milliards d'USD en 2007, et pourraient s'élever à 1 020 milliards en 2008. Cela représente une augmentation des coûts des importations de 23 pour cent au niveau mondial et de 35 pour cent pour les pays en développement.

Les conséquences de la crise alimentaire sont dramatiques, notamment pour les ménages pauvres et même pour les petits producteurs qui n'arrivent pas à assurer leur alimentation avec leur propre production. A la fin de 2007 et au début de 2008, des émeutes de la faim ont provoqué des troubles sociopolitiques dans 20 pays sur tous les continents.

Les données les plus récentes de la FAO concernant l'insécurité alimentaire révèlent qu'en 2007, principalement à cause de la hausse des prix, le nombre des affamés dans le monde a augmenté de 75 millions au lieu de diminuer de 43 millions afin d'atteindre l'engagement du Sommet mondial de l'alimentation de 1996.

En octobre 2008, on recensait 36 pays en situation de crise alimentaire grave nécessitant une aide d'urgence. Parmi ces pays, 21 se trouvent en Afrique, 12 en Asie et trois en Amérique latine.

*Excellences,*

*Mesdames et Messieurs,*

*(Programmes et initiatives)*

Pour relever ces défis, il faut non seulement éliminer la faim que subissent 923 millions d'affamés dans le monde, mais aussi doubler la production alimentaire. Il faut en effet nourrir une population actuelle de 6,5 milliards et qui atteindra 9 milliards en 2050.

Les plans, les programmes et les projets existent pour régler le problème de l'insécurité alimentaire dans le monde, même s'ils sont encore susceptibles d'amélioration et d'actualisation.

Nous avons organisé du 3 au 5 juin dernier la Conférence de haut niveau pour faire face à la crise alimentaire mondiale. Ainsi, les délégués de 181 pays – dont 43 Chefs d'État et de gouvernement et plus de 100 Ministres – ont réaffirmé la nécessité de produire plus, en particulier dans les pays à revenu faible et à déficit vivrier. La déclaration de la Conférence, approuvée par acclamation, a clairement indiqué que l'investissement dans la production agricole était à la base de toute solution durable à la crise alimentaire et que des ressources appropriées étaient nécessaires à cet effet.

Le Sommet du G8 à Hokkaido et la Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York ont permis de continuer les échanges de vues sur les causes et les réponses à la crise.

La FAO a mené différentes actions dans le cadre de son initiative de lutte contre la flambée des prix des aliments, lancée le 17 décembre 2007. L'Organisation a ainsi reçu de 79 pays des demandes de participation à ce programme. Les distributions de semences et d'engrais ont déjà commencé ou sont programmées dans 76 d'entre eux. Ce type d'activité n'est d'ailleurs pas nouveau pour l'Organisation puisqu'au cours des 10 dernières années elle a mis en œuvre 1 022 projets de distribution d'intrants pour un montant global de 931 millions d'USD.

Mais je dois dire aussi que, face aux attentes de ces pays, les moyens financiers pour intervenir sont loin d'être à la hauteur des besoins. En dépit de l'enthousiasme des discours et des engagements financiers annoncés par de nombreux pays, une infime partie de ce qui a été promis en juin dernier a été versée. Seulement 10 pour cent des 22 milliards d'USD annoncés ont été reçus et sont allés essentiellement à l'aide alimentaire d'urgence.

Excellences,

*Mesdames et Messieurs,*

***(Sommet mondial sur la sécurité alimentaire)***

La crise financière récente a fait voler en éclat les certitudes triomphantes de la dérégulation des systèmes internationaux de gestion économique. Il n'était donc pas étonnant qu'à l'initiative du Président Nicolas Sarkozy, les plus hautes autorités politiques du monde aient appelé à une refondation du système financier international. C'est dans ce cadre qu'un Sommet du Groupe des 20 s'est réuni la semaine dernière aux États-Unis.

La crise alimentaire n'en requiert pas moins le même degré d'attention. En effet, au-delà de ses dimensions économiques, sociales et éthiques, elle a été un révélateur édifiant des risques graves qu'elle constitue pour la paix et la sécurité du monde.

C'est pourquoi j'ai proposé l'organisation d'un Sommet mondial sur la sécurité alimentaire au cours du premier semestre de 2009 afin de dégager un consensus large pour l'élimination définitive et rapide de la faim dans le monde.

J'ai lancé cette idée au cours de la Journée mondiale de l'alimentation célébrée à New York le 23 octobre dernier en présence du Président Clinton, qui a bien voulu participer à cet événement, et du Secrétaire général des Nations Unies. Je viens de faire la proposition au Président nouvellement élu des États-Unis, Barack Obama, dans mon message de félicitations. Et je l'ai soumise à la considération des Chefs d'État et de gouvernement des États Membres.

Le Sommet devrait assurer une plus grande cohérence dans la gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale. Il devrait jeter les bases d'un nouveau système d'échanges agricoles offrant aux agriculteurs des pays développés comme à ceux des pays en développement la possibilité de gagner dignement leur vie. Ils doivent en effet avoir des revenus comparables à ceux des travailleurs des secteurs secondaire et tertiaire de leurs pays respectifs pour rester dans les activités rurales. Il s'agit de revoir le système agricole international que le Président Roosevelt et les pères

fondateurs avaient voulu plus juste et plus soucieux des mal nourris en créant la FAO. A cet effet, nous devons avoir l'intelligence et l'imagination de concevoir des politiques de développement agricole, ainsi que des règles et mécanismes assurant un commerce international non seulement libre, mais aussi équitable.

Ce Sommet devrait en outre trouver 30 milliards d'USD par an pour créer des infrastructures rurales et accroître la productivité agricole du monde en développement. Il faut sauver l'humanité de la faim dans un monde où 365 milliards d'USD ont été consacrés en 2007 au soutien de l'agriculture dans les pays de l'OCDE; où l'on dépense, dans les pays développés et en développement, 1 340 milliards d'USD par an pour les armements; et où l'on a pu trouver en quelques semaines plus de 3 000 milliards d'USD pour tenter de juguler la crise financière mondiale. Dans l'immédiat, un « Fonds d'intervention d'urgence » devrait aussi être envisagé pour avoir une capacité de relance de la production dans les pays à faible revenu et fortement importateurs d'aliments. Il convient d'éviter les situations où, malgré les alertes répétées de la FAO sur la baisse des investissements agricoles en 2002 et la hausse des prix des aliments et des intrants en 2007 notamment, les moyens de réaction rapide pour faire face à ces problèmes n'existaient et n'existent toujours pas.

Pour sa part, la FAO est prête à tout mettre en oeuvre pour collaborer à la préparation, à l'organisation et à la réussite d'un tel Sommet qui doit permettre à tous les peuples de la Terre de bénéficier du « Droit à l'alimentation », qui est le plus fondamental de tous les droits humains.

#### *(Gouvernance)*

Il faut en effet corriger le système actuel qui génère une insécurité alimentaire mondiale à cause des distorsions d'un marché international provoquées par les soutiens à l'agriculture, les droits de douane, les barrières techniques au commerce, mais aussi une allocation déséquilibrée des ressources de l'aide publique au développement.

Il faut aussi renforcer au niveau international la lutte contre l'insécurité alimentaire en s'appuyant sur les structures et les programmes déjà en place. Il faut pouvoir concevoir un système mondial mieux adapté aux nouveaux défis de la sécurité alimentaire.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui a été établi après la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974 sert de forum pour l'examen et le suivi des politiques et programmes concernant la sécurité alimentaire mondiale. Chargé directement du suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, le Comité examine aussi les principaux problèmes et questions affectant la situation alimentaire mondiale, surveille les initiatives prises par les parties concernées et propose les mesures nécessaires pour promouvoir l'objectif de la sécurité alimentaire mondiale. Mécanisme intergouvernemental, le CSA a aussi un caractère universel. Il est ouvert à tous les États Membres de la FAO et des Nations Unies, et aux représentants d'autres institutions internationales, d'ONG, de la société civile et du secteur privé.

Cependant, pour pouvoir remplir complètement le rôle qui lui a été dévolu, le CSA doit être amélioré en tant que système de gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale. Ses capacités d'expertise et d'intervention doivent être renforcées.

Ainsi, la mise en place d'un réseau mondial d'experts de haut niveau sur l'alimentation et l'agriculture devrait répondre au besoin de renforcement de la capacité d'expertise du CSA en fournissant une analyse scientifique mettant en lumière les besoins et les risques futurs. Ce réseau, réunissant 400 à 500 experts du monde entier, peut être mis en place au cours de l'année 2009 selon des modalités pratiques de fonctionnement comparables à celles du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

En le renforçant avec le « Partenariat global pour la sécurité alimentaire mondiale », le CSA gagnera en crédibilité et en efficacité, et sera mieux reconnu car plus opérationnel. Pour cela, il doit être doté de prérogatives nouvelles et de capacités réelles d'action, justifiant de la part des États Membres un soutien politique renforcé.

Le CSA doit devenir un lieu de synthèse et d'orientation pour la définition et la mise en œuvre des politiques agricoles et de sécurité alimentaire aux niveaux national, régional et international. Il doit aussi être le lieu de débats pour assurer la cohérence du système mondial de sécurité alimentaire: production pour une demande solvable croissante et pour la lutte contre la faim, productivité face au changement climatique et à l'exigence de conservation de l'environnement, filières de production et de sécurité sanitaire des aliments, marché international équitable et revenus rémunérateurs pour tous les agriculteurs, allocation des ressources financières de l'aide publique au développement, de l'investissement étranger direct et des budgets nationaux pour l'agriculture.

*Excellences,*

*Mesdames et Messieurs,*

**(Conclusion)**

Il s'agit donc de réformer la FAO pour qu'elle joue un rôle efficace dans la sécurité alimentaire mondiale. Mais il est aussi indispensable, plus de 60 ans après, de créer un nouveau système de sécurité alimentaire du monde.

Un consensus politique international est donc nécessaire, non seulement pour trouver et appliquer les solutions techniques et économiques appropriées aux défis de la faim et de l'alimentation du monde, mais aussi pour rénover, renforcer et harmoniser des structures de réflexion et de décision, disposant de pouvoirs et de moyens pour l'action.

Je sais que cette Conférence extraordinaire saura nous guider sur la voie du renouveau pour éliminer la faim sur notre planète et créer les bases d'une agriculture de conservation pour l'alimentation de l'Humanité.

Je vous remercie de votre aimable attention.

## ANNEXE E

**PLAN D'ACTION IMMÉDIATE POUR LE RENOUVEAU DE LA FAO*****A. Priorités et programmes de l'Organisation*****Résumé des éléments du Cadre stratégique et du Plan à moyen terme<sup>1</sup>**

1) Pour mieux cibler le travail de la FAO en fonction des besoins de ses membres, la **Conférence** approuve la Vision de la FAO et les Objectifs mondiaux (Encadré 1) en vue de leur insertion dans le nouveau Cadre stratégique. Elle approuve également l'application du nouveau Cadre de programmation fondé sur les résultats décrits ci-après. Les éléments suivants du Cadre stratégique et du Plan à moyen terme décrits plus loin sont également approuvés en principe: objectifs stratégiques; fonctions essentielles; objectifs fonctionnels; et modèle de présentation de la documentation du Programme fondé sur les résultats. Le concept de domaine d'action prioritaire est approuvé et une liste indicative de ces domaines est établie en vue d'un examen plus approfondi. Cet ensemble d'éléments fondés sur les résultats servira de base à l'élaboration de l'ensemble du Programme fondé sur les résultats, qui inclura les Résultats de l'Organisation et des indicateurs à intégrer dans le Plan à moyen terme 2010-2013. Ces activités figurent dans les propositions du Comité relatives aux arrangements institutionnels et de gouvernance pour suite à donner en 2009, lorsqu'un Groupe de travail du nouveau Comité de la Conférence sera affecté à l'élaboration de la proposition complète d'un nouveau Cadre stratégique et Plan à moyen terme pour la Conférence de 2009. Les éléments présentés dans ce résumé sont développés, en particulier en ce qui concerne les résultats et les indicateurs possibles, dans un document de la Direction de la FAO figurant à l'Annexe 1 du rapport du CoC-EEI.

2) La modification du processus de préparation du Programme et Budget ainsi que les dispositions prises en matière de gouvernance et de contrôle font l'objet de la Section C du Plan d'action immédiate: Réforme de la programmation, de la budgétisation et du suivi fondé sur les résultats.

**Introduction d'un Cadre fondé sur les résultats pour tous les travaux de la FAO**

3) Les éléments d'un nouveau Cadre stratégique et d'un Plan à moyen terme seront fondés sur une structure intégrée axée sur les résultats qui constituera une base solide pour la « Réforme dans la croissance », en établissant des priorités en fonction des besoins des membres et en définissant clairement les chaînes moyens-fins par lesquelles la FAO contribuera à des effets convenus dans et pour les États Membres. Le Plan à moyen terme présentera cela de manière claire et fournira le cadre dans lequel la FAO réorientera l'action de l'Organisation, non plus centrée sur ce qu'elle prévoit de faire avec les contributions ordinaires, mais sur ce qu'elle entend obtenir grâce aux contributions ordinaires et à des ressources extrabudgétaires. Le modèle de programmation amélioré, fondé sur les résultats, repose sur la structure hiérarchique suivante:

- a) **Trois objectifs mondiaux:** Ils représentent les effets profonds du point de vue du développement, dans les domaines relevant du mandat de la FAO, que les États Membres visent à obtenir (voir encadré 1);
- b) **Objectifs stratégiques:** Ils contribuent à la réalisation des objectifs mondiaux et expriment l'impact que les Membres devraient obtenir sur une période de dix ans, dans les pays, dans les régions et au niveau mondial, avec la contribution de la FAO (voir encadré 2);

---

<sup>1</sup> À sa session de 2007, la Conférence de la FAO a demandé au Comité de la Conférence de présenter les éléments d'un nouveau Cadre stratégique de la FAO et d'un Plan à moyen terme (Résolution 5/2007). Le Cadre stratégique et le Plan à moyen terme doivent être mis définitivement au point en même temps que le Programme de travail et budget 2010-2011, en vue d'une décision de la Conférence en 2009.

c) **Résultats de l'Organisation:** Ils définissent les résultats attendus de l'utilisation, par les États Membres et les partenaires, des produits et des services fournis par la FAO dans le cadre de chaque objectif stratégique; et

d) **Fonctions essentielles:** Elles représentent les principaux moyens d'action que la FAO devra mettre en œuvre pour obtenir des résultats, compte tenu de ses avantages comparatifs.

**Encadré 1:**

**Vision de la FAO et Objectifs mondiaux:** *La vision de la FAO est celle d'un monde libéré de la faim et de la malnutrition, dans lequel l'alimentation et l'agriculture<sup>2</sup> contribuent à améliorer le niveau de vie des populations, notamment des plus pauvres, et cela de manière durable en termes économiques, sociaux et environnementaux. Pour favoriser la réalisation de cette vision et des Objectifs du Millénaire pour le développement, la FAO s'attachera à promouvoir la contribution constante de l'alimentation et de l'agriculture durable à l'accomplissement des trois objectifs mondiaux suivants:*

- *réduire le nombre absolu de personnes souffrant de la faim et bâtir progressivement un monde offrant à tous la possibilité de disposer à tout moment d'une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active;*
- *éliminer la pauvreté et favoriser le progrès social et économique pour tous en augmentant la production alimentaire, en favorisant le développement rural et en pérennisant les moyens d'existence;*
- *gérer et utiliser de manière durable les ressources naturelles, y compris la terre, l'eau, l'air, le climat et les ressources génétiques, au profit des générations présentes et futures.*

**Objectifs stratégiques de la FAO:**

- *Intensification durable de la production végétale*
- *Accroissement de la production animale durable*
- *Gestion et utilisation durables des ressources halieutiques et aquacoles*
- *Gestion durable des forêts et des arbres*
- *Gestion durable des terres, des eaux et des ressources génétiques et réponses améliorées aux défis de l'environnement mondial ayant une incidence sur l'alimentation et l'agriculture*
- *Qualité améliorée et sécurité sanitaire des aliments à tous les stades de la filière alimentaire*
- *Environnement porteur pour les marchés afin d'améliorer les moyens d'existence*
- *Sécurité alimentaire améliorée et meilleure nutrition*
- *Amélioration de la préparation et réponse efficace aux menaces et situations d'urgence alimentaires et agricoles*
- *Parité hommes-femmes pour l'accès aux ressources, aux biens, aux services et à la prise de décisions dans les zones rurales*
- *Investissements publics et privés accrus et plus efficaces dans l'agriculture et le développement rural*

4) Des cibles et des indicateurs permettant d'évaluer les progrès réalisés sont en cours de définition pour les Résultats de l'Organisation, en vue de leur mise en place à partir de 2010-11. Pour en faciliter l'application, un système de suivi fondé sur les résultats sera établi, tandis que le suivi des indicateurs relatifs aux Résultats de l'Organisation servira de base pour la présentation aux Membres, en 2012, d'un rapport biennal sur l'efficacité fonctionnelle de l'Organisation en 2010-11. Ce même système et les données recueillies faciliteront également l'évaluation d'impact au niveau des objectifs. Cette innovation majeure dans la façon dont la FAO prévoit, met en œuvre et évalue ses travaux étayera la prise de décisions par la Direction et facilitera la supervision de la part des organes directeurs, tant en ce qui concerne l'utilisation de toutes les ressources conformément aux priorités convenues que pour ce qui est des avantages qui en découlent pour chaque État Membre et pour la communauté mondiale.

<sup>2</sup> Le terme agriculture englobe les cultures, l'élevage, les forêts et les pêches.

5) Le Programme de travail sera ainsi présenté dans le cadre d'une série intégrée de documents de planification comprenant: le Cadre stratégique couvrant une période de 10 à 15 ans (révisé tous les quatre ans); le Plan à moyen terme présentant les résultats de l'Organisation sur une période de quatre ans, mais révisé et adapté à chaque exercice biennal; et le Programme de travail et budget indiquant les ressources nécessaires pour contribuer aux Résultats de l'Organisation au cours de chaque exercice biennal. (Voir la Section C du Plan d'action immédiate).

### Résultats de l'Organisation

6) **Progrès réalisés en matière de définition des Résultats de l'Organisation:** Les résultats de l'Organisation associent les résultats des actions de la FAO au niveau des pays, des régions et à l'échelle mondiale. Des progrès significatifs ont été faits en matière de définition à la fois des résultats et de leurs objectifs et indicateurs (voir document de la Direction de la FAO à l'Annexe 1 au rapport du Comité de la Conférence). Ces travaux seront achevés pour examen final par la Conférence, en 2009, du Cadre stratégique, du Plan à moyen terme 2010-2013, du Programme de travail et budget 2010-2011.

7) C'est au niveau des résultats que les principales réalisations des travaux de la FAO sont élaborées dans des domaines importants tels que le "Droit à l'alimentation" et les questions connexes de l'environnement porteur pour accroître la production vivrière et l'accès à ces aliments de ceux qui en ont le plus besoin. Il s'agit notamment de l'appui à l'élaboration des cadres de politique et capacités institutionnelles nationales essentielles. C'est également à ce niveau que la spécificité est donnée aux travaux de la FAO dans des domaines réglementaires très importants tels que la sécurité sanitaire des aliments. L'approche de l'élaboration ultérieure des résultats pour les objectifs stratégiques transversaux dans des domaines tels que la parité hommes-femmes, l'investissement et les ressources naturelles aidera à faire en sorte qu'ils soient en grande partie définis dans le contexte des travaux dans le cadre des objectifs stratégiques restants, de nature plus sectorielle. Cela aidera à intégrer l'attention accordée à ces importants domaines de travail et à les insérer dans les activités principales.

8) La mesure des Résultats de l'Organisation intégrera les résultats de l'application tant des contributions ordinaires que des ressources extrabudgétaires. Les objectifs et indicateurs relatifs à ces Résultats seront donc conçus de façon à vérifier les résultats de l'application des contributions mises en recouvrement et à prendre en compte la mesure dans laquelle les contributions volontaires disponibles en sus du budget ordinaire contribuent à l'obtention des Résultats.

9) **Modèle de présentation des Objectifs stratégiques et des résultats de l'Organisation correspondants dans le Plan à moyen terme:** Un modèle de présentation a été élaboré pour les Résultats de l'Organisation, qui est utilisé en partie dans le document de la Direction de la FAO se trouvant à l'Annexe 1 au rapport du Comité de la Conférence et est en principe approuvé pour être appliqué lors de l'élaboration du Plan à moyen terme. Il est résumé dans l'Encadré 2.

<b>Encadré 2: Modèle de présentation des Objectifs stratégiques et des Résultats de l'Organisation correspondants</b>	
<b>Titre de l'Objectif stratégique:</b>	
<b>Problèmes et défis:</b>	
<b>Hypothèses et risques:</b>	
<b>Résultats de l'Organisation</b>	
Résultat 1 Titre	
Principaux outils pour l'obtention du Résultat	Objectifs et indicateurs
Résultat 2 Titre	
Principaux outils pour l'obtention du Résultat	Objectifs et indicateurs

Résultat 3 Titre	
Principaux outils pour l'obtention du Résultat	Objectifs et indicateurs
etc. pour chaque Résultat de l'Organisation	
Liste récapitulative d'application des fonctions essentielles de l'Organisation à la réalisation de l'Objectif stratégique	
Budget ventilé par Résultat de l'Organisation (et par contributions ordinaires et ressources extrabudgétaires, ainsi que par région)	

10) **Hierarchisation et focalisation des activités:** l'établissement de priorités et la focalisation des travaux de la FAO sont essentiels à tous les niveaux du Cadre fondé sur les résultats et sont particulièrement indispensables au niveau des Résultats de l'Organisation pour parvenir à une plus grande efficacité et à une prestation efficace de services aux Membres et aux autres parties prenantes. La FAO doit s'acquitter de sa responsabilité dans tous les domaines de son mandat et allouer des ressources aux Résultats de l'Organisation qui contribuent à l'évidence à la réalisation des Objectifs stratégiques. Dans ce contexte, il faut donner la priorité absolue aux besoins des Membres et aux nouveaux défis.

11) Pour arrêter les priorités du Plan à moyen terme et du Programme de travail et budget pendant l'année 2009, le Comité de la Conférence prévu travaillera en étroite collaboration avec la direction pour analyser les besoins des membres. Cette analyse sera accompagnée d'une analyse structurée de l'application potentielle des atouts de l'Organisation, tels qu'incarnés dans les Fonctions essentielles (voir encadré 4), qui inclura les considérations suivantes: résultats obtenus par l'Organisation dans chaque domaine de travail; capacité technique existante, y compris pour les activités interdisciplinaires et intégration des atouts dans les activités de sensibilisation, le travail normatif et la coopération technique. Cette analyse mettra en lumière les domaines dans lesquels la FAO aura besoin de renforcer ses capacités pour fournir des services, tout en reconnaissant que compte tenu de l'ampleur du mandat de la FAO et des limites de ses ressources, la disponibilité pour les États Membres d'autres sources de prestation de services ou de produits et les avantages comparatifs de la FAO constitueront des critères importants. Il sera essentiel d'éviter les chevauchements et de travailler en partenariat, notamment avec d'autres organisations du système des Nations Unies, mais aussi avec d'autres instances tant publiques que privées.

12) Compte tenu de ce qui précède, les principes directeurs qui présideront à la reformulation des programmes de la FAO seront les suivants:

- a) aider les pays à élaborer leurs politiques et à renforcer leurs capacités d'action dans des domaines qui peuvent stimuler le développement durable de la production vivrière, la sécurité alimentaire et une croissance économique favorable aux pauvres;
- b) encourager l'amélioration des conditions mondiales et régionales en matière de développement en veillant à la cohérence des politiques et des réglementations et à la disponibilité d'informations qui sous-tendent le développement national;
- c) aider la communauté mondiale et les divers États Membres à affronter les problèmes d'actualité, notamment le changement climatique et la flambée des prix alimentaires.

13) Les Membres demanderont donc la preuve que les résultats de l'Organisation ont été formulés compte tenu de ces considérations et le Système de suivi fondé sur les résultats et l'Évaluation aideront à faire en sorte qu'il en soit ainsi. Parmi les autres outils sur lesquels reposera l'élaboration des résultats de l'Organisation et des Objectifs stratégiques, il faut citer les suivants:

- a) les cadres nationaux sur les priorités à moyen terme élaborés avec les divers gouvernements afin de cibler les efforts de la FAO sur les besoins nationaux;
- b) l'élaboration structurée et consultative de domaines d'action prioritaire sous-régionaux et régionaux, au cours de laquelle les Conférences régionales seraient consultées; et
- c) à l'échelle mondiale, un nombre limité de domaines d'action prioritaire (voir plus loin).

14) Les **domaines d'action prioritaires contribuent aux objectifs stratégiques** et aux résultats de l'Organisation convenus, dont ils sont le pivot. Ils vont:

- a) aider à mobiliser des ressources pour les groupes de résultats prioritaires qui pourraient bénéficier d'un financement supplémentaire en constituant des 'thèmes phares' fournissant un outil de communication et de plaidoyer pour favoriser la mobilisation de ressources extrabudgétaires volontaires et faciliter les partenariats, et compléter ainsi les contributions ordinaires;
- b) favoriser peu à peu un financement groupé et moins restrictif à partir de contributions extrabudgétaires volontaires; et
- c) prendre en compte principalement les questions qui sont des priorités pour les pays en développement, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités et l'ajustement des cadres des politiques;
- d) faciliter le contrôle exercé par les organes directeurs sur l'utilisation de ces ressources extrabudgétaires, conformément aux priorités convenues.

15) Ils ont une durée initiale d'environ quatre ans qui pourra être prolongée, le cas échéant. Ils s'appuieront sur une stratégie et des indicateurs de résultats. Ils seront révisés tous les deux ans, dans le cadre du processus de planification à moyen terme, et pourront être supprimés, modifiés ou complétés en fonction des nouveaux besoins et résultats.

**Encadré 3: Liste indicative initiale des domaines d'action prioritaires**

- **Action en faveur de la sécurité alimentaire mondiale dans le contexte de la crise alimentaire actuelle et du changement climatique:** renforcer la capacité d'adaptation à long terme et contribuer à la sécurité alimentaire mondiale grâce à une action à court, moyen et long termes dans le cadre du cadre global d'action du système des nations unies sur la crise alimentaire mondiale en appuyant une croissance durable de la production vivrière dans les pays en développement, en particulier en ce qui concerne les petits agriculteurs, notamment grâce à l'initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires (besoins immédiats) et à l'appui des programmes nationaux et régionaux pour la sécurité alimentaire.
- **Prévention et réduction des effets négatifs des parasites transfrontières des animaux et des plantes et des incidences sur la sécurité sanitaire** (impacts économiques, sociaux et sanitaires négatifs).
- **Renforcement de la base d'informations en vue d'une gestion durable des forêts:** renforcement des capacités des pays en matière de gestion des forêts et des arbres fondé sur des informations actuelles et fiables.
- **Mise en œuvre du code de conduite pour une pêche responsable** (fishcode – partenariat mondial pour une pêche responsable) afin d'aider à faire en sorte que la pêche et l'aquaculture durable soient partie intégrante des systèmes de production vivrière et de gestion des ressources aux échelles nationale, régionale et mondiale, en particulier grâce au renforcement des capacités.
- **faire face à la pénurie de ressources en terres et en eau:** accroître les capacités d'amélioration de la gouvernance, l'accès aux ressources en terres et en eau et la gestion de celles-ci, y compris les incidences du changement climatique, un accent particulier étant mis sur l'Afrique.
- **Information et statistiques:** renforcement des capacités nationales, régionales et mondiales, d'établissement d'informations et de statistiques fiables afin d'améliorer la prise de décisions nationales et mondiales dans le domaine de l'agriculture et la lutte contre la faim.
- **Établissement de normes et réglementation:** renforcement des capacités nationales et mondiales d'élaboration et de mise en œuvre de réglementations et de normes, une attention particulière étant accordée aux capacités et à la participation des pays en développement (protection des végétaux, sécurité sanitaire des aliments, ressources génétiques).

## Fonctions essentielles

16) Huit fonctions essentielles définissent les moyens d'action et les modalités importantes pour l'obtention de résultats compte tenu des avantages comparatifs de l'Organisation. Chaque fonction essentielle est fondée sur une stratégie qui contribuera à garantir des approches cohérentes, une coopération effective entre les unités de l'Organisation, l'apprentissage mutuel et la recherche de l'excellence.

### **Encadré 4: Les fonctions essentielles de la FAO**

- *Ouvrir des perspectives à long terme et jouer un rôle de chef de file pour le suivi et l'évaluation des tendances de la sécurité alimentaire et de l'agriculture, des pêches et des forêts;*
- *Stimuler la création, la diffusion et l'utilisation d'informations et de connaissances, y compris de statistiques;*
- *Négocier des instruments internationaux, établir des normes et des directives volontaires, appuyer l'élaboration d'instruments juridiques nationaux et promouvoir leur mise en application;*
- *Formuler des options et des avis en matière de politiques et de stratégies;*
- *Fournir un appui technique pour:*
  - *promouvoir les transferts de technologies,*
  - *favoriser le changement, et*
  - *renforcer les capacités, en particulier pour les institutions rurales,*
- *Recourir au plaidoyer et à la communication pour mobiliser la volonté politique et promouvoir une prise de conscience à l'échelle mondiale des mesures requises dans les domaines relevant du mandat de la FAO;*
- *Faire en sorte que les activités techniques et les services d'appui reposent sur des approches intégrées interdisciplinaires et novatrices;*
- *Recourir aux partenariats et aux alliances lorsqu'une action commune est nécessaire.*

## Objectifs fonctionnels

17) Pour assurer l'intégration de tous les aspects du travail de l'Organisation dans un cadre fondé sur les résultats, y compris son administration et ses procédures, deux objectifs fonctionnels ont été définis:

- a) une collaboration efficace avec les États Membres et les parties prenantes (partenariat et communication); et
- b) une administration efficace et efficiente.

18) Des cibles et des indicateurs de résultats seront également mis en place pour ces objectifs, qui aideront l'Organisation à améliorer constamment non seulement la pertinence et l'impact de ses prestations techniques, mais aussi son efficacité et sa contribution à la réalisation des objectifs stratégiques.

## Responsabilités de la Direction

19) Des responsabilités de direction claires, couvrant l'ensemble du cycle de préparation, de mise en œuvre et d'évaluation, seront assignées pour chaque objectif stratégique, résultat de l'Organisation, domaine d'action prioritaire, fonction essentielle et objectif fonctionnel. Les fonctionnaires responsables devront rendre compte des progrès réalisés, non seulement quant aux produits et services fournis, mais aussi quant aux résultats obtenus.

**Les objectifs stratégiques de la FAO et le nouveau Cadre fondé sur les résultats – Matrice d'actions**

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
1.1	7.5	Décision concernant l'application du nouveau Cadre fondé sur les résultats	Conférence	2008	Voir GT III – formation RH)	(Voir GT III – formation RH)
1.2	7.1	Décision concernant la Vision et les Objectifs mondiaux de la FAO	Conférence	2008	0	0
1.3	7.1	Décision de principe concernant les objectifs stratégiques, les objectifs fonctionnels et les fonctions essentielles	Conférence	2008	0	0
1.4	7.1	Adoption de principe du modèle de présentation des Objectifs stratégiques et des résultats de l'Organisation	Conférence 2008	2008	0	0
1.5	7.2	Élaboration des domaines d'action prioritaires avec résumé des objectifs, la liste indicative fournissant une base pour la poursuite de l'élaboration	Conférence 2008	2008-2009	0	0
1.6	7.5	Élaboration du système de suivi fondé sur les résultats	Direction	2009	(Voir Section C - Réforme du progr., budget et suivi fondé sur les résultats; stratégie de mobilisation de ressources)	(Voir Section C - Réforme du progr., budget et suivi fondé sur les résultats; stratégie de mobilisation de ressources)
1.7	7.1	Élaboration et adoption du texte intégral du Cadre stratégique, du Plan à moyen terme et du Programme de travail et budget, établis conformément au nouveau modèle	Comité de la Conférence/ Conseil/ Conférence	2008-2009	idem	idem
1.8	7.5	Premier rapport sur l'efficacité fonctionnelle de l'Organisation, d'après le nouveau système fondé sur les résultats pour l'exercice 2010-11	Conseil/Conférence	2012-13	idem	idem

## B. Réforme de la gouvernance

### Organes directeurs

#### Priorités en matière de gouvernance

- 20) Les organes directeurs de la FAO<sup>3</sup> assument deux fonctions essentielles distinctes:
- examiner la situation de l'alimentation et de l'agriculture et rechercher une plus grande cohérence mondiale et régionale des politiques menées par les gouvernements sur les principales questions relevant de ces domaines, y compris leurs incidences nationales, et élaborer et réviser les instruments internationaux, notamment les traités, conventions et réglementations; et
  - prendre des décisions de politique exécutive et contrôler la FAO en tant qu'Organisation, y compris son programme et son budget.

#### Priorités en matière de gouvernance - Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.1	4.4 et 4.5	<b>Cohérence des politiques et cadres réglementaires à l'échelle mondiale:</b> Examiner systématiquement la situation mondiale afin de déterminer quelles questions nécessitent des initiatives prioritaires pour améliorer la cohérence des politiques, et étudier les cadres réglementaires actuels pour déterminer quels domaines nécessitent une action rapide de la FAO ou d'autres instances.	Conférence Comités techniques Conférences régionales Direction	à partir de 2009	0	0 (priorité du Programme ordinaire)
2.2		S'il y a lieu, prendre en compte les questions générales et instruments relatifs à l'alimentation et à l'agriculture traités dans d'autres instances et adresser des recommandations à ces instances.	Conférence Comités techniques Conférences régionales Direction	à compter de l'exercice biennal 2010-2011	0	0 (priorité du Programme ordinaire)
2.3		Voir également ci-dessous les rôles des divers organes directeurs	Organes directeurs	(voir ci-après pour chaque organe directeur)		
2.4		<b>Gouvernance exécutive:</b> renforcer le rôle des organes directeurs et élargir leur champ d'action (voir ci-après)	Organes directeurs	(voir ci-après pour chaque organe directeur)		

#### Conférence de la FAO, Conseil, Comité du Programme et Comité financier

21) **Conférence de la FAO:** La Conférence demeurera l'organe de décision suprême de l'Organisation et déterminera la politique et la stratégie générales. Une attention accrue sera accordée à ses fonctions particulières, afin de réduire les doublons avec les discussions du Conseil. Une série de mesures ont été convenues afin que la Conférence soit davantage orientée vers l'action et mieux ciblée et qu'elle mobilise la participation de ministres et de hauts fonctionnaires. La Conférence:

- sera l'enceinte suprême où seront examinés les questions mondiales liées à l'alimentation et à l'agriculture et les instruments réglementaires nécessaires, normalement sur la base de recommandations formulées, après débat, par les Comités techniques et les Conférences régionales;

<sup>3</sup> Considérés aux fins du Plan d'action immédiate comme incluant: la Conférence, le Conseil, le Comité financier, le Comité du Programme, le Comité des questions constitutionnelles et juridiques, les Conférences régionales et les Comités techniques du Conseil.

- b) statuera en dernier ressort sur les objectifs, la stratégie et le budget de l'Organisation après avoir pris connaissance des recommandations du Conseil (voir ci-après le processus d'élaboration du programme et du budget).

**La Conférence - Matrice d'actions**

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/ fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.5	4.7 a)	Chaque session de la Conférence aura normalement un thème principal, convenu par la Conférence, en général sur recommandation du Conseil	Conférence/ Conseil	à partir de 2009	0	0
2.6	4.7 a)	La Conférence accordera une plus grande attention aux questions de politique mondiale et aux cadres internationaux (traités, conventions et règlements), normalement en agissant sur recommandation des Comités techniques et des Conférences régionales et, s'il y a lieu, du Conseil (les parties pertinentes des rapports des Comités techniques et Conférences régionales lui seront directement communiquées)	Conférence	à partir de 2009	0	(voir 2.12)
2.7	4.7 c) et 7.3	La Conférence se réunira en juin de la deuxième année de l'exercice biennal	Conférence	à partir de 2011	0	0
2.8	4.7 c)	La Conférence approuvera les priorités, la stratégie et le budget de l'Organisation après avoir examiné les recommandations du Conseil (voir ci-après la procédure du programme et du budget)	Conférence	à partir de 2009	0	0
2.9	4.15 c)	Le rapport de la Conférence se concentrera sur les conclusions et décisions qui pourront être élaborées au sein de comités de rédaction ou par les « Amis du Président », selon qu'il conviendra. Le compte rendu fera état des interventions et sera publié dans toutes les langues de la FAO	Conférence	à partir de 2009	0	(voir 2.12)
2.10	4.7 a)	Les réunions plénières formelles seront mieux ciblées sur des questions capitales pour les membres	Conférence	à partir de 2009	0	0
2.11		Des événements parallèles serviront de forum pour des échanges informels sur des questions de développement		à partir de 2009	0	0

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/ fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.12	4.15	Les pratiques seront modifiées, notamment les méthodes de travail et les lignes de compte rendu, selon les modalités précisées ci-après pour chaque organe	Conférence	à partir de 2008	0	0,4
2.13	4.15	Les Textes fondamentaux seront modifiés pour les fonctions, les lignes de compte rendu, le rôle dans la formulation de recommandations à l'intention de la Conférence, etc., comme indiqué dans la Matrice d'actions	Conférence	2009	0	0

22) **Le Conseil de la FAO:** le rôle de gouvernance exécutive du Conseil sera renforcé. Il s'attachera à prendre des décisions claires. Il se réunira de manière plus souple et la durée des sessions sera adaptée à l'ordre du jour. Il jouera un rôle plus actif dans l'élaboration du programme et du budget en prenant l'avis du Comité du Programme et du Comité financier et élargira ses fonctions de surveillance et de contrôle, en particulier en ce qui concerne la mobilisation et l'utilisation des ressources extrabudgétaires et la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines.

#### Le Conseil – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/ fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
	4.8	Le Conseil exercera les fonctions suivantes, qui seront précisées, le cas échéant, dans les Textes fondamentaux:	Conférence	Décision: 2008 Mise en œuvre: à partir de 2009	0	0
2.14		i) assumer le rôle central de décision et de conseil concernant: <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'établissement du plan de travail et des indicateurs de performance du Conseil proprement dit et des autres organes directeurs;</li> <li>• le suivi et l'établissement de rapports sur leurs résultats par rapport à ces indicateurs;</li> <li>• la stratégie, les priorités et le budget de l'Organisation;</li> <li>• le programme de travail global;</li> <li>• les changements organisationnels majeurs ne nécessitant pas de modifications des Textes fondamentaux par la Conférence;</li> <li>• l'ordre du jour de la Conférence recommandé à la Conférence;</li> </ul>				
2.15		ii) surveiller la mise en œuvre des décisions de gouvernance;				

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/ fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.16		iii)exercer une fonction de contrôle pour s'assurer que: <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'action de l'Organisation s'inscrit dans le cadre juridique et financier qui est le sien;</li> <li>• il y a une vérification transparente, indépendante et professionnelle et un contrôle de l'éthique;</li> <li>• les résultats de l'Organisation par rapport aux produits et effets attendus de ses activités sont évalués de manière transparente et indépendante;</li> <li>• des mécanismes efficaces de budgétisation et de gestion fondés sur les résultats sont en place;</li> <li>• les politiques et systèmes de gestion des ressources humaines, des systèmes d'information et de communication, des achats et des passations des marchés, etc., sont opérants et adaptés à leur objet;</li> <li>• les ressources extrabudgétaires concourent efficacement à la réalisation des objectifs prioritaires de l'Organisation; et</li> </ul>				
2.17		iv)contrôlera les résultats obtenus par la direction sur la base d'objectifs de performance préétablis.				
2.18		Le Conseil soumettra à la Conférence une recommandation claire concernant la résolution portant sur le programme et le budget, précisant notamment le montant du budget.	Conseil	à partir de 2009	0	0
2.19	4.8	Le Conseil se réunira de manière plus souple et pour des sessions dont la durée sera adaptée à l'ordre du jour (normalement, un minimum de 5 sessions par exercice biennal); voir Section C - graphique 1 - Cycle de planification et d'examen du Programme et du budget.	Conseil	à partir de 2010	0	1,4
2.20		i) il y aura: une brève réunion (de deux jours au minimum) après chaque session du Comité du Programme et du Comité financier				
2.21		ii) Le Conseil se réunira pour préparer la Conférence au moins deux mois avant sa tenue, afin que ses recommandations puissent être prises en compte, y compris celle relative à l'ordre du jour définitif de la Conférence soumise à la Conférence pour approbation finale.				

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/ fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.22		Le rapport du Conseil consistera en conclusions, décisions et recommandations (le compte rendu fera un exposé détaillé et sera publié dans toutes les langues)	Conseil	à partir de 2009	0	1,7
2.23	4.8	Le Conseil ne sera plus saisi de problèmes en rapport avec les politiques et les cadres réglementaires mondiaux, à moins que l'urgence ne l'impose (ces questions seront traitées par les Comités techniques et la Conférence)	Conférence	à partir de 2009	0	0
2.24	4.15	Des changements de pratiques, notamment pour les méthodes de travail et les lignes de compte rendu, seront adoptés pour le Conseil (voir plus bas pour les autres organes)	Conférence/ Conseil	à partir de 2009	0	0
2.25	4.15	Modifiera les dispositions des Textes fondamentaux relatives aux fonctions, lignes de compte rendu, etc.	Conférence	2009	0	0

### Président indépendant du Conseil

23) **Le Président indépendant du Conseil** jouera un rôle de facilitation active de façon que le Conseil soit en mesure de mieux s'acquitter de ses tâches en matière de gouvernance et de contrôle. Ces fonctions du Président indépendant du Conseil seront spécifiées dans les Textes fondamentaux et comporteront des consultations actives avec les groupes régionaux pour la préparation des sessions du Conseil.

### Président indépendant du Conseil – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/ fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.26	4.10a	Réviser les Textes fondamentaux de manière à spécifier clairement le rôle de facilitation proactive qui revient au Président indépendant du Conseil dans la gouvernance de la FAO, en éliminant tout risque de conflit avec le rôle de direction du Directeur général; outre la présidence des réunions du Conseil, le Président indépendant assumera les fonctions suivantes:	Comité de la Conférence/ CQCJ/ Conférence	2009	0	0
2.27		a) jouer le rôle d'honnête courtier de façon à faciliter l'émergence d'un consensus entre les Membres sur des questions controversées;				
2.28		b) assurer la liaison avec les Présidents du Comité du Programme, du Comité financier et du CQCJ en ce qui concerne leurs programmes de travail respectifs et, le cas échéant, avec les Présidents des comités techniques et des Conférences				

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/ fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.29		régionales; à ce titre, assister aux sessions du Comité du Programme, du Comité financier et des Conférences régionales;				
2.30		c) quand et s'il le considère utile, le Président indépendant du Conseil peut convoquer des réunions consultatives avec des représentants des groupes régionaux sur des questions de nature administrative et organisationnelle en vue de la préparation et de la conduite d'une session;				
2.31		d) assurer la liaison avec la Direction générale de la FAO à propos des préoccupations des membres exprimées lors des sessions du Conseil, du Comité du Programme, du Comité financier et des Conférences régionales;				
2.32		e) veiller à ce que le Conseil soit tenu au courant des débats d'autres instances intéressant la FAO et à ce que le dialogue se poursuive avec d'autres organes directeurs, selon qu'il convient, et en particulier avec les organes directeurs des organismes s'occupant d'alimentation et d'agriculture ayant leur siège à Rome;				
2.33		f) être l'instigateur de l'amélioration continue de l'efficacité et de l'efficacité de la gouvernance de la FAO et du sentiment d'appartenance de ses membres.				
2.34		g) les Textes fondamentaux stipuleront également:				
		i) les qualifications (compétences) souhaitables du Président indépendant, qui seront énoncées par le Comité de la Conférence avec l'avis du CQCJ et décidées par la Conférence en 2009;				
		ii) que le Président indépendant est tenu d'être présent à Rome pour toutes les sessions du Conseil et devrait normalement passer de six à huit mois par an à Rome.				

24) Le **Comité du Programme** et le **Comité financier** renforceront leur fonction consultative auprès du Conseil et deviendront plus transparents. Ces deux Comités et le Conseil assumeront une responsabilité accrue pour l'établissement des ordres du jour. Ils se réuniront de manière plus souple lors de sessions de durée variable et davantage en sessions conjointes selon l'ordre du jour et conformément au cycle de planification et d'examen du Programme et du budget (voir Section C - graphique 1). Ils seront invités à formuler des recommandations claires et à accorder une plus grande attention aux politiques, stratégies et priorités, afin d'améliorer le contrôle et de donner des orientations plus dynamiques au Conseil.

<b>Comité du Programme et Comité financier – Matrice d’actions</b>
--

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d’USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l’EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.35	4.9 et 4.17	<b>La clarification des fonctions et méthodes de travail</b> aura lieu immédiatement et sera suivie de modifications aux Textes fondamentaux, comme suit:	Conférence	à partir de 2009	0	0
2.36		i) Les fonctions du Comité du Programme concerneront essentiellement les priorités du programme, la stratégie, le budget et l’évaluation et comporteront aussi: l’examen des activités de terrain et des travaux décentralisés; les priorités de l’Organisation en matière de réglementation et de cohérence des politiques mondiales; et les partenariats et la coordination avec d’autres organisations en matière de travail technique;				
2.37		ii) Le Comité financier sera saisi des questions financières et de tous les aspects de l’administration, des services et de la gestion des ressources humaines et notamment des politiques et budgets pour ces domaines de travail – devenant un comité des finances et de l’administration;				
2.38		ii) Les Comités se réuniront de façon plus souple et pour des durées variables en fonction de l’ordre du jour et conformément au cycle de planification et d’examen du programme et du budget (voir graphique 1) – (normalement 4 sessions au minimum par exercice biennal);				
2.39		v) Les deux comités tiendront davantage de réunions conjointes; le débat aura lieu lors de sessions conjointes et dès que leurs discussions se recouperont ou que leurs contributions sembleront fortement complémentaires;				
2.40		v) Les Comités seront tenus de formuler des recommandations claires et d’accorder davantage d’attention aux politiques, stratégies et priorités, afin de fournir un meilleur contrôle et une orientation plus dynamique au Conseil;				
2.41		vi) Le Comité financier établira et adoptera des critères concernant la documentation du PAM dont il devra être saisi.				
2.42	4.15	Modifier les pratiques, y compris les méthodes de travail (voir ci-après)	Conférence/ Conseil	2009	0	0
2.43	4.15	Modifier les dispositions des Textes fondamentaux relatives aux fonctions des comités	Conférence	2009-2011	0	0

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.44	4.9 et 4.17	<b>Membres, présidents et observateurs du Comité du Programme et du Comité financier:</b> - Des modifications seront apportées aux Textes fondamentaux, notamment concernant l'élection des membres de ces Comités. Les membres sont des pays, et non des personnes, mais les pays sont censés proposer des représentants disposant des qualifications techniques nécessaires, et:	Conférence/ Conseil	à partir de 2009	0	0,1
2.45		i) les présidents seront élus par le Conseil sur la base de leurs qualifications personnelles; ils n'occuperont pas de sièges de leurs groupes électoraux, ni ne représenteront une région ou un pays (en cas de vacance de la présidence, le titulaire sera remplacé par un vice-président du Comité élu par le Comité, jusqu'à ce que le Conseil puisse élire un remplaçant);				
2.46		ii) le nombre de membres des Comités sera porté, <u>outre le Président</u> , à douze représentants, dont deux au maximum pour chacune des régions suivantes: Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, Proche-Orient et Europe et un représentant pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest pour chaque Comité désignés par la région et confirmés par le Conseil (les pays peuvent remplacer leurs membres pour des réunions ou pendant leur mandat pour éviter qu'un siège ne reste vide pendant une réunion);				
2.47		ii) les Comités, y compris leurs réunions conjointes, admettront des observateurs sans droit de parole.			0	0

### Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.48		Des modifications seront apportées aux Textes fondamentaux, notamment concernant l'élection des membres du Comité. Les membres sont des pays et non des personnes, mais les pays sont censés proposer des représentants disposant des qualifications juridiques nécessaires;	Conférence/ Conseil	à partir de 2009	0	0
2.49		Le président sera élu parmi les membres du CQCJ par le Conseil sur la base de ses qualifications personnelles (en cas de vacance de la présidence, le titulaire sera remplacé par un vice-président du Comité élu par le Comité, jusqu'à le Conseil puisse élire un remplaçant);			0	0

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/ fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.50		Le Comité comptera sept membres, chaque région ayant droit à un membre désigné par la région et confirmé par le Conseil (les pays peuvent remplacer leurs membres pour des réunions ou pendant leur mandat pour éviter qu'un siège ne reste vide pendant une réunion).			0	0
2.51		Le CQCJ admettra des observateurs sans droit de parole à ses réunions	Conseil	à partir de 2009	0	0

### Conférences régionales

25) Les **Conférences régionales** auront un rôle important à jouer dans la gouvernance s'agissant de la cohérence des politiques de développement dans leur région; des débats sur les priorités mondiales intéressant lesdites régions, de la fourniture d'avis au Conseil et à la Conférence au sujet des priorités de la FAO et des débats sur des questions telles que les échanges et les investissements à l'échelle régionale. Ce rôle pourra varier selon les régions. Les Conférences régionales deviendront partie intégrante de la structure de gouvernance, enrichissant par leur apport les travaux de la Conférence et du Conseil.

### Conférences régionales – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/ fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.52	4.13	Les lignes de compte rendu, fonctions et méthodes de travail seront modifiées immédiatement de manière informelle, avant que les changements correspondants ne soient introduits dans les Textes fondamentaux, y compris le statut des Conférences régionales, qui auront désormais le statut de comités de la Conférence de la FAO:	Conférence	à partir de 2008	0	0,4 <sup>4</sup>
2.53		a) Les Conférences régionales auront notamment pour fonctions: i) d'approfondir les questions relatives à la cohérence des politiques régionales; d'étudier les questions de politique mondiale et de réglementation sous un angle régional – et de faire rapport à ce sujet à la Conférence de la FAO ii) de donner des avis sur le programme de la FAO dans la région et sur le programme général de la FAO, dans la mesure où il concerne la région, en présentant son rapport au Conseil par l'intermédiaire du Comité du Programme et du Comité financier.			0	0

<sup>4</sup> Début 2010.

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/ fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.54		b) Méthodes de travail – Les Conférences régionales: i) seront convoquées en règle générale une fois pendant chaque exercice, sur décision des membres de la FAO de la région qui seront pleinement consultés sur le programme, les modalités, les dates, la durée et les besoins de la Conférence ii) nommeront un rapporteur iii) le Président et le rapporteur resteront en fonctions entre les sessions et le président ou, s'il n'est pas disponible, le rapporteur soumettra le rapport de la Conférence régionale au Conseil et à la Conférence de la FAO (après examen par le Comité du Programme et le Comité financier, le cas échéant), conformément au nouveau cycle de contrôle et de prise de décision de la part des organes directeurs pour le processus d'établissement du programme et budget iv) tiendront, dans la mesure possible, leur session en tandem avec d'autres organes régionaux intergouvernementaux s'occupant d'agriculture v) les documents des Conférences régionales seront ciblés et comporteront des recommandations d'actions précises.			0	0
2.55		Modifier les dispositions des Textes fondamentaux relatives aux fonctions, lignes de compte rendu, etc.	Conférence	2009	0	0

### Comités techniques et réunions ministérielles

26) **Comités techniques:** Les Comités techniques occupent une place essentielle dans les travaux de la FAO. L'ensemble des membres de l'Organisation y sont représentés et ils assument des rôles distincts: premièrement, renforcer les échanges mondiaux d'informations, la cohérence des politiques et les instruments, dans leur domaine de compétence; deuxièmement, formuler des propositions à l'intention des organes directeurs sur la stratégie et le programme de l'Organisation. Les Comités techniques, du fait que l'ensemble des membres y sont représentés, traitent des questions de portée mondiale aussi bien que du programme de la FAO et feront rapport directement à la Conférence de la FAO pour les questions mondiales et au Conseil pour les priorités de programme et résultats de la FAO.

## Comités techniques – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/ fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.56	4.11	Les Comités feront rapport au Conseil sur le budget de la FAO et les priorités et stratégies pour les programmes et directement à la Conférence de la FAO sur les politiques et la réglementation mondiales, devant ainsi des Comités de la Conférence; et	Conférence	à partir de 2009	0	0
2.57		a) Les présidents resteront en fonctions entre les sessions et feront rapport au Conseil et à la Conférence;				
2.58		b) Méthodes de travail–les Comités techniques:				
2.59		i) feront preuve d'une plus grande souplesse dans la durée comme dans la fréquence de leurs sessions, selon les besoins et siègeront normalement une fois par exercice biennal. Ils traiteront des questions prioritaires émergentes et pourront être convoquées spécialement à cette fin;				
2.60		ii) le Président facilitera la pleine consultation des Membres sur l'ordre du jour, les modalités de travail et la durée des réunions.				
		iii) Un usage accru sera fait des sessions et événements parallèles, en veillant à ce que les pays ayant une délégation restreinte puissent y participer (les ONG et le secteur privé, ainsi que des représentants des pays en développement, participeront aux sessions informelles);				
2.61		iv) L'ordre du jour de la session du Comité de l'agriculture inclura expressément l'élevage, auquel un point sera consacré, et lui accordera le temps nécessaire;				
2.62		v) Le Comité des produits renforcera ses relations avec la CNUCED, l'OMC et le Fonds commun pour les produits de base;				
2.63		vi) Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale dynamisera son rôle dans le suivi et l'exécution des engagements pris lors du Sommet mondial de l'alimentation et dans l'examen de l'État de l'insécurité alimentaire dans le monde.				

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/ fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.64		Modifier les pratiques, notamment les méthodes de travail et les lignes de compte rendu.	Conférence	2009	0	0
2.65		Modifier les dispositions des Textes fondamentaux relatives aux fonctions, lignes de compte rendu, etc.	Conférence	à partir de 2009	0	0

27) **Des réunions ministérielles** pourront être convoquées par la Conférence ou le Conseil lorsque les questions élaborées sur le plan technique, habituellement au sein des Comités techniques, nécessiteront une approbation politique ou une plus grande visibilité. Leurs rapports seront en règle générale examinés directement par la Conférence de la FAO, les questions relatives au Programme de la FAO étant soumises au Conseil pour avis.

#### Réunions ministérielles – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.66	4.12	Modifier les Textes fondamentaux pour préciser que la Conférence ou le Conseil peuvent convoquer une réunion ministérielle lorsque les questions approfondies sur le plan technique nécessiteront une approbation politique ou une plus grande visibilité.	Conférence/ Conseil	2009	0	0,1
2.67		Les rapports des réunions ministérielles seront normalement examinés directement par la Conférence.	Conférence	à partir de 2009	0	0

#### Organes statutaires, conventions, etc.

28) Les organes statutaires et les Conventions seront renforcés, jouiront d'une plus grande autorité administrative et financière dans le cadre de la FAO et seront davantage autofinancés par leurs membres. Ils auront directement accès aux Comités techniques de la FAO appropriés. Ils seront responsables devant le Conseil et la Conférence de la FAO de l'utilisation de la partie de leur financement assurée par les contributions mises en recouvrement par la FAO auprès de ses Membres.

#### Organes statutaires, conventions, traités, Codex, etc. – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.68	4.11 g)	Les conférences des parties à des traités, conventions et accords, tels que le Codex et la CIPV (incorporés au titre des statuts de la FAO), pourront porter des	Conférence/ Conseil	à partir de 2009	0	0

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
		questions à l'attention du Conseil et de la Conférence par l'intermédiaire du Comité technique compétent (modification des Textes fondamentaux).				
2.69	4.6	Entreprendre une étude en vue d'apporter les modifications nécessaires pour permettre aux organes statutaires qui le souhaitent d'exercer une autorité financière et administrative et de mobiliser des financements supplémentaires auprès de leurs membres, tout en demeurant dans le cadre de la FAO et en continuant à lui adresser des rapports.	Direction/ Conseil/ Conférence	2009-2010	0,3 <sup>5</sup>	0

### Autres mesures destinées à améliorer la gouvernance de la FAO

29) Diverses mesures d'appui sont envisagées pour renforcer la gouvernance de la FAO, notamment pour assurer l'indépendance, la transparence et l'efficacité des organes directeurs, ainsi que le dialogue avec la direction générale.

#### Autres mesures destinées à améliorer la gouvernance de la FAO – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.70	4.4 a)	Le Conseil, le Comité du Programme et le Comité financier, le CQCJ, les Conférences régionales et les Comités techniques devront chacun:	Conseil	à partir de 2009	0	0,2
2.71		a) préparer une fois par exercice biennal un programme de travail sur plusieurs années (quatre années au moins), qui sera examiné par le Conseil et/ou par la Conférence (conformément à leurs lignes de compte rendu respectives)				
2.72		b) établir un rapport sur les progrès accomplis par rapport au programme de travail tous les deux ans, pour examen également par le Conseil et/ou par la Conférence				
2.73		L'expression « organes directeurs » sera définie, de préférence dans les Textes fondamentaux	Conférence	2009		

<sup>5</sup> En 2010.

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.74	4.1 c)	La Conférence évaluera l'introduction des réformes concernant la gouvernance, notamment le rôle et le fonctionnement des Conférences régionales, avec un examen indépendant à l'appui de ce processus.	Conférence/ Conseil	Biennal avec achèvement prévu au plus tard en 2015	0,8	0
2.75	8.6 b)	Afin de garantir la transparence et la bonne communication, le Directeur général fera rapport au Conseil et à la Réunion conjointe du Comité du Programme et du Comité financier, et dialoguera avec eux, en ce qui concerne: <ul style="list-style-type: none"> <li>• les priorités du Cadre stratégique et du Plan à moyen terme</li> <li>• les objectifs prioritaires fixés par la direction générale pour un progrès immédiat</li> <li>• les résultats obtenus, sur une base annuelle et biennale</li> </ul>	Conseil	à partir de 2009	0	0
2.76		Coût de la révision des Textes fondamentaux pour tous les Organes directeurs: travaux à effectuer par le Bureau juridique et par le CQCJ pour la révision des Textes fondamentaux.	Direction	2009	0,2	0

### Évaluation, vérification et apprentissage organisationnel

30) **Évaluation:** Les fonctions d'apprentissage et de responsabilisation d'une évaluation forte sont indispensables tant pour les organes directeurs que pour la direction générale et la conduite de l'évaluation doit répondre aux besoins de ces deux instances, tout en restant indépendante sur le plan opérationnel. L'évaluation à la FAO est déjà de qualité relativement élevée et offre une solide base de départ. La transparence de l'évaluation est importante, tout comme la clarté des arrangements institutionnels. Les politiques, stratégies et arrangements institutionnels de l'Organisation en matière d'évaluation seront intégrés dans une « Charte » qui sera soumise au Conseil pour approbation.

#### Évaluation - Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.77	7.10 a)	<b>Création d'un bureau distinct et indépendant sur le plan opérationnel chargé de l'évaluation</b> , intégré à la structure du Secrétariat de la FAO et faisant rapport au Directeur général et au Conseil par l'intermédiaire du Comité du Programme.	Direction/ Conseil	Janv. 2009	0	0

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.78	7.11	<p><b>Budget d'évaluation:</b> Le budget alloué à l'évaluation sera porté à 0,8-1% du budget total du Programme ordinaire (sur deux exercices biennaux) et, une fois arrêté par les organes directeurs dans le cadre du processus d'approbation du PTB, sera alloué dans sa totalité au Bureau chargé de l'évaluation.</p> <p><u>Tous les donateurs de fonds extrabudgétaires</u> respecteront la décision du Conseil d'allouer à l'évaluation au moins 1% de tous les fonds extrabudgétaires.</p>	Conférence	2010-2013	0	4,5
2.79	7.10 d)	<p><b>Effectifs d'évaluation:</b></p> <p>a) Recrutement du Directeur de l'évaluation au niveau D2. Un groupe composé de représentants du Directeur général et des organes directeurs ainsi que de spécialistes de l'Évaluation dans d'autres institutions des Nations Unies examinera le mandat et les qualifications exigées pour ce poste, puis participera à un groupe de présélection et de sélection d'un candidat approprié. Le Directeur de l'évaluation aura un mandat de durée déterminée (quatre ans), pouvant être reconduit une seule fois, sans possibilité de nomination à un autre poste au sein de la FAO ou de contrat de consultant avant un délai d'un an;</p>	Direction/ Comité du Programme	2009	0	0 La différence entre les niveaux D1 et D2 sera couverte par l'augmentation des crédits budgétaires précisée plus haut
2.80		<p>b) Toutes les nominations de fonctionnaires et de consultants chargés de l'évaluation suivront des procédures transparentes et professionnelles, le premier critère étant celui de la compétence technique, mais en tenant compte de l'équilibre régional et entre les sexes. Le Directeur de l'évaluation sera responsable au premier chef de la nomination du personnel chargé de l'évaluation et sera responsable du recrutement de consultants. conformément aux procédures de la FAO.</p>				

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.81	7.10 b)	<b>Contrôle de la qualité et renforcement permanent de la fonction d'évaluation:</b> a) Renforcement de la procédure existante d'examen indépendant par les pairs des principaux rapports;	Directeur de l'évaluation	2009 premier examen par les pairs: 2010	0	0 Intégré à l'augmentation du budget d'évaluation précisée ci-dessus
2.82		b) Examen biennal, par un groupe restreint de pairs indépendants, de la conformité du travail avec les normes et pratiques optimales en matière d'évaluation – rapport à la direction et au Conseil, assorti des recommandations du Comité du Programme;				
2.83	7.10 b)	c) Examen indépendant de la fonction d'évaluation tous les six ans – rapport à la direction et au Conseil, assorti des recommandations du Comité du Programme;	Comité du Programme et Direction	2013 première évaluation	0	0 Intégré à l'augmentation du budget d'évaluation précisée ci-dessus
2.84	7.10 c)	<b>Approbation par le Conseil d'une politique globale en matière d'évaluation intégrée dans une « charte », incluant les éléments ci-dessus énoncés;</b> en outre: a) Le Comité d'évaluation interne de la FAO travaillera en interaction avec le Comité du Programme, selon qu'il conviendra;	Conseil	2009	0	0
2.85		b) le plan d'évaluation à horizon mobile continuera d'être approuvé par les organes directeurs après consultation avec le Comité d'évaluation interne;				
2.86		c) les processus de suivi de l'évaluation seront pleinement institutionnalisés et comprendront un système de suivi indépendant et l'établissement de rapports à l'intention du Comité du Programme;				

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.87		d) tous les rapports d'évaluation, réponses de la direction et rapports de suivi continueront d'être des documents publics accessibles à tous les membres de la FAO; en outre, les efforts pour les porter à l'attention de tous les membres des organes directeurs concernés seront intensifiés, grâce à des groupes consultatifs et à des ateliers sur des évaluations individuelles;				
2.88		e) le bureau de l'évaluation jouera un rôle consultatif institutionnalisé auprès de la direction, pour tout ce qui concerne la gestion fondée sur les résultats ainsi que la programmation et la budgétisation, de manière à renforcer la boucle de rétroaction et d'apprentissage;				
2.89		f) l'évaluation sera dûment coordonnée à l'échelle du système des Nations Unies, compte tenu du travail du Corps commun d'inspection, et le bureau d'évaluation de la FAO continuera à travailler en étroite collaboration avec le Groupe des Nations Unies sur l'évaluation (UNEG).				
2.90	7.10 c)	Les dispositions relatives à l'évaluation telles qu'approuvées dans la Charte seront reflétées dans les Textes fondamentaux.	Conseil	2009	0	0

31) **Vérification:** La bonne qualité de la vérification à la FAO doit être maintenue. Les organes directeurs examineront le plan de vérification interne et la direction mettra fin à la participation du Bureau de l'Inspecteur général, en qualité de membre, à tout comité de la FAO ayant un pouvoir de décision afin de limiter tout conflit d'intérêt potentiel. Le Comité de la vérification devrait faire rapport au Conseil par l'intermédiaire du Comité financier et le Conseil devrait pouvoir le consulter, s'il y a lieu.

#### Vérification - Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
2.91	7.9 a)	Conformément à la politique en vigueur, le travail du Bureau de l'Inspecteur général sera étendu à tous les domaines à risque organisationnel élevé et il pourra être fait appel à une expertise extérieure, le cas échéant.	Direction	à partir de 2008	0	0,3

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
	7.9 b)	Le Comité de vérification:	Direction/ Conseil	à partir de 2009	0	0
2.92		a) sera nommé par le Directeur général et entièrement composé de membres externes approuvés par le Conseil sur la recommandation du Directeur général et du Comité financier;				
2.93		b) présentera un rapport annuel au Conseil par l'intermédiaire du Comité financier.				
2.94	7.9 f)	Le Commissaire aux comptes sera chargé de la vérification du Bureau rapproché du Directeur général, en plus des vérifications régulières effectuées par l'Inspecteur général.	Conseil	à partir de 2008	0	0

### Nomination et mandat du Directeur général

32) Le poste de Directeur général sera publié longtemps avant l'élection (comme aujourd'hui, seuls les pays membres pourront proposer des candidatures). Des améliorations seront apportées aux mesures existantes pour que, avant l'élection, les candidats soient tenus de faire une communication formelle devant le Conseil et la Conférence et de répondre à des questions. La durée du mandat sera portée à quatre ans, renouvelable une seule fois pour une nouvelle période de quatre ans.

#### Nomination et mandat du Directeur général - Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	récurrents par exercice biennal
2.95	4.20	Introduire une procédure et modifier les Textes fondamentaux de façon à donner aux Membres de la FAO davantage d'occasions d'évaluer les candidats au poste de Directeur général avant l'élection, notamment:	Conférence	à partir de 2009	0	0,1 une fois tous les deux exercices biennaux
2.96		a) les candidats au poste de Directeur général feront une déclaration à la Conférence avant la tenue des élections. Les Membres auront l'occasion de poser des questions aux candidats (les dépenses des candidats seront couvertes par le budget de la FAO);				

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	récurrents par exercice biennal
2.97		b) les candidats au poste de Directeur général feront une déclaration à une session du Conseil de la FAO 60 jours au moins avant la Conférence durant laquelle l'élection aura lieu. À cette session, aussi bien les membres que les observateurs auprès du Conseil auront l'occasion de poser des questions aux candidats (la réunion avec les candidats aura un but informatif uniquement et aucune recommandation ou conclusion ne sera formulée à l'issue du débat - les dépenses des candidats seront couvertes par le budget de la FAO);				
2.98		c) la présentation par les gouvernements membres de candidats au poste de Directeur général devra avoir lieu 60 jours au moins avant la tenue de la session du Conseil susmentionnée;				
2.99		d) en cas de vacance prévue du poste de Directeur général, l'avis de vacance sera diffusé 12 mois au moins avant la date de clôture des présentations de candidatures, dont les États Membres assument l'entière responsabilité;				
2.100		e) la Conférence de la FAO examinera les qualifications souhaitables pour le poste de Directeur général élaborées par le CoC-EEI en 2009 en vue de leur approbation.	Comité de la Conférence/ Conférence	2009	0	0
2.101	4.20	Modifier les Textes fondamentaux pour ce qui est du mandat du Directeur général pour le porter à quatre ans, avec possibilité de renouvellement une seule fois pour une nouvelle période de quatre ans.	Conférence	2009	0	0

## ***C. Réforme des systèmes, de la programmation et de l'établissement du budget; changement de culture et restructuration organisationnelle***

### ***Réforme de la programmation et de l'établissement du budget et suivi fondé sur les résultats***

33) Afin de mieux arrêter les priorités et d'améliorer l'efficacité, l'impact et le contrôle des travaux de la FAO, des réformes majeures sont proposées pour la programmation et l'établissement du budget, notamment en ce qui concerne le rôle des organes directeurs. Les contributions ordinaires et les ressources extrabudgétaires seront gérées dans un seul et même programme de travail, soumis à une même planification et aux mêmes contrôles, et les bailleurs de fonds extrabudgétaires seront encouragés à réduire la part des affectations spécifiques et à accroître les financements partagés. Les documents du programme et du budget seront établis sur la base d'une structure hiérarchique axée sur les résultats qui fera à ce titre l'objet de contrôles et d'évaluations. Le Conseil proposera le programme de travail, le montant du budget et donnera une estimation des financements extrabudgétaires à la Conférence (les données relatives aux fonds extrabudgétaires seront réparties entre les budgets administratif et du programme correspondant à la nouvelle structure organisationnelle. La date de la Conférence de la FAO sera déplacée en mai-juin de la deuxième année de l'exercice biennal, de manière à prendre plus tôt dans l'année une décision sur le montant final du budget en vue du calcul des contributions mises en recouvrement de la planification rationnelle du programme de travail définitif et de son contrôle par les organes directeurs.

#### **Réforme de la programmation et de l'établissement du budget et suivi fondé sur les résultats – Matrice d'actions**

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
3.1	7.1, 7.2 et 3.19	<b>Mise en place d'une documentation révisée du programme et du budget</b> composée des sections suivantes, qui pourront être présentées dans un seul document de manière à éviter les répétitions et à donner un tableau d'ensemble (première approbation complète: 2009 pour l'exercice 2010-2011): i) <b>Un Cadre stratégique</b> sur 10-15 ans réexaminé tous les quatre ans et comprenant: <ul style="list-style-type: none"> <li>• une analyse des défis auxquels sont confrontés l'alimentation, l'agriculture et le développement rural, y compris les populations qui en dépendent, notamment les consommateurs,</li> <li>• une Vision stratégique,</li> <li>• les Objectifs des États Membres, et les Objectifs stratégiques devant être réalisés avec l'appui des États Membres de la FAO et de la communauté internationale, en intégrant des objectifs indicatifs et indicateurs de résultats (entre 8 et 12);</li> </ul>	Conférence	2009 - en cours - premier exercice complet 2010-2011	0,2	0,8
3.2						
3.3						

Actions		Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI			Action	Investissement
3.4		<p>ii) <b>Un Plan à moyen terme</b> quadriennal réexaminé à chaque exercice biennal et comprenant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les Objectifs stratégiques devant être réalisés avec l'appui des États Membres de la FAO et de la communauté internationale, conformément au Cadre stratégique,</li> <li>• un Cadre des résultats de l'Organisation (produits), regroupant 80 résultats au maximum, y compris les fonctions essentielles contribuant à la réalisation des Objectifs stratégiques par les États Membres et la communauté internationale. Chaque résultat de l'Organisation sera associé à des cibles de réalisation spécifiques ainsi qu'à des indicateurs de vérification, indiquera la contribution de la FAO et son budget, financé par les contributions ordinaires et les ressources extrabudgétaires estimées, sera précisé (les cibles pourront être fonction du niveau des ressources extrabudgétaires); la question de la parité hommes-femmes sera pleinement intégrée dans le Cadre stratégique et le Plan à moyen terme et ne fera plus l'objet d'un Plan d'action distinct;</li> <li>• les domaines d'action prioritaires, qui regroupent des résultats et concentrent des ressources sur des objectifs de communication en vue de mobiliser des financements extrabudgétaires dans des domaines à fort impact et d'en améliorer le contrôle;</li> <li>• les fonctions essentielles de la FAO;</li> </ul> <p>iii) les objectifs fonctionnels, de sorte que les processus organisationnels et l'administration tendent vers des améliorations dans un cadre fondé sur les résultats;</p> <p>iv) <b>Un Programme de travail et budget</b>, le budget étant divisé en budget administratif et budget de programme s'insérant dans un cadre fondé sur les résultats et présentant pour chaque exercice biennal:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le Cadre des résultats de l'Organisation (produits) tel qu'on le trouve dans le Plan à moyen terme, y compris la responsabilité organisationnelle pour chaque résultat;</li> <li>• la quantification des coûts pour tous les résultats de l'Organisation et toutes les obligations;</li> <li>• un calcul des augmentations de coûts et des gains d'efficacité prévus;</li> </ul>			

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
		<ul style="list-style-type: none"> <li>les crédits destinés à couvrir les obligations de dépense à long terme et les obligations sous-financées et à alimenter les fonds de réserve;</li> <li>un projet de résolution sur le programme et le budget.]</li> </ul>				
3.5		v) Le Sommaire du Programme de travail et budget sera supprimé en raison de l'interaction permanente des organes directeurs dans le processus d'élaboration du Programme.				
3.6	7.5	<b>Instauration d'un nouveau système de contrôle de gestion fondé sur les résultats et d'établissement de rapports sur l'exécution des activités:</b> chaque rapport couvrira l'exercice biennal précédent et rendra compte des réalisations, des cibles et indicateurs associés aux résultats et des indicateurs d'efficacité associés aux objectifs fonctionnels. Ce rapport remplacera l'actuel Rapport sur l'exécution du Programme.	Conseil	Premier rapport 2012, puis tous les deux ans	0,4	0
3.7	7.3	<b>Instauration d'un nouveau cycle de préparation et de nouveaux processus décisionnels pour les organes directeurs (voir plus loin le schéma 1 pour le séquençage).</b> La date de la Conférence de la FAO sera déplacée au mois de juin, à compter de 2011, ce qui décalera d'autant les dates des autres sessions (Le Conseil se réunira en septembre 2009 pour préparer la Conférence, conformément au nouveau cycle). Le cycle complet suivant sera instauré <b>à partir de 2010</b> (voir B – Réforme de la gouvernance, pour les crédits budgétaires alloués aux réunions):	Conférence	Décision 2009. Premier cycle complet 2010-2011, puis continu pendant les exercices suivants	0	0
3.8		i) <u>Première année de l'exercice biennal</u> (avec au moins deux sessions du Conseil): <ul style="list-style-type: none"> <li>les Comités techniques, en fonction de leurs mandats, examineront les points suivants et formuleront des recommandations:               <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ priorités et résultats prévus du Plan à moyen terme, notamment en matière de gouvernance mondiale; et ajustements proposés pour l'exercice biennal suivant;</li> </ul> </li> </ul>				

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les Conférences régionales, pour leur région, examineront les points suivants et formuleront des recommandations à ce sujet:               <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ résultats effectifs de la FAO en matière de contribution aux résultats au regard des indicateurs de performance, y compris toute évaluation pertinente,</li> <li>◆ priorités et résultats prévus du Plan à moyen terme, et ajustements proposés pour l'exercice biennal suivant,</li> <li>◆ questions générales pour la région devant être examinées à l'échelle mondiale ou faire l'objet d'une action supplémentaire à l'échelle régionale;</li> </ul> </li> <li>• Le Conseil et le Comité du Programme, le Comité financier, en fonction de leurs mandats, examineront les points suivants et prendront des décisions à leur égard:               <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ rapport sur l'exécution des activités de l'exercice précédent, en se référant notamment aux indicateurs de performance;</li> <li>◆ principales évaluations;</li> <li>◆ exécution du budget et du programme (au deuxième semestre);</li> <li>◆ toute modification à apporter au Programme de travail et budget convenu;</li> <li>◆ approbation anticipée des virements demandés entre chapitres.</li> </ul> </li> </ul>				
3.9		<p>ii) <u>Deuxième année de l'exercice biennal</u> (avec au moins deux et probablement trois sessions du Conseil):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Pendant toute l'année</u>, le Comité du Programme, le Comité financier et le Conseil examineront tout ajustement à apporter au Programme de travail et budget convenu, prendront des décisions à ce sujet et approuveront à l'avance toute réaffectation demandée entre chapitres;</li> <li>• Janvier - mars: le Comité du Programme, le Comité financier et le Conseil examineront le Plan à moyen terme et le PTB proposés puis, tous les deux exercices biennaux, le Cadre stratégique;</li> <li>• Janvier – mars: une réunion informelle de membres intéressés et d'autres éventuels partenaires et sources de financement extrabudgétaire se tiendra - en dehors du</li> </ul>				-

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
		cycle de réunions des organes directeurs - en vue d'échanges des informations sur les fonds extrabudgétaires requis, en particulier en rapport avec les Domaines d'action prioritaires;				
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mars/avril: le Conseil fera des recommandations explicites à la Conférence sur le Cadre de résultats et les aspects budgétaires, notamment sur le montant du budget,</li> <li>• Juin: la Conférence approuvera le Cadre de résultats et les aspects budgétaires, notamment le montant du budget, et</li> <li>• Septembre – novembre: le Comité du Programme, le Comité financier et le Conseil examineront si nécessaire et approuveront toute modification du Cadre de résultats et des crédits budgétaires après la décision de la Conférence sur le montant du budget.</li> </ul>				
3.10	7.3	Apporter les modifications nécessaires aux Textes fondamentaux pour le cycle du Programme de travail et budget et notamment au calendrier des sessions des organes directeurs	Conférence	2009	0	0
3.11	8.17	Outre le compte de capital et le PCT, introduire des dispositions permettant de reporter d'un exercice à l'autre jusqu'à cinq pour cent du budget statutaire, de manière à lisser les recettes et dépenses et à réduire ainsi la part des transactions dispendieuses et inefficaces.	Conférence	2009	0	0

**Calendrier relatif à l'apport et à la supervision des organes directeurs  
dans le cadre des systèmes réformés de programmation, de budgétisation et de suivi fondé sur les résultats**

Processus	ANNÉE 1				ANNÉE 2				
	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre	
Examen des performances en matière de mise en oeuvre Cadre stratégique (Un exercice sur deux)	CR	CP/CF CL	CT	CP/CF CL	EB CP/CF CL	CONF		CP/CF CL	
	Apport relatif aux priorités				Examen/Approb.				
PMT-PTB (Prochain exercice)	Apport relatif aux priorités				Examen/Approb.				
Examen de la mise en oeuvre et ajustement (exercice en cours)									
					Ajustement				
Résultats (Exercice précédent)									
Impact									
<b>PLANIFICATION</b>									
<b>SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE</b>									
<b>ÉVALUATION</b>									
Légende: CR: Conférence régionale					CT: Comités techniques du Conseil		CF: Comité financier		CONF: Conférence
					PMT: Plan à moyen terme		EB: Extrabudgétaire		
					CP: Comité du Programme		CL: Conseil		
					PTB: Programme de travail et budget				

### Stratégie de mobilisation et de gestion des ressources

34) Les contributions mises en recouvrement seront complétées par des ressources extrabudgétaires dans le cadre d'une stratégie intégrée de mobilisation et de gestion des ressources, à l'appui des priorités convenues dans les objectifs stratégiques. Cette stratégie permettra un meilleur contrôle des organes directeurs et un ciblage et des impacts accrus et tiendra compte du fait que le recouvrement des contributions n'est pas entièrement prévisible (voir aussi le paragraphe 15). Elle contribuera à une visibilité accrue des ressources extrabudgétaires en s'appuyant davantage sur un financement commun et de programme plus important (par opposition au financement de projet) et réduira les coûts administratifs. Les principaux éléments de la stratégie seront les suivants:

- a) les domaines sélectionnés par les organes directeurs en tant que partie intégrante du processus du Plan à moyen terme doivent constituer un pôle pour les ressources extrabudgétaires:
  - Domaines d'action prioritaires
  - Priorités de développement des pays, telles que définies dans les cadres nationaux sur les priorités à moyen terme
  - Programmes régionaux et sous-régionaux
- b) une série de mesures de nature à améliorer la gestion des contributions mises en recouvrement.<sup>1</sup>

#### Stratégie de mobilisation et de gestion des ressources – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
3.12	7.6	Pour compléter les contributions mises en recouvrement, intégrer dans le processus d'établissement du programme et du budget des ressources extrabudgétaires, notamment la définition des domaines d'action prioritaires, tout en reconnaissant que le financement extrabudgétaire n'est pas entièrement prévisible (voir aussi les paragraphes 8 et 33), et:	Conférence	Décision en 2009, puis processus continu	0,7	0,7
3.13	a) l'examen par le Conseil des plans, de l'application et des résultats concernant les ressources extrabudgétaires dans un cadre intégré sur la base des conclusions et recommandations du Comité du Programme et du Comité financier, de façon que les ressources soient mobilisées à l'appui des priorités convenues de l'Organisation;					
3.14	b) la mise en place d'une structure de gestion des ressources extrabudgétaires et des contributions mises en recouvrement plaçant la stratégie, la politique, la gestion et la coordination de la mobilisation des ressources, y compris les relations avec les donateurs au sujet des politiques, dans un Bureau central de la stratégie, de la planification et de la gestion des ressources ayant des responsabilités décentralisées à tous les niveaux au sein du cadre coordonné de mobilisation des ressources, en particulier au niveau des régions et des pays, et notamment une petite unité au sein du Département					
3.15						
3.16						
					0	0

<sup>1</sup> Les modalités opérationnelles seront élaborées par la direction en 2009 par le biais du Comité de la Conférence chargé du suivi, conformément aux conseils et aux contributions du Comité financier et du Comité du Programme, selon qu'il conviendra.

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
		de l'Organisation qui s'occupe de la coopération technique qui appuiera les bureaux décentralisés et les unités des opérations pour la liaison avec les donateurs; <sup>2</sup> c) entretenir vigoureusement les nouveaux partenariats, y compris avec les fondations privées; d) maintenir en permanence à l'examen à la fois les mesures d'efficacité et le coût des services d'appui aux activités financées par des fonds extrabudgétaires, de façon à éviter les subventions croisées.				
3.17	4.6	Examiner les traités, conventions, accords et organes et instruments analogues établis conformément aux dispositions des articles VI, XIV et XV de l'Acte constitutif de la FAO afin qu'ils établissent un degré accru d'autofinancement de leurs membres (voir aussi 2.69). Présenter un rapport au Conseil et des rapports aux parties aux accords:	Conseil et parties aux accords	2010-2012	0	0
3.18 3.19 3.20 3.21	8.16	Adopter des mesures de nature à encourager le paiement ponctuel des contributions mises en recouvrement et à éviter les arriérés, de façon à faciliter la gestion des ressources, compte tenu des recommandations du Comité financier, notamment: a) examen annuel par le Conseil, sur la base d'un rapport du Comité financier, de la situation des paiements tardifs et des arriérés de contributions et de ses incidences sur les liquidités de l'Organisation; b) communication bien visible sur le site web public principal de la FAO de la situation concernant les paiements ponctuels, les paiements tardifs et les arriérés de contributions par pays; c) poursuite de l'actuelle politique responsable d'emprunts de la FAO pour lisser les mouvements de trésorerie.	Conférence/ Conseil	2008 Décision et application continue à partir de 2009	0	0

## Le Programme de coopération technique

35) Le Programme de coopération technique est au centre des activités de l'Organisation et permet d'apporter aux États Membres qui sont des pays en développement des contributions techniques jouant un rôle de catalyseur. Les Membres ont ainsi réaffirmé qu'ils s'engageaient à accroître à la fois le montant et la proportion des ressources totales de l'Organisation issues des contributions ordinaires affectées au PCT, sous réserve de vérification a posteriori et d'évaluation. Pas plus que les autres programmes de l'Organisation, il ne sera désormais utilisé d'une quelconque manière comme fonds de réserve pour pallier les insuffisances de paiements. La

<sup>2</sup> La répartition précise des responsabilités et les modalités organisationnelles seront élaborées après l'examen du rapport sur l'Examen détaillé, conformément à l'avis du Comité financier, selon qu'il conviendra.

responsabilité des allocations au titre du PCT sera dévolue aux représentants régionaux et, à l'échelle nationale, aux représentants de la FAO.

### Programme de coopération technique – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
3.22	3.2c et 7.8	Les ressources du PCT devront être allouées aux régions sous l'autorité des représentants régionaux, à l'exception de 15 pour cent maintenus sous l'autorité du département responsable de la coopération technique, à utiliser en cas d'urgence et de 3 pour cent pour les projets interrégionaux.	Conférence	2008 Décision	0	0
3.23		Allocations indicatives de fonds aux régions avec examen par le Conseil tous les quatre ans, conformément au cycle du Plan à moyen terme: Afrique 40 pour cent; Asie et Pacifique 21 pour cent; Amérique latine et Caraïbes 18 pour cent; Europe 10 pour cent; Proche-Orient 8 pour cent. Les pays développés peuvent bénéficier du PCT, mais uniquement moyennant un remboursement intégral.		Mise en œuvre intégrale à partir de l'exercice 2010-2011	0	0
3.24	3.2c et 7.8	Le cycle des projets du PCT et les directives d'approbation du PCT doivent être examinés en 2009, réaffirmant la priorité aux PMA, PRFDV, PIED et aux pays en développement sans littoral et des précisions doivent être données sur les actuelles lignes directrices approuvées par le Conseil et sur les éléments suivants:	Comité du Programme/ Conseil	2009 ou 2010	0,7	(0,9)
3.25	a) critères d'approbation, notamment convergence des besoins des pays et des objectifs stratégiques convenus de l'Organisation et des résultats de l'Organisation;					
3.26	b) préciser les renseignements minimaux que doivent fournir les pays pour que la demande soit examinée;					
3.27	c) préciser le cycle des projets, en indiquant les étapes et les responsabilités de l'approbation à chaque stade du processus, en simplifiant le nombre des étapes et avec des délégations aux bureaux décentralisés au niveau le plus bas possible;					
3.28	d) préciser clairement la durée de chaque étape du processus afin que les gestionnaires puissent être tenus de rendre des comptes;					
3.29	Il n'y aura pas de critères universels pour la proportion des financements du PCT qui doivent aller aux projets régionaux et sous-régionaux, car cette proportion est variable d'une région à l'autre.					
					0	0
					0	0

### Changement de culture institutionnelle

36) Le changement de culture est essentiel à la réussite de la réforme de la FAO; c'est une entreprise de longue haleine, qui nécessite une forte participation et une communication améliorée dans le sens tant horizontal que vertical. Le changement est étroitement lié aux politiques applicables aux ressources humaines et à une culture de responsabilisation et de motivation. La constitution d'une équipe chargée du changement de culture, sous l'égide du Directeur général adjoint, est la bienvenue.

### Changement de culture au Secrétariat de la FAO – Matrice d’actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/ fin (année)	Coûts ou économies (en millions d’USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l’EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
3.30	6.2	Élaborer un mandat et nommer un facilitateur externe et une équipe chargée du changement	Direction	2008-2009	1,0	0
3.31	6.1 et 6.2	Élaboration d’une Vision interne	Direction	2008-2009	0,5	0
3.32	6.1 et 6.2	Mise en œuvre de la vision	Direction	à partir de 2009	?	?

### Éthique

37) Le Comité de la Conférence chargé du suivi de l’EEI s’est félicité de la nomination d’un fonctionnaire chargé des questions d’éthique et de la mise en place ultérieure d’un Comité de l’éthique.

### Éthique – Matrice d’actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d’USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l’EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
3.33	7.9g	Nomination d’un fonctionnaire chargé des questions d’éthique, fonctionnement du bureau et formation des personnels	Direction	2009	0,2	0,8
3.34	7.9g	Examen du mandat et de la composition du Comité de l’éthique par le CQCJ et le Comité financier	Comité financier et CQCJ	2009	0	0
3.35	7.9g	Nomination d’un Comité de l’éthique et début de ses travaux	Direction	2009	0	0
3.36	7.9g	Examen du rapport annuel ou biennal du Comité de l’éthique par le Conseil sur la base des conclusions et recommandations du CQCJ et du Comité financier	Conseil	à partir de 2010	0	0

### Réforme des systèmes administratifs et de gestion

38) **Manière d’aborder le risque:** Il a été convenu d’effectuer des contrôles a posteriori plutôt que des contrôles préalables et l’on a admis que les contrôles et le manque de délégation de pouvoirs démotivent le personnel. Une étude sur l’évaluation et la gestion des risques devrait être entreprise à partir de 2009. La Direction est instamment priée de faire des progrès rapides, non seulement en matière d’administration, mais également dans des domaines tels que la délégation de pouvoirs ou la simplification et l’assouplissement des procédures, qui devront trouver écho dans des actions immédiates.

39) **Examen détaillé et autres améliorations administratives et financières:** Cet Examen détaillé a été confié à la société d’experts-conseils Ernst and Young. Il couvre tous les aspects liés aux services administratifs, aux achats, à la gestion et aux systèmes financiers, aux ressources humaines, aux technologies de l’information et aux systèmes de communication.

40) Outre l'Examen détaillé, une culture et un système doivent être en place pour exploiter les résultats de la modification des modèles opérationnels et des pratiques et s'assurer ainsi que les pratiques exemplaires perdurent. Des actions rapides ont été convenues avec la Direction pour mettre immédiatement en œuvre ce dispositif.

### Réforme des systèmes administratifs et de gestion – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
<b>Synthèse des actions rapides de la Direction, incluant:</b>						
3.37	8.3 et 8.4	Délégations des pouvoirs du Bureau du Directeur général pour les actions relatives aux ressources humaines;	Direction	2008-2009	0	0
3.38	8.10	Délégation des pouvoirs liés aux achats; transfert de ceux relatifs aux lettres d'accord vers les divisions et les bureaux décentralisés;			0	0
3.39	8.10	Rationalisation des procédures liées aux voyages;			0	0
3.39	8.10	Achats locaux pour les situations d'urgence;			0	0
3.40		Ouverture sur le terrain de comptes opérationnels temporaires en espèces			0	0
3.41		Création et installation d'une version de terrain d'Oracle adaptée aux besoins des représentants de la FAO.			0	0
3.42		Remarque: Certaines actions rapides auront été menées à bien d'ici à la session extraordinaire de la Conférence; d'autres postes importants entraînant des dépenses après la Conférence sont présentés ci-après (par exemple, Examen détaillé et gestion des performances).			0	0
<b>Modification des Textes fondamentaux pour faciliter la délégation de pouvoirs</b>						
3.43	8.1	Réviser les textes fondamentaux pour qu'ils stipulent que conformément au principe convenu des délégations de pouvoirs au niveau approprié le plus bas, le Directeur général peut déléguer le pouvoir en dernier ressort et la responsabilité dans certains domaines de travail et d'action à des fonctionnaires désignés et ces délégations seront indiquées dans le Manuel de la FAO et dans les descriptions des fonctions publiées.	Conseil/Conférence	2009	0	0
<b>Suivi de l'Examen détaillé:</b>						
3.44	8.1	Exécution de l'Examen détaillé	Direction	2008-2009	2,4	0
3.45		Examen du rapport final par la Direction, le Conseil et le Comité financier	Direction/Conseil	2009	0	0
3.46		Élaboration d'un plan d'action de suivi	Direction	2009	0	0
3.47		Examen du plan d'action de suivi par les organes directeurs	Conseil	2009	0	0
3.48		Mise en œuvre du plan d'action	Direction	à partir de 2010	0	0
<b>Services communs avec les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome (voir plus loin Partenariats)</b>						
<b>Cadre de gestion des risques dans l'Organisation</b>						
3.49	8.15	Définition par le Comité financier de la portée d'une étude sur la gestion dans l'Organisation de toutes les formes de risques, y compris le risque financier	Direction/Comité financier	2009	0	0
3.50		Contrats externes pour l'étude	Direction	2009-2010	1,2	0

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
3.51		Examen du rapport final par la Direction, le Conseil et le Comité financier	Direction/ Conseil	2010	0	0
3.52		Élaboration d'un plan d'action de suivi	Direction	2010	1,2	0
3.53		Examen du plan d'action de suivi par le Conseil et le Comité financier	Conseil	2010	0	0
3.54		Mise en place complète du Cadre et des systèmes de gestion des risques dans l'Organisation	Direction	à partir de 2011	?	?

### Publication dans toutes les langues de l'Organisation

41) Il est essentiel que l'Organisation améliore la diffusion de ses publications auprès des usagers, y compris auprès de différents groupes linguistiques. Elle doit également veiller à ce que des traductions de qualité soient fournies au coût le plus bas possible.

#### Publication dans toutes les langues de l'Organisation – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
3.55	3.6	Un budget sera prévu pour les publications techniques sur papier et sur le web dans chaque langue de la FAO. Un groupe d'usagers de la documentation technique dans chaque langue décidera comment utiliser les fonds pour la traduction (en sus du budget existant pour la documentation des principales réunions).	Direction	à partir de 2010	0	0
3.56	3.6	Un nombre accru d'exemplaires imprimés de la documentation technique sera mis à la disposition des pays les moins avancés, ces mêmes groupes décidant des priorités pour les documents.	Direction	à partir de 2010	0	0
3.57		Des sites web miroirs, distincts du site web de la FAO seront mis en place pour l'arabe et le chinois.	Direction	à partir de 2010	0,2	0,1
3.58		Conformément aux conclusions de l'examen détaillé, des améliorations seront apportées pour obtenir, si possible à moindre coût, des traductions de qualité, disponibles en temps utile.	Direction	à partir de 2010	0	0

### Politiques et pratiques en matière de ressources humaines

42) Les ressources humaines de l'Organisation sont son principal atout et fournissent la totalité de son appui technique aux États Membres. La stratégie élaborée par la Direction présentait une vision qui doit maintenant se traduire en plan d'action concret. Même si les résultats de l'Examen détaillé vont permettre d'améliorer encore ce plan, des améliorations immédiates seront apportées parallèlement à l'Examen. Le Conseil, avec l'appui du Comité financier, va s'employer activement à examiner les politiques et pratiques en matière de ressources humaines.

**Politiques et pratiques en matière de ressources humaines - Matrice d'actions**

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
3.59	8.5	Mettre en œuvre une politique efficace en matière de représentation géographique et de parité hommes-femmes, notamment pour les pays en développement, tout en maintenant les critères essentiels de sélection des fonctionnaires et consultants en fonction du mérite	Direction/ Comité financier	à partir de 2009	0,1	0,1
3.60	8.8	Instituer un ensemble de mesures pour renforcer la formation du personnel, notamment en matière de gestion	Direction	à partir de 2009	1,7	1,8
3.61	8.2	Mettre en place un système de rotation du personnel entre les services du Siège et entre le Siège et les bureaux décentralisés fondé sur des incitations et assorti de critères clairs	Direction/ Comité financier	à partir de 2009	0	8,8
3.62	8.2	Créer un système commun cohérent de recrutement et de formation de jeunes cadres, notamment issus de pays en développement, incluant le programme de stages	Direction/ Comité financier	à partir de 2010	0	2,0
3.63	8.4	Décentraliser et déléguer les pouvoirs décisionnels dans le cadre de politiques et dans des conditions bien définies; notamment en poursuivant la délégation des pouvoirs de la Direction générale et des hauts fonctionnaires	Direction	à partir de 2008	0	0
3.64	8.4	Diffuser plus largement les avis de vacance de postes de la FAO	Direction	à partir de 2009	0	0,2
3.65	8.4	Élaborer, publier et appliquer des procédures assurant une plus grande transparence dans la sélection et le recrutement de tous les fonctionnaires de rang supérieur et des représentants de la FAO	Direction/ Comité financier	à partir de 2009	0	0
3.66	8.4	Revoir les profils de compétences des représentants régionaux, coordonnateurs sous-régionaux et représentants de la FAO, notamment leurs compétences en matière de gestion et d'appui aux politiques	Direction/ Comité financier	à partir de 2009	0,1	0
3.67	8.3	Instituer transparence et mise en concurrence pour le recrutement de consultants, des mesures étant prises pour assurer l'équilibre géographique et la parité hommes-femmes	Direction/ Comité financier	2009	0	0,1
3.68	8.3	Rationaliser l'emploi des retraités de la FAO, qui ne seront pas réengagés pendant au moins six mois après leur départ à la retraite	Direction	2009	0	2,0
3.69	8.3	Les consultants, et notamment les retraités de la FAO, ne seront pas recrutés pour occuper à long terme des postes vacants par mesure d'économie	Direction	2009	0	0
3.70	8.7	Instaurer un système objectif d'évaluation du personnel liant la performance à des objectifs organisationnels et reposant sur des cibles réalistes en matière de résultats et sur des critères d'évaluation objectifs	Direction/ Comité financier	2009	1,7	0,7
3.71	6.15 et 8.3	Instaurer des classes doubles pour les postes P5/D1 et D1/D2	Direction	2009	0	0
3.72	8.2	Améliorer les systèmes Oracle de façon à i) faciliter l'extraction et l'analyse des données et ii) permettre une véritable gestion du personnel plutôt que le simple traitement des dossiers	Direction	2010	1,3	0
3.73	8.3c	Mettre en place un fonds pour la réaffectation du personnel initialement financé par des ressources extrabudgétaires, puis comme élément des coûts de personnel	Conseil	2009	12,4	5,0
3.74	4.8e	Améliorer le contrôle de tous les aspects des politiques en matière de ressources humaines par la gouvernance, par	Conseil/ Comité	2009	Point traité dans la section sur la	

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
		l'intermédiaire du Comité financier et en ayant recours à des consultants, le cas échéant	financier		gouvernance	
3.75	8.3d	Intervention des organes directeurs comme de la Direction pour obtenir des changements au niveau du régime commun du système des Nations Unies a) élaborer des propositions pour la modification du régime commun b) présenter les changements à l'ONU	Conseil et Direction	2010-2011	0	0

## Restructurer pour améliorer l'efficacité et l'efficience

### Fonctionner comme une seule et même Organisation

43) Les bureaux décentralisés et le Siège opéreront comme une Organisation unifiée, ce qui passera par la décentralisation des pouvoirs, le travail en réseau et la pleine participation des bureaux décentralisés aux décisions de la FAO dans leur ensemble. De la même manière, le Siège comprendra moins d'unités; il adoptera une approche programmatique mieux intégrée et les responsabilités y seront mieux définies. Ce changement de culture est à la base de nombreux changements et actions traités ci-après.

### Bureaux décentralisés et présence dans les pays

44) La FAO a besoin d'une forte présence décentralisée de la FAO qui contribue, dans un cadre fondé sur les résultats, à la réalisation des objectifs stratégiques de l'Organisation. Cette présence est essentielle pour que la FAO puisse fournir des services à ses membres avec toute la souplesse nécessaire et créer un flux d'informations efficace, en tant qu'organisation détentrice de connaissances. La décentralisation s'accompagnera de délégations de pouvoirs assorties d'obligations redditionnelles. Comme le reste de la FAO, les bureaux décentralisés et leur personnel seront soumis à une évaluation des performances fondée sur les résultats.

45) La décentralisation effective dépend d'un équilibre approprié entre les coûts administratifs et les dépenses de programme et entre le Siège et des bureaux de terrain ou autres lieux d'affectation choisis dans une optique stratégique. La situation actuelle, caractérisée par des ressources budgétaires insuffisantes pour assurer des effectifs constants dans les bureaux de pays, n'est pas viable et le déficit structurel ne saurait perdurer. Les bureaux seront adaptés aux besoins des pays et régions et la desserte sera rationalisée sur la base de critères clairement définis pour l'affectation des ressources et l'impact sur le développement à l'échelle des pays. L'amélioration et la rationalisation des services décentralisés se situeront donc dans un cadre assurant des ressources adéquates, à la fois pour les capacités des bureaux décentralisés et pour celles du Siège, sans toutefois amoindrir les capacités centrales.

<b>Décentralisation - Matrice d'actions</b>
---

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin d'année	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissements	Récurrents par exercice biennal
3.76		Le Comité du Programme et le Comité financier aideront le Conseil à assurer le contrôle des politiques pour tous les aspects de la décentralisation, et notamment la mise en œuvre du Plan d'action immédiate	Conseil Comité du Programme et Comité financier	à partir de 2009	0	0
3.77		Organiser des réunions de direction de haut niveau auxquelles les Sous-Directeurs généraux/Représentants régionaux peuvent participer par liaison télévisuelle	Direction	à partir de 2008	0	0
3.78	6.20	Placer les fonctionnaires techniques décentralisés travaillant dans les bureaux régionaux sous l'autorité directe des Représentants régionaux (Sous-Directeurs généraux) ou, si cela est plus approprié pour le personnel sous-régional, sous celle des coordonnateurs sous-régionaux	Direction	à partir de 2009	0	0
3.79	6.19	Veiller à ce que les Sous-Directeurs généraux/Représentants régionaux participent pleinement à la programmation et à l'établissement du budget (voir également 3.14).	Direction	à partir de 2009	0	0
3.80	6.20	Transférer vers les représentants régionaux (Sous-Directeurs généraux) les responsabilités budgétaires et programmatiques des fonctionnaires techniques travaillant dans les bureaux régionaux	Direction	à partir de 2010	0	0
3.81	6.20	Transférer aux représentants régionaux (Sous-Directeurs généraux) la responsabilité première des aspects techniques et de fond de la supervision des représentants de la FAO avec, si nécessaire, une ligne de compte rendu au Sous-Directeur général, par l'intermédiaire du coordonnateur sous-régional. Une unité au sein du bureau chargé des opérations s'occupera de la coordination générale, de la liaison entre les régions, etc.	Direction	à partir de 2009	0	0
3.82	6.19	Revoir toutes les délégations de pouvoirs vers les bureaux décentralisés ainsi que les procédures de contrôle (voir également ci-dessus)	Direction	2009-2011	0	0
3.83	6.21	Enlever aux bureaux sous-régionaux leurs responsabilités administratives afin de leur permettre d'opérer pleinement en qualité d'unités d'appui technique aux pays de la sous-région	Direction	2009-2010	0	0
3.84	6.22	En établissant une distinction claire entre les bureaux bien établis et tout plan concernant des bureaux supplémentaires, rationaliser la couverture des bureaux de pays suivant les résultats de l'examen, en utilisant des critères convenus, compte tenu à la fois des emplacements existants et potentiels, de l'efficacité, des économies prévues et de l'analyse coûts/avantages. L'application des conclusions de l'examen permettra d'éliminer au moins le déficit structurel dans les bureaux des représentants dans les pays (Représentants de la FAO) grâce à d'autres formes de présence dans les pays, des réductions supplémentaires étant souhaitables pour libérer des ressources en vue d'améliorer le fonctionnement des bureaux décentralisés. Critères à appliquer:	Direction (avec des rapports annuels au Conseil et indiquant les économies)	2009-2012 (avec un examen annuel du Conseil et un examen global en 2012)	0	0

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin d'année	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissements	Récurrents par exercice biennal
		a) taille du programme de la FAO (ratio indicatif des coûts du bureau à l'importance du programme 1:3); b) engagement en faveur des cadres nationaux de priorités à moyen terme préparés avec la FAO; c) taille et degré de pauvreté des populations dépendant de l'agriculture. d) priorité donnée aux pays les moins avancés; e) potentiel de l'agriculture pour la croissance économique; f) facilité de couverture à partir d'un autre pays; g) possibilités de représentations partagées ou pleinement conjointes avec le système des Nations Unies, en particulier avec les autres institutions ayant leur siège à Rome, et d'autres organisations régionales, selon le cas h) consentement des gouvernements à couvrir les coûts de la présence de la FAO sur leur territoire.			0	0
3.85	6.20 et 6.21	Adapter la composition des effectifs des bureaux sous-régionaux et régionaux, conformément aux besoins prioritaires, évalués en fonction des bureaux du système des Nations Unies	Direction	2009-2012	0	0
3.86		Définir plus clairement la couverture du Bureau régional pour le Proche-Orient	Direction	2010	0	0
3.87	8.4	Revoir les définitions d'emploi, les profils de compétences (notamment en matière de politiques) ainsi que les procédures de recrutement et d'évaluation des performances (processus de concours ouvert) pour les Sous-Directeurs régionaux, les coordonnateurs sous-régionaux et les représentants de la FAO (voir également 3.66)	Direction	2009	0,1	0
3.88	8.6	Mettre en place pour les bureaux décentralisés des critères d'évaluation et un système de contrôle et d'établissement de rapports fondé sur les performances	Direction	2010	0,2	0,6
3.89	8.8	Renforcer la formation du personnel (voir également 3.60)	Direction	2009	Point traité dans la section sur les ressources humaines	
3.90		Déploiement de systèmes d'appui (y compris formation et modernisation des systèmes informatiques)	Direction	2009	1.3	3.4

### Structure du Siège

46) Un programme complet de restructuration du Siège sera lancé en 2009 pour s'achever en 2012. Les économies récurrentes seront obtenues grâce à la restructuration et seront réaffectées à l'exécution des activités techniques de l'Organisation. Les principes ci-après sont appliqués à la restructuration:

- a) Facilitation d'activités efficaces de l'Organisation pour la réalisation des objectifs de l'Organisation et contribution aux objectifs stratégiques conformément au Cadre fondé sur les résultats;
- b) Périmètre de contrôle gérable quant au nombre de rapports aux gestionnaires à tous les niveaux, y compris le Directeur général;

- c) Regroupement d'unités à tous les niveaux en vue de réduire la fragmentation et les coûts des postes de responsabilités les plus élevés et de freiner la tendance de la FAO à travailler de manière cloisonnée;
- d) Meilleure intégration du Siège et des bureaux décentralisés, avec représentation de ces derniers dans les processus décisionnels des échelons supérieurs de la hiérarchie;
- e) Structure souple des différentes unités selon leurs fonctions;
- f) Déstratification, avec réduction du nombre de postes de direction, notamment aux classes D1 et D2, et instauration du classement de certains postes à deux niveaux (D1/D2 et P5/D1) en vue de renforcer les capacités techniques et compte dûment tenu des considérations d'équilibre géographique et de parité hommes-femmes;
- g) Favoriser la valorisation et l'emploi judicieux des ressources humaines, notamment la gestion, la formation et la promotion des ressources humaines, comme élément déterminant de la refonte de la structure du Siège;
- h) Faciliter la gestion axée sur les résultats en instaurant des cadres d'action bien définis et des délégations de pouvoirs et de responsabilités, afin d'assurer la gestion dans les cadres impartis et le respect des lignes directrices;
- i) Choisir pour chaque tâche le lieu présentant le meilleur rapport coût-efficacité;
- j) Examiner les possibilités de services partagés et d'action commune dans le cadre d'un partenariat dans le système des Nations Unies et entre les institutions ayant leur siège à Rome (voir la matrice d'actions pour les partenariats, points 3.109 à 3.113);
- k) Examiner les possibilités pour une délocalisation efficace et d'un bon rapport coût-efficacité;
- l) Conserver une certaine souplesse face à l'évolution des besoins à l'échelle mondiale.

47) Les changements apportés à la structure organisationnelle pyramidale sont conçus de manière à répondre aux préoccupations soulevées par l'Examen détaillé dans le modèle de gestion de haut niveau et seront éventuellement ajustés en 2009 pour introduction en 2010-11 à mesure que les fonctions correspondant aux échelons inférieurs seront précisés. Les recommandations de l'Examen détaillé devraient avoir des incidences particulières sur l'organisation des services internes, tandis que la poursuite de l'élaboration du Cadre stratégique et du Plan à moyen terme aura des incidences sur l'élaboration de la structure fonctionnelle au sein des départements techniques. Tant le Plan à moyen terme que l'Examen détaillé pourront avoir des incidences sur les fonctions opérationnelles. La structure organisationnelle de niveau supérieur (voir encadrés) est approuvée dans son principe et sera introduite en 2010 après d'éventuels ajustements résultant d'une analyse fonctionnelle complète effectuée en 2009. La structure et le mandat des départements seront également arrêtés pour application en 2010 après cette analyse.

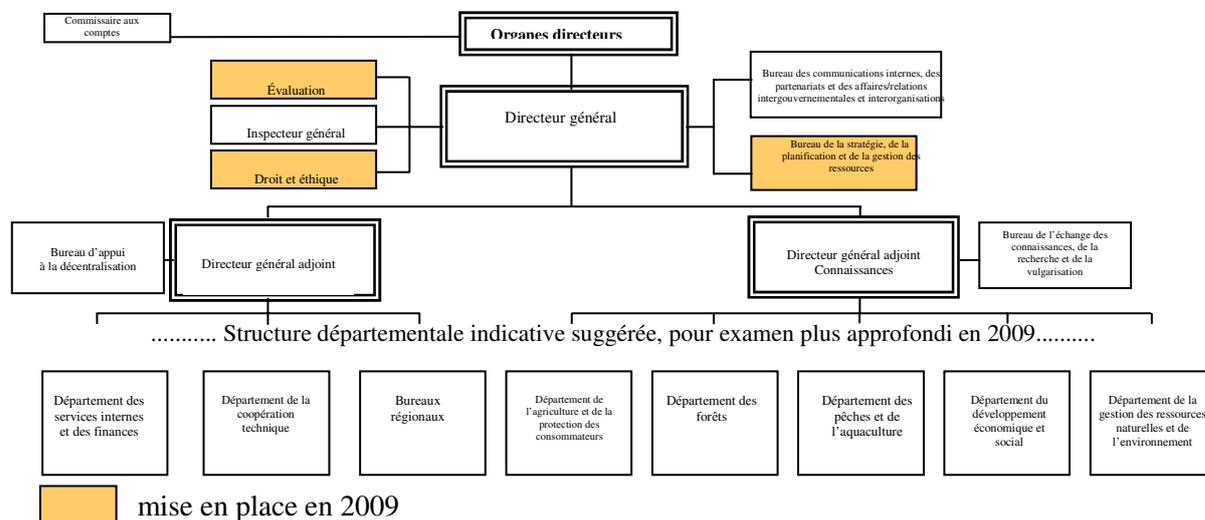
48) Tout aussi importante pour la structure organisationnelle est la réforme des relations fonctionnelles, de la prise de décisions et des communications, avec la mise en valeur des ressources humaines que cela suppose.

### Structure du Siège - Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
	6.7 et 6.15	a) Créer les bureaux suivants:	Conférence (2008)	2009	0	0
3.91		i) Stratégie, planification et gestion des ressources;				

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
3.92 3.93 3.94		ii) Évaluation; iii) Bureau juridique et Bureau de l'éthique b) Examiner les fonctions et structures organisationnelles les plus appropriées pour les communications, les partenariats et les questions interinstitutions;		2009		
3.95		c) Transférer les fonctions du Bureau de la coordination et de la décentralisation aux Bureaux régionaux/sous-régionaux et à une petite unité de coordination au sein du bureau responsable des opérations;		2010-11		
3.96		d) Déstratifier les postes de directeur (27 postes à supprimer pendant l'exercice 2010-11)		2010-11		(17,4)
3.97	6.6 6.7 6.8	Approuver dans son principe le niveau supérieur de la Structure des départements du Siège et de la haute direction (voir encadré 5 ci-après) pour introduction en 2010, sous réserve d'éventuels ajustements indiqués par l'analyse fonctionnelle mentionnée ci-dessous	Conférence 2008	2010-11	0	0
3.98		Procéder à une analyse fonctionnelle complète du travail des départements du Siège et mettre au point des plans pour leur réorganisation et leur mandat détaillé <ul style="list-style-type: none"> <li>• Départements techniques en fonction du Plan à moyen terme</li> <li>• Fonctions opérationnelles en fonction du PMT et de l'Examen détaillé</li> <li>• Services d'appui, administration et ressources humaines en fonction de l'Examen détaillé</li> </ul>	Direction/ Conférence Comité/ 2009 Conférence	2009	0	0
3.99		Approbation par la Conférence de la structure révisée du Siège dans le Programme de travail et budget 2010-11	Conférence	2009	0	0
3.100		Désigner les membres de l'Équipe de direction de haut niveau, y compris deux Directeurs généraux adjoints	Directeur général	2010	0	0
3.101		Mettre en place la nouvelle structure du Siège	Direction	2010-11	0,5	17,4
3.102		Réorganiser les responsabilités des postes de direction de haut niveau, notamment en ce qui concerne les objectifs stratégiques et les fonctions essentielles	Directeur général	2009-10	0	0
3.103		Faire le bilan de la réorganisation en vue d'y apporter de nouvelles améliorations	Conseil/ Conférence	2012	0	0

## Encadré 5: Structure organisationnelle (de niveau supérieur)



## Partenariats

49) Une stratégie visant à renforcer la capacité de la FAO à aider les Membres à réaliser leurs objectifs mondiaux grâce à des partenariats et à de solides alliances a été pleinement approuvée. L'accent est mis en particulier sur l'importance des partenariats avec les institutions dont le siège est à Rome, pour les fonctions administratives et techniques dans les pays et au Siège, et sur ceux tissés à l'échelle des pays dans le cadre du système des Nations Unies en vue d'assurer la cohérence à l'échelle du système et de mener une action efficace pour les membres. Aux niveaux régional et sous-régional, une importance particulière est donnée à la coopération avec les organisations économiques régionales. Il est par ailleurs souligné que les partenariats mondiaux doivent traiter des questions régionales et nationales aussi bien que planétaires. De nouvelles approches doivent être élaborées pour les partenariats avec le secteur privé.

### Partenariats - Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
3.104	5.1	Mettre au point et diffuser les principes directeurs de l'Organisation en matière de partenariats en tant que document évolutif, précisant notamment que les partenariats:	Direction	2008-2009	0	0
3.105		a) ne sont pas une fin en soi, mais un moyen pour fournir un soutien plus efficace à la gouvernance internationale de l'agriculture et du développement agricole, en poursuivant les objectifs et les priorités du nouveau Cadre stratégique de l'Organisation. L'opportunité d'un partenariat est par conséquent fonction de la valeur ajoutée réciproque et des avantages mutuels dans la réalisation d'objectifs communs, exprimés en résultats et pondérés par rapport aux coûts et				

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
3.106 3.107 3.108		aux facteurs qui en limitent l'efficacité pour les partenaires; b) reposent sur les avantages comparatifs des partenaires et visent des objectifs spécifiques de la FAO qui sont partagés par les partenaires; et c) sont généralement le fruit d'une collaboration continue. La nature du rôle de la FAO variera selon les partenariats dans lesquels elle s'engage: ainsi, l'Organisation pourra jouer dans certains un rôle de chef de file ou de facilitateur et être un simple participant dans d'autres. La FAO doit toujours préserver sa neutralité et son impartialité, agir de manière transparente et éviter les partenariats susceptibles de donner lieu à d'importants conflits d'intérêts.				
3.109	5.1	Inventaire des partenariats et notamment des possibilités de renforcement des partenariats avec le secteur privé. Engager une évaluation et lancer de nouveaux partenariats ou renouveler ceux qui existent en étudiant les possibilités d'autres activités et collaborations avec: <ul style="list-style-type: none"> <li>✎ le système des Nations Unies, l'accent étant mis sur les partenariats au niveau des pays;</li> <li>✎ le GCRAI et l'OIE;</li> <li>✎ l'Agence internationale de l'énergie atomique</li> <li>✎ le secteur privé;</li> <li>✎ les organisations de la société civile.</li> </ul>	Direction/CP/C F et Conseil	2009-2010	0	0,2
3.110	5.1	Élaboration d'un programme d'initiatives à court terme (12 mois) pour obtenir des résultats et des produits et établissement d'un plan d'action à moyen terme conforme au Plan à moyen terme (à 4 ans) comprenant l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de formation.	Direction	2009	0,2	0,1
3.111 3.112 3.113 3.114 3.115	5.4	Poursuivre encore les partenariats avec les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, pour des synergies aboutissant à la fois à des gains d'efficacité et à une plus grande efficacité grâce à une utilisation pleine et entière des avantages comparatifs des trois organisations dans le cadre de leurs mandats respectifs, en particulier en ce qui concerne: <ol style="list-style-type: none"> <li>a) les domaines du programme technique qui présentent une interface et un chevauchement, que ce soit en ce qui concerne les travaux normatifs ou les travaux de développement;</li> <li>b) l'administration et les services communs (en prenant note des conclusions de l'Examen détaillé);</li> <li>c) les fonctions conjointes de contrôle, notamment l'évaluation.</li> </ol> Des réunions conjointes régulières des directions des trois organisations avec les Membres permettront d'examiner les progrès réalisés.	Direction/CP/CF et Conseil	à partir de 2009  à partir de 2010	0	0
3.116		Les progrès réalisés et les propositions doivent être examinés chaque année par le Conseil sur la base des recommandations et conclusions du Comité du Programme et du Comité financier.		à partir de 2009	0	0
3.117	5.1	Formulation d'un mécanisme de suivi pour assurer le retour d'information et l'amélioration constante des collaborations de partenariat et de la stratégie de la FAO	Direction	2009-2010	0,3	0
3.118	5.1	Désignation d'une unité de coordination pour les partenariats	Direction et Conseil	2009-2010	0	0

## ***D. Arrangements relatifs au suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action immédiate (Projet de section du Plan d'action immédiate)***

### **Suivi par les Organes directeurs**

50) L'utilisation combinée du Conseil et d'un Comité de la Conférence au mandat limité dans le temps garantira l'application effective des décisions prises par la Conférence à sa session extraordinaire concernant la mise en oeuvre du Plan d'action immédiate, qui inclut la mise au point définitive du Cadre stratégique et du Plan à moyen terme et l'examen des principales recommandations de l'Examen détaillé. Les dispositions prises assureront la continuité avec le travail du Comité de la Conférence chargé du suivi de l'EEI et renforceront la participation des organes directeurs existants, par le biais du Conseil, du Comité du Programme et du Comité financier.

#### Suivi par les organes directeurs – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies ((en millions d'USD))	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
4.1		<b>Le Conseil</b> suivra les progrès de la mise en oeuvre du Plan d'action immédiate et fera rapport à la Conférence à sa trente-sixième session, en 2009, et à sa trente-septième session, en 2011. Il sera aidé en cela par le Comité du Programme et par le Comité financier et s'appuiera sur des rapports de la direction.	Conférence	2009-11	0	0
4.2		Un <b>Comité de la Conférence</b> au mandat limité dans le temps (année 2009) sera créé en vertu de l'Article VI de l'Acte constitutif de la FAO pour achever le travail qui reste à faire au titre du Plan d'action immédiate (voir ci-après). Il présentera son rapport à la Conférence de la FAO, à sa trente-sixième session, en novembre 2009. Ce Comité décidera collectivement et de préférence par consensus des recommandations finales à adresser à la Conférence. Le Comité de la Conférence travaillera avec l'appui direct des groupes de travail, qui bénéficieront des contributions d'experts du Comité du Programme et du Comité financier et des avis du Conseil, selon que de besoin. La direction de la FAO devrait appuyer activement le Comité et participer à ses réunions ainsi qu'à celles de ses groupes de travail. Les fonctions du Comité, sans préjudice des fonctions statutaires du Conseil et de ses comités permanents, consistent: i) à recommander à la Conférence de la FAO à sa trente-sixième session (2009):	Conférence	2008-09	1,6	0
4.3		<ul style="list-style-type: none"> <li>• le nouveau Cadre stratégique, le Plan à moyen terme 2010-13 et le Programme de travail et budget 2010-11 proposés par la Conférence sur la base du nouveau cadre intégré fondé sur les résultats. Ces recommandations seront élaborées par le Comité de la Conférence et appliquées avec le soutien direct d'un groupe de travail du Comité de la Conférence, qui bénéficiera des contributions d'experts du Comité du Programme et du Comité financier, de l'appui de la direction et d'éventuels avis du Conseil;</li> </ul>			0	0

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies ((en millions d'USD))	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
4.4		<ul style="list-style-type: none"> <li>d'autres changements éventuels concernant la composition du Conseil et sa représentativité régionale et, sur la base d'avis du CQCJ, tout changement à apporter aux Textes fondamentaux;</li> </ul>				
4.5		<ul style="list-style-type: none"> <li>de nouvelles réformes des systèmes, un changement culturel et la restructuration de l'Organisation, notamment: <ul style="list-style-type: none"> <li>la suite à donner au rapport final de l'Examen détaillé (17 avril 2009),</li> <li>le lancement d'une étude sur un cadre d'évaluation et de gestion des risques à l'échelle de l'Organisation et l'examen du rapport y relatif,</li> <li>des plans visant à améliorer l'efficacité et la structure des bureaux décentralisés;</li> <li>des plans pour la restructuration du Siège;</li> <li>des propositions détaillées pour une meilleure gestion financière; et</li> <li>des propositions détaillées pour une meilleure gestion des ressources humaines.</li> </ul> </li> </ul>				
4.6		<ul style="list-style-type: none"> <li>ii) à assurer la supervision et l'orientation du processus de révision des Textes fondamentaux conformément aux changements prévus dans le Plan d'action immédiate et à proposer les changements nécessaires à la Conférence. Ce travail sera effectué en fonction des recommandations du Comité des questions constitutionnelles et juridiques (CQCJ) et des avis du Conseil, selon qu'il conviendra.</li> </ul>				

### Arrangements relatifs au suivi par la direction de la mise en œuvre des conclusions de l'EEI

51) le Directeur général a pris des dispositions qui sont actuellement examinées par la Réunion de direction de haut niveau, assortie d'un groupe de hauts fonctionnaires sur la réforme et de plusieurs groupes de travail spécialisés. Ces dispositions font l'objet d'une analyse orientée sur l'avenir et un coordonnateur spécifique pourrait aussi être nommé.

### Arrangements relatifs au suivi par la direction de la mise en œuvre des conclusions de l'EEI – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
4.7		Adoption d'arrangements internes incluant:	Directeur général	2008-11	2,0	0
4.8		i) un groupe d'appui à la réforme;				
4.9		ii) des groupes de travail spécialisés, notamment pour l'Examen détaillé et l'Équipe chargée du changement, composés de personnes provenant de toutes les unités et de tous les niveaux de l'Organisation (décentralisés et centralisés);				

## Ressources pour la mise en oeuvre du Plan d'action immédiate

52) Pour 2009, des financements volontaires extrabudgétaires seront nécessaires pour commencer à mettre en œuvre le Plan, y compris pour les mesures de suivi de la Gouvernance, et un fonds fiduciaire sera créé à cet effet. Ces financements devraient également permettre de donner suite immédiatement à l'Examen détaillé et d'assurer la mise en œuvre intégrale du Programme de travail et budget. À partir de 2010-11, les financements requis pour la mise en œuvre du Plan d'action immédiate (PAI) seront pris en compte dans le Programme de travail et budget. Ces coûts totaux, estimés provisoirement à 21,8 millions d'USD pour 2009, sont présentés ci-après.

<b>Financements requis pour le PAI et l'Examen détaillé en 2009 (en millions d'USD)</b> <b>(chiffres provisoires)</b>					
	Coûts			Ressources déjà identifiées	Ressources nécessaires pour 2009
	Investissements	Coûts récurrents	Total		
Plan d'action immédiate	13,1	5,1	18,2		
Examen détaillé	4,5	3,0	7,5		
<b>Total</b>	<b>17,6</b>	<b>8,1</b>	<b>25,7</b>	<b>3,9</b>	<b>21,8</b>

### Financement de la mise en œuvre en 2009 – Matrice d'actions

Actions			Responsable en dernier ressort	Début/fin (année)	Coûts ou économies (en millions d'USD)	
Réf. n°	Recommandations de référence de l'EEI	Action			Investissement	Récurrents par exercice biennal
4.8		<b>Créer le Fonds fiduciaire</b> et calculer le coût de la mise en œuvre en 2009	Conférence/ Direction	2008	14,7	7,1
4.9		<b>Contribuer au Fonds fiduciaire</b>	Membres	2008-09		

## **Annexe au Plan d'action immédiate Récapitulatif des coûts, économies, ressources nécessaires et calendrier de mise en œuvre**

### **i) Récapitulatif des coûts, économies et ressources nécessaires pour la mise en œuvre du Plan d'action immédiate**

#### **I: Introduction**

1) On trouvera ci-après une présentation des premières estimations provisoires des coûts, économies et ressources nécessaires pour la mise en œuvre du Plan d'action immédiate et pour les initiatives décrites dans la réalisation de la phase 1 de l'Examen détaillé<sup>3</sup>. Les estimations des coûts et économies pourraient évoluer si les projets sont modifiés au point de vue de leur portée ou de leur calendrier, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles, et/ou si des synergies supplémentaires sont identifiées.<sup>4</sup> Il importera en particulier de mieux cerner toutes les initiatives découlant de l'examen approfondi en concomitance avec les actions du Plan d'action immédiate.

2) Les coûts et économies estimatifs pour chaque action figurent dans les matrices d'actions du Plan d'action immédiate. Les hypothèses sur lesquelles on s'est appuyé pour élaborer les coûts et économies figurent à l'Annexe au document FC 123/18 du Comité financier – Coût et modalités de financement du Plan d'action immédiate.

3) Cette partie de l'Annexe au Plan d'action immédiate est divisée en quatre principales sections:

- La Section II est axée sur les coûts et économies globaux de la mise en œuvre du Plan d'action immédiate (c'est-à-dire à l'exclusion des conclusions préliminaires de l'Examen détaillé).
- La Section III présente les coûts et économies découlant des principales initiatives identifiées dans la réalisation de la phase 1 de l'Examen détaillé.
- La Section IV présente une vue d'ensemble du Plan d'action immédiate et les coûts et économies préliminaires de l'Examen détaillé.
- La Section V est axée sur 2009 uniquement (Plan d'action immédiate et Examen détaillé), et présente l'ensemble des besoins et des sources de financement identifiées.

#### **II: Plan d'action immédiate (2009-2011)**

4) Les cinq tableaux qui suivent sont présentés pour donner une idée par catégorie, des coûts figurant dans les matrices d'actions de la Partie II du Plan d'action immédiate. Les tableaux indiquent tous les coûts du Plan d'action immédiate groupés en sous-catégories, et les coûts totaux d'investissement et les coûts biennaux récurrents totaux. La sous-série des coûts pour 2009 figure à la Section V.

<sup>3</sup> En examinant les coûts et les modalités de financement du Plan d'action immédiate, le Comité financier, à sa cent-vingt-troisième session, en octobre 2008, «... a conclu que les chiffres donnaient une indication acceptable de l'ordre de grandeur des coûts et économies globaux qui découleraient de la mise en œuvre du Plan d'action immédiate et des initiatives de l'Examen détaillé ». (CL 135/8, paragraphe 66).

<sup>4</sup> Depuis la mise au point de ces informations sur les coûts, par exemple, des coûts supplémentaires d'environ 0,3 million d'USD ont été identifiés pour les réunions du Président indépendant du Conseil avec les groupes régionaux et les frais de voyage et de séjour du Président indépendant du Conseil à Rome.

5) Le Tableau 1 donne les coûts de l'amélioration de la gouvernance et du contrôle. Alors que les coûts d'investissement ne sont pas particulièrement élevés (1,3 million d'USD), les coûts biennaux récurrents sont tout à fait considérables puisqu'ils s'élèvent à 9,2 millions d'USD par exercice. Pour ce qui est de la gouvernance, les augmentations importantes concernent le Conseil, pour lequel des sessions supplémentaires et la traduction des comptes rendus in extenso accroissent les coûts de 3,1 millions d'USD. L'autre augmentation importante de cette catégorie découle de l'importance donnée à l'Évaluation, pour laquelle le fait de porter le budget à 0,8 pour cent au moins du budget du Programme ordinaire entraîne une augmentation biennale de 4,5 millions d'USD.

Tableau annexe 1

<b>Amélioration de la gouvernance et du contrôle</b>		
	<b>Coûts totaux d'investis- sment en millions d'USD</b>	<b>Coûts biennaux récurrents</b>
<b>Conseil</b>	<b>0</b>	<b>3,1</b>
Plus grand nombre de sessions		1,4
Traduction des comptes rendus in extenso		1,7
<b>Autres organes directeurs</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>
Examen indépendant des réformes de la gouvernance (toutes les langues)	0,8	
Traduction des comptes rendus de la Conférence (toutes les langues)		0,4
Voyage pour la présentation des rapports des Conférences régionales		0,4
<b>Évaluation</b>	<b>0</b>	<b>4,5</b>
Augmentation pour porter le budget à 0,8%-1% du budget du Programme ordinaire		4,5
<b>Autres</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>
Vérification des comptes, évaluation des candidatures à la Direction générale, examen des organes statutaires, etc.	0,5	0,8
<b>Total amélioration de la gouvernance et du contrôle</b>	<b>1,3</b>	<b>9,2</b>

6) Le Tableau 2 donne un aperçu de la principale catégorie de coûts du Plan d'action immédiate, qui est consacrée au renforcement de l'efficacité grâce à une amélioration des politiques et pratiques en matière de ressources humaines. Les actions sont regroupées en trois catégories: attirer le personnel ayant les plus hautes compétences, formation et évaluation des performances du personnel et renouvellement du personnel. Le principal coût récurrent dans ces catégories est la mise en œuvre d'une politique de rotation qui, en partant d'une hypothèse de 80 rotations par an, aboutirait à des coûts récurrents de 8,8 millions d'USD par exercice biennal.

Tableau annexe 2

<b>Amélioration de l'efficacité grâce aux politiques et pratiques en matière de ressources humaines</b>		
	<b>Coûts totaux d'investis- sment en millions d'USD</b>	<b>Coûts biennaux récurrents</b>
<b>Attirer le personnel ayant les plus hautes compétences</b>	<b>0,2</b>	<b>2,4</b>
Programme des jeunes cadres		2,0
Politiques de recrutement	0,2	0,4
<b>Formation et évaluation des performances du personnel</b>	<b>4,7</b>	<b>2,5</b>
Programmes de formation professionnelle	1,7	1,8
Systèmes d'évaluation des performances du personnel	1,7	0,7
Système d'information sur la gestion des ressources humaines	1,3	
<b>Renouvellement du personnel</b>	<b>12,4</b>	<b>15,8</b>
Politique de rotation		8,8
Rationalisation du recours aux services des retraités		2,0
Fonds pour la réaffectation du personnel	12,4	5,0
<b>Total politiques et pratiques en matière de ressources humaines</b>	<b>17,3</b>	<b>20,7</b>

7) Un autre élément important est le fonds pour la réaffectation ponctuelle du personnel de 12,4 millions d'USD, qui correspond au coût estimatif de la mise en œuvre de la déstratification proposée au Siège. S'il s'agit d'un coût initial important, il permettrait cependant à l'Organisation de réinvestir de façon permanente 17,4 millions d'USD dans les programmes techniques (voir tableau 3).

8) Si les coûts totaux afférents à la restructuration organisationnelle et à la révision de la planification du programme (tableau 3) sont relativement faibles (4,1 millions d'USD d'investissement et 4,6 millions d'USD de coûts récurrents), les changements que cela suppose sont très importants. Par exemple, les changements de la structure au Siège aboutiront à une structure de direction sensiblement rationalisée et réduite, les économies correspondantes étant réinvesties dans les programmes techniques (17,4 millions d'USD). Les changements apportés à la planification permettront d'améliorer la mobilisation des ressources et serviront de base à une évaluation plus efficace des programmes. Les changements apportés au Programme de coopération technique, une fois intégralement mis en œuvre, permettront d'obtenir des gains d'efficacité (0,9 million d'USD par exercice).

Tableau annexe 3

<b>Restructuration organisationnelle et planification révisée du Programme</b>		
	<b>Coûts totaux d'investis- sement en millions d'USD</b>	<b>Coûts biennaux récurrents</b>
<b>Modifications du Programme et de la planification</b>	<b>2,0</b>	<b>0,6</b>
Réforme du modèle de planification et mobilisation de ressources	1,3	1,5
Modifications au Programme de coopération technique	0,7	(0,9)
<b>Structure décentralisée</b>	<b>1,6</b>	<b>4,0</b>
Déploiement de services d'appui et d'évaluation décentralisés	1,6	4,0
Réorganiser les bureaux de pays, après examen (effet net nul) et réinvestir dans ces bureaux		
<b>Structure au Siège</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>
Déstratification		(17,4)
Réinvestissement dans les domaines techniques	0,5	17,4
<b>Total restructuration organisationnelle et planification du Programme</b>	<b>4,1</b>	<b>4,6</b>

9) Les éléments du Tableau 4 concernant la réforme de l'administration, de la gestion et de la culture entraînent des coûts d'investissement relativement importants (7,2 millions d'USD), mais devraient aboutir à des améliorations sensibles des méthodes de travail.

Tableau annexe 4

<b>Réforme de l'administration, de la gestion et de la culture</b>		
	<b>Coûts totaux d'investis- sement en millions d'USD</b>	<b>Coûts biennaux récurrents</b>
Changement de culture	1,5	0,0
Examen détaillé	2,4	0,0
Gestion du risque de l'entreprise	2,4	0,0
Bureau de l'éthique	0,2	0,8
Autres (partenaires et sites web miroirs)	0,7	0,4
<b>Total</b>	<b>7,2</b>	<b>1,2</b>

10) Enfin, le Tableau 5 donne les coûts estimatifs du suivi de la mise en œuvre par les Organes directeurs et par la Direction.

Tableau annexe 5

Suivi de la mise en oeuvre		
	Coûts totaux d'investis- sement en millions d'USD	Coûts biennaux récurrents
Organes directeurs	1,6	0,0
Arrangements internes de la part de la Direction	2,0	0,0
<b>Total</b>	<b>3,6</b>	<b>0,0</b>

### III: Initiatives relatives à l'Examen détaillé

11) Les coûts et économies présentés par les consultants, Ernst and Young, à la réalisation du stade 1 de l'Examen détaillé, ont été pris en compte à titre provisoire lors de la préparation du présent document. On notera que les chiffres fournis par Ernst et Young sont des estimations préliminaires et provisoires que la Direction n'a pas eu l'occasion de confirmer dans le détail et qui devront être vérifiés au stade 2 de l'Examen détaillé. Pour établir ses chiffres, le cabinet Ernst et Young a pris en compte tous les éléments assortis d'un coût qui figurent dans le Plan d'action immédiate afin d'éviter toute double comptabilisation évidente. Les économies estimatives identifiées dans le rapport d'Ernst et Young ne figurent que dans cette section; on n'a pas essayé d'attribuer des économies à telle ou telle action du Plan d'action immédiate, même s'il existe à l'évidence de nombreuses synergies.

12) Le Tableau 6 donne un aperçu des coûts et économies estimatifs découlant de l'Examen détaillé. Les coûts totaux (investissement et coûts récurrents) s'établissent, d'après les estimations, à quelque 16,5 millions d'USD (dont 9,2 millions d'USD de coûts d'investissement et 7,3 millions d'USD de coûts biennaux récurrents).

13) Le cabinet Ernst et Young estime que les économies découlant de ses principales initiatives se situent entre 5 et 7 millions d'USD par an. Elles seraient réalisées de façon progressive sur les deux prochains exercices biennaux, indiquées ici comme aboutissant à des économies de 13 millions d'USD d'ici à 2012-13. En outre, les économies initiales (décrites par Ernst et Young comme réalisables par l'Organisation dans les six à douze mois suivant les décisions pertinentes) seraient de l'ordre de 3,0 millions d'USD par exercice biennal. Le cabinet Ernst et Young remarque que ces chiffres permettent une récupération moyenne des investissements, grâce aux gains d'efficacité et de productivité, en 30 mois.

Tableau annexe 6

Examen détaillé					
Principales initiatives	Coûts totaux			Économies totales (efficacité et productivité)	
	Investis- sement	Biennaux récurrents	Totaux	2010-11	2012-13
Initiatives générales	4,7	0,8	5,5	(1,4)	(4,0)
Finances	0,0	0,0	0,0	0,0	(1,6)
Budgétisation	0,3	0,5	0,8	(0,8)	(1,2)
Technologies de l'information	0,0	6,0	6,0	0,0	(2,4)
Ressources humaines	1,0	0,0	1,0	(0,4)	(0,6)
Achats et contrats	1,9	0,0	1,9	(1,0)	(2,2)
Services administratifs	1,3	0,0	1,3	(0,8)	(1,0)
Total investissements et économies	9,2	7,3	16,5	(4,4)	(13,0)
Économies initiales				(3,0)	(3,0)
<b>Total Examen détaillé</b>	<b>9,2</b>	<b>7,3</b>	<b>16,5</b>	<b>(7,4)</b>	<b>(16,0)</b>

#### IV: Montant total des coûts et économies<sup>5</sup>

14) Le Tableau 7 présente une récapitulation de tous les coûts et économies figurant dans les tableaux 1 à 6. Les chiffres du Plan d'action immédiate indiquent maintenant les économies séparément des coûts (les économies s'élèvent à 17,4 millions d'USD pour la déstratification et à 0,9 million d'USD pour les changements apportés au Programme de coopération technique). On estime à 42,7 millions d'USD environ les investissements totaux qui seront nécessaires sur les trois prochaines années. Les changements mis en œuvre entraîneraient 61,3 millions d'USD de coûts récurrents, qui seraient compensés par des économies à hauteur de 34,3 millions d'USD, après une période de démarrage progressif. Le résultat final serait un budget de croissance de 27 millions d'USD. Ces chiffres sont à comparer à des coûts (moyens) totaux d'investissement de 69 millions d'USD dans l'EEI et un budget de croissance de 22,5 millions d'USD.

Tableau annexe 7

Récapitulatif des coûts d'investissement, coûts récurrents et économies récurrentes (en millions d'USD)						
Principales initiatives	Investissements	Coûts récurrents	Économies récurrentes		Coûts et économies récurrents nets	
	Totaux	Biennaux	2010-11	2012-13	2010-11	2012-13
<b>Plan d'action immédiate</b>						
Réforme de la gouvernance	1,3	9,2	0,0	0,0	9,2	9,2
Systèmes, programmes, culture, restructuration de l'Organisation	28,6	44,8	(18,3)	(18,3)	26,5	26,5
Suivi de la mise en œuvre	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total Plan d'action immédiate</b>	<b>33,5</b>	<b>54,0</b>	<b>(18,3)</b>	<b>(18,3)</b>	<b>35,7</b>	<b>35,7</b>
<b>Examen détaillé</b>						
Principales initiatives	9,2	7,3	(4,4)	(13,0)	2,9	(5,7)
Économies initiales			(3,0)	(3,0)	(3,0)	(3,0)
<b>Total Examen détaillé</b>	<b>9,2</b>	<b>7,3</b>	<b>(7,4)</b>	<b>(16,0)</b>	<b>(0,1)</b>	<b>(8,7)</b>
<b>Total général</b>	<b>42,7</b>	<b>61,3</b>	<b>(25,7)</b>	<b>(34,3)</b>	<b>35,6</b>	<b>27,0</b>
Chiffres de l'EEI (pour comparaison)	69,0	93,5		(71,0)		22,5

#### V: Besoins et financement pour 2009

15) Sur les coûts d'investissement totaux estimatifs de 42,7 millions d'USD, 17,6 millions d'USD seraient nécessaires en 2009. Les coûts récurrents devraient atteindre 8,1 millions d'USD en 2009, ce qui porterait à 25,7 millions d'USD les besoins totaux pour 2009 (voir tableau 8).

Tableau annexe 8

Coûts d'investissement et coûts récurrents pour 2009			
	Coûts d'investissement	Coûts récurrents	Total
en millions d'USD			
<b>Réforme de la gouvernance</b>	<b>0,1</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>
Conseil et Conférence – traduction des comptes rendus in extenso	0,1	1,1	1,1
Autres réformes de la gouvernance		0,3	0,4
<b>Politiques et pratiques relatives aux ressources humaines</b>	<b>3,1</b>	<b>2,1</b>	<b>5,2</b>
Politiques de recrutement	0,2	0,2	0,4
Programmes de formation du personnel	1,7	0,9	2,6
Système d'évaluation des performances du personnel	0,7	0,0	0,7
Système d'information sur la gestion des ressources humaines	0,5	0,0	0,5

<sup>5</sup> Conformément à l'approche de l'Examen détaillé, les « économies » comprennent les gains d'efficacité et les gains de productivité.

<b>Coûts d'investissement et coûts récurrents pour 2009</b>			
	<b>Coûts d'investis- sement</b>	<b>Coûts récurrents</b>	<b>Total</b>
Rationalisation du recours aux services des retraités	0,0	1,0	1,0
<b>Réforme de l'administration, de la gestion et de la culture</b>	<b>5,0</b>	<b>0,6</b>	<b>5,6</b>
Changement de culture	1,5	0,0	1,5
Examen détaillé	2,4	0,0	2,4
Gestion du risque de l'entreprise	0,6	0,0	0,6
Bureau de l'éthique	0,2	0,4	0,6
Partenariats	0,3	0,2	0,5
<b>Changements apportés au Programme et à la planification</b>	<b>1,6</b>	<b>0,0</b>	<b>1,6</b>
Réforme du modèle de planification et mobilisation des ressources	1,1	0,0	1,1
Changements apportés au Programme de coopération technique	0,5	0,0	0,5
<b>Structure décentralisée</b>	<b>0,7</b>	<b>1,0</b>	<b>1,7</b>
Déploiement des systèmes d'appui et d'évaluation décentralisés	0,7	1,0	1,7
Réorganiser les bureaux de pays après examen (effet net nul) et réinvestir dans ceux-ci			
<b>Structure du Siège</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Préparation de la déstratification et du réinvestissement	0,0	0,0	0,0
<b>Suivi de la mise en œuvre</b>	<b>2,6</b>	<b>0,0</b>	<b>2,6</b>
Organes directeurs	1,6	0,0	1,6
Arrangements internes de la part de la Direction	1,0	0,0	1,0
<b>Total partiel Plan d'action immédiate</b>	<b>13,1</b>	<b>5,1</b>	<b>18,2</b>
<b>Initiatives de l'Examen détaillé</b>	<b>4,5</b>	<b>3,0</b>	<b>7,5</b>
<b>Total général 2009</b>	<b>17,6</b>	<b>8,1</b>	<b>25,7</b>

16) Tableau 9 présente les sources de financement identifiées, soit au total 3,9 millions d'USD, qui pourraient couvrir une partie des besoins pour 2009. La demande actuelle de contributions volontaires pour couvrir les besoins restants pour 2009 serait donc de l'ordre de 21,8 millions d'USD.

Tableau Annexe 9

<b>Coûts et sources de financement pour 2009</b>			
<b>Coûts et modalités de financement du Plan d'action immédiate (FC 123/18), 9 octobre 2008</b>			
	<b>Coûts d'investissement</b>	<b>Coûts récurrents</b>	<b>Total</b>
<b>en millions d'USD</b>			
<b>Points du Plan d'action immédiate</b>			
Réforme de la gouvernance	0,1	1,4	1,5
Politiques et pratiques relatives aux ressources humaines	3,1	2,1	5,2
Réforme de l'administration, de la gestion et de la culture	5,0	0,6	5,6
Changements apportés au Programme et à la planification	1,6	0,0	1,6
Structure décentralisée	0,7	1,0	1,7
Structure du Siège	0,0	0,0	0,0
Systèmes, Programme, culture et restructuration organisationnelle	10,4	3,7	14,1
Suivi de la mise en œuvre	2,6	0,0	2,6
<b>Total Plan d'action immédiate</b>	<b>13,1</b>	<b>5,1</b>	<b>18,2</b>
<b>Sources de financement</b> (économies initiales, fonds espagnols, financement du suivi de l'EEL)	<b>(2,9)</b>	<b>(1,0)</b>	<b>(3,9)</b>
<b>Plan d'action immédiate – 2009 demande de contributions volontaires</b>	<b>10,2</b>	<b>4,1</b>	<b>14,3</b>
<b>Initiatives de l'Examen détaillé</b>			
<b>Examen détaillé – 2009 demande contributions volontaires</b>	<b>4,5</b>	<b>3,0</b>	<b>7,5</b>
<b>Total 2009 – demande de contributions volontaires</b>	<b>14,7</b>	<b>7,1</b>	<b>21,8</b>

## Calendrier de mise en œuvre

		Calendrier de mise en œuvre du Plan d'action immédiate 2008-2011													
Ref. n°	Nom des tâches	2009				2010				2011					
		Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
	<b>Priorités et programmes de l'Organisation</b>														
1.1	Décider de l'application du nouveau cadre fondé sur les résultats														
1.2	Décider de la vision et des objectifs mondiaux														
1.3	Décider en principe les objectifs stratégiques, les objectifs fonctionnels et les fonctions essentielles														
1.4	Adopter en principe le modèle de présentation des objectifs stratégiques et des résultats de l'Organisation														
1.5	Définir les domaines d'action prioritaires														
1.6	Etablir un système de suivi fondé sur les résultats														
1.7	Elaborer le texte intégral du Cadre stratégique, du Plan à moyen terme et du Programme de travail et budget														
1.8	<b>Premier rapport sur les résultats obtenus par l'Organisation sur la base du nouveau système fondé sur les résultats pour l'exercice 2010-11 (en 2012)</b>														
	<b>Réforme de la gouvernance</b>														
	<b>Priorités de la gouvernance</b>														
2.1	Examiner systématiquement la situation mondiale pour améliorer la cohérence des politiques et étudier les cadres réglementaires														
2.2	Prendre en compte les questions générales et instruments relatifs à l'alimentation et à l'agriculture traités dans d'autres instances et adresser des recommandations														
	<b>La Conférence</b>														
2.5	Chaque session de la Conférence aura normalement un thème principal, convenu par la Conférence														
2.6	La Conférence accordera une plus grande attention aux questions de politique mondiale et aux cadres internationaux														
2.7	La Conférence se réunira en juin de la deuxième année de l'exercice biennal														
2.8	La Conférence approuvera les priorités, la stratégie et le budget de l'Organisation après avoir examiné les recommandations du Conseil														
2.9	Le rapport de la Conférence se concentrera sur les conclusions et décisions														
2.10	Les réunions plénières formelles seront mieux ciblées														
2.11	Des événements parallèles serviront de forum pour des échanges informels														
2.12	Modifier notamment les méthodes de travail et les lignes de compte rendu														
2.13	Les Textes fondamentaux seront modifiés pour les fonctions														
	<b>Le Conseil</b>														
2.14	Les fonctions exercées par le Conseil seront précisées														
2.18	Le Conseil soumettra à la Conférence une recommandation claire concernant la résolution portant sur le programme et le budget														
2.19	Le Conseil se réunira de manière plus souple et pour des sessions dont la durée sera adaptée à l'ordre du jour														
2.22	Le rapport du Conseil consistera en conclusions, décisions et recommandations														

















**COMITÉ DU PROGRAMME**  
**(Novembre 2007 – Novembre 2009)**

**Président**

Royaume-Uni (Vic Heard)

**Membres**

Afghanistan (Abdul Razak Ayazi)  
Angola (Carlos Alberto Amaral)  
Argentine (Mme Maria del Carmen Squeff)  
Australie (Mme Fiona Barlett)  
Brésil (José Antonio Marcondes Carvalho)<sup>1</sup>

Canada (James Melanson)  
Égypte (Abdelaziz M. Hosni)  
Guinée équatoriale (Pascual Bacale Mbiang)  
Inde (Ramalingam Parasuram)  
Japon (Seiichi Yokoi)<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Remplacé par Renato Mosca de Souza à la centième session.

<sup>2</sup> Remplacé par Kazumasa Shioya à partir de la centième session.

**COMITÉ FINANCIER**  
**(Novembre 2007 – Novembre 2009)**

**Président**

Égypte (Yasser Sorour)

**Membres**

Allemagne (Eckhard W. Hein)  
Cameroun (Medi MOUNGUI)  
Chine (Li Zhengdong)  
Danemark (Soeren Skafte)  
États-Unis d'Amérique (Lee Brudvig)

France (Jean-Jacques Soula)  
Mexique (Jorge Eduardo Chaen Charpentier)  
Ouganda (Robert Sabiti)  
Pakistan (Aamir Ashraf Khawaja)  
Panama (Eudoro Jaen Esquivel)<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Remplacé par Horacio Maltez à la cent vingt-deuxième session.

**COMITÉ DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES**  
**(Novembre 2007 – Novembre 2009)**

Chili  
États-Unis d'Amérique  
Gabon  
Indonésie

Lesotho  
Pays-Bas  
République arabe syrienne

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM 2009**

**Mandat prenant fin le**

**Élus par le Conseil de la FAO**

**Élus par l'ECOSOC**

31 décembre 2009

États-Unis d'Amérique (D)  
Pays-Bas (D)  
Pakistan (B)  
Pérou (C)  
Philippines (B)  
Zambie (A)

Belgique (D)<sup>1</sup>  
Cap-Vert (A)  
Fédération de Russie (E)  
Inde (B)  
Iran (République islamique d' (B)  
Suède (D)

31 décembre 2010

Allemagne (D)  
Canada (D)  
Guinée (A)  
Haïti (C)  
Koweït (B)  
République dém. du Congo (A)

Australie (D)  
Burundi (A)  
Cuba (C)  
Norvège (D)  
Soudan (A)  
Thaïlande (B)

31 décembre 2011

Brésil (C)<sup>2</sup>  
Colombie (C)  
Danemark (D)  
Égypte (A)  
Slovénie (E)  
Suisse (D)

Angola (A)  
Chine (B)  
Guatemala (C)  
Japon (D)  
République tchèque (E)  
Royaume-Uni (D)

<sup>1</sup> La Belgique a remplacé la Nouvelle-Zélande le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

<sup>2</sup> Sièges pourvus par rotation entre les listes A, B et C comme suit: Liste A (2000-2002), Liste B (2003-2005), Liste A (2006-2008) et Liste C (2009-2011).

## MEMBRES DE LA FAO

Afghanistan  
Afrique du Sud  
Albanie  
Algérie  
Allemagne  
Andorre  
Angola  
Antigua-et-Barbuda  
Arabie saoudite  
Argentine  
Arménie  
Australie  
Autriche  
Azerbaïdjan  
Bahamas  
Bahreïn  
Bangladesh  
Barbade  
Biélorus  
Belgique  
Belize  
Bénin  
Bhoutan  
Bolivie  
Bosnie-Herzégovine  
Botswana  
Brésil  
Bulgarie  
Burkina Faso  
Burundi  
Cambodge  
Cameroun  
Canada  
Cap-Vert  
Chili  
Chine  
Chypre  
Colombie  
Communauté européenne  
(Organisation membre)  
Comores  
Congo  
Costa Rica  
Côte d'Ivoire  
Croatie  
Cuba  
Danemark  
Djibouti  
Dominique  
Égypte  
El Salvador  
Émirats arabes unis  
Équateur  
Érythrée  
Espagne  
Estonie  
États-Unis d'Amérique  
Éthiopie  
Ex-République yougoslave  
de Macédoine (l')  
Fédération de Russie  
Fidji  
Finlande  
France  
Gabon  
Gambie

Géorgie  
Ghana  
Grèce  
Grenade  
Guatemala  
Guinée  
Guinée-Bissau  
Guyana  
Haïti  
Honduras  
Hongrie  
Îles Cook  
Îles Marshall  
Îles Salomon  
Inde  
Indonésie  
Iran (République islamique d')  
Iraq  
Irlande  
Islande  
Israël  
Italie  
Jamahiriya arabe libyenne  
Jamaïque  
Japon  
Jordanie  
Kazakhstan  
Kenya  
Kirghizistan  
Kiribati  
Koweït  
Lesotho  
Lettonie  
Liban  
Libéria  
Lituanie  
Luxembourg  
Madagascar  
Malaisie  
Malawi  
Maldives  
Mali  
Malte  
Maroc  
Maurice  
Mauritanie  
Mexique  
Micronésie (États fédérés de)  
Monaco  
Mongolie  
Monténégro  
Mozambique  
Myanmar  
Namibie  
Nauru  
Népal  
Nicaragua  
Niger  
Nigéria  
Nioué  
Norvège  
Nouvelle-Zélande  
Oman  
Ouganda  
Ouzbékistan  
Pakistan

Panama  
Papouasie-Nouvelle-Guinée  
Paraguay  
Pays-Bas  
Pérou  
Philippines  
Pologne  
Portugal  
Qatar  
République arabe syrienne  
République centrafricaine  
République de Corée  
République démocratique du Congo  
République démocratique populaire  
lao  
République de Moldova  
République dominicaine  
République pop. démocratique de  
Corée  
République tchèque  
République-Unie de Tanzanie  
Roumanie  
Royaume-Uni  
Rwanda  
Sainte-Lucie  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Saint-Marin  
Saint-Vincent-et-les Grenadines  
Samoa  
Sao Tomé-et-Principe  
Sénégal  
Serbie  
Seychelles  
Sierra Leone  
Slovaquie  
Slovénie  
Somalie  
Soudan  
Sri Lanka  
Suède  
Suisse  
Suriname  
Swaziland  
Tadjikistan  
Tchad  
Thaïlande  
Timor-Leste  
Togo  
Tonga  
Trinité-et-Tobago  
Tunisie  
Turkménistan  
Turquie  
Tuvalu  
Ukraine  
Uruguay  
Vanuatu  
Venezuela (République bolivarienne  
du)  
Viet Nam  
Yémen  
Zambie  
Zimbabwe  
Îles Féroé (Membre associé)

ISBN 978-92-5-206089-5 ISSN 0251-1401



9 789252 060895

TR/M/K3413F/1/12.08/80